

BANQUES : L'E-PAIEMENT DÈS LA FIN JUIN P.2

**DÉPRÉCIATION DU DINAR :
LA BANQUE D'ALGÉRIE S'EXPLIQUE** P.2

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

UNE FAUSSE POLÉMIQUE POUR OCCULTER UN VÉRITABLE ÉCHEC

ABED CHAREF

**PETIT
JUGE
ET GRAND
PROCÈS**

SLEMNIA BENDAOU

**S'ILS ÉMERGENT,
DÉCAPITEZ-LES TOUS !**

SALIM METREF

**LE NAUFRAGE
DE L'EUROPE**

M'HAMMEDI BOUZINA MED

**HUMAIN,
TROP HUMAIN**

BOUCHAN HADJ-CHIKH

**LE MONDE
DES IBN SAOUD**

MIMI MASSIVA

**L'ISLAM
EN QUESTION(S)**

BELKACEM AHcene-DJABALLAH



**ZYED, BOUNA ET
LES PROMESSES
OUBLIÉES DE 2005**

AKRAM BELKAÏD

**Les héros de l'aventure
himalayenne !**

ABDELKADER KHELIL

■ 87-bis, subventions, quand le FMI s'en mêle !
CHERIF ALI

QUAND LE MYTHE S'EFFONDRE
EL YAZID DIB

■ Réflexion sur quelques mesures tendant
à protéger la production nationale
et la rationalisation des dépenses publiques
MAHI KHELIL

■ De l'âpre charme d'un réveil douteux
ADIB BENCHERIF

■ L'Algérie révélée, la guerre de 1914-1918
et le premier quart du XX^e siècle (a)
DJILALI SARI

P.6 à 16

Banques

L'e-paiement
dès la fin juin

Yazid Alilat

C'est dans l'air du temps: le paiement électronique est de plus en plus d'actualité en Algérie, même si le pays accuse un énorme retard comparativement aux pays voisins, et en général par rapport aux pays développés. C'est le grand chantier du Groupement d'intérêt économique de monétique (GIE-monétique), opérationnel depuis janvier dernier, dont la direction générale a été confiée à M. Moctassim Boudiaf. Hier mercredi, il a rappelé à la radio nationale les grands objectifs du GIE, d'abord la généralisation de l'utilisation de la carte interbancaire (CIB) et les paiements électroniques de certains services. «Il faut mettre fin au paiement par cash, c'est un des objectifs du gouvernement. La carte interbancaire est un des instruments sur lequel on va s'appuyer pour substituer la carte bancaire à l'usage du cash», a-t-il affirmé avant de préciser que le GIE «n'est concerné que par la généralisation de la carte de paiement» interbancaire. «On y travaille», a-t-il souligné avant d'expliquer que le travail est actuellement concentré sur l'identification des carences à l'origine de l'échec de l'utilisation par tous de la carte CIB. «Nous avons mis en œuvre une feuille de route» pour cet objectif; «l'usage de la carte CIB a besoin d'être explicité d'avantage, avec une bonne formation des commerçants pour expliquer et rassurer les porteurs sur les risques de l'usage de la carte». Le commerçant algérien «a besoin d'être assuré que son argent est à portée de main», affirme-t-il. Pour autant, il a rappelé le nombre réduit de TPE (terminal de paiement électronique), soit seulement 2.876 pour un peu plus d'un million de porteurs de carte CIB. «Il faut développer autant le nombre de TPE que de porteurs» de carte CIB, estime M. Boudiaf qui a annoncé que des préparatifs sont en cours pour l'introduction dès la fin du mois de juin de certains paiements électroniques (via Internet).

Prenant soin de préciser que pour le moment «la priorité est à la généralisation de l'usage de la carte de paiement», il a ajouté que le premier chantier «est de générer le paiement par Internet». «Cela va nous permettre d'aller directement sur les sites web pour généraliser cette opération qui devrait être lancée à la fin du mois de juin», explique M. Boudiaf. Les premiers concernés par cette opération de paiements élec-

troniques sont, a-t-il annoncé, la Seaal, les trois opérateurs de téléphonie mobile (Djezzy, Ooredoo et Mobilis), Algérie Telecom et Air Algérie. «Cela va se faire pour les grands facturiers», indique-t-il. Ensuite, ce sera au tour d'autres opérateurs comme l'AADL, les OPGI, les Douanes et l'administration des impôts pour généraliser à terme le paiement électronique. «Il y a un retard à rattraper» en matière de paiements électroniques, estime-t-il avant de relever qu'on va arriver dans des délais très optimistes à la mise en œuvre de l'usage de la carte de paiement de manière massive. «La carte de paiement sera un moyen de substitution du cash par la monétique», affirme le DG de la réglementation de la monétique, selon lequel «l'usage de la carte est l'affaire de tous, et pas seulement des banques». «Ce n'est pas une affaire de quelque mois, mais une chose qui se construit. On a l'avantage de profiter de l'expérience des autres, on peut profiter de ce retard en mettant en place les nouvelles technologies», estime encore M. Boudiaf, très optimiste. Il affirme qu'on veut aller vers une très haute disponibilité. La première partie de l'e-paiement sera effective vers le mois de juin, avec la mise en place du système de paiement en ligne, alors que la seconde partie de la feuille de route est la promulgation du paiement par Internet, et la troisième partie de ce programme sont les amendements des normes relatives au paiement par carte. «C'est le comité de normalisation de la Banque d'Algérie qui va réglementer tout cela. Une réunion est prévue la semaine prochaine» pour en discuter, a-t-il annoncé par ailleurs. Quant au paiement des produits physiques par Internet, cela devrait prendre «un peu de temps», a-t-il averti, pour «éviter les litiges commerciaux». «On verra comment cela va se passer vers la fin de l'année», a-t-il encore relevé avant d'affirmer que vers le mois de septembre prochain, le paiement électronique (via Internet par carte CIB) sera étendu à d'autres grands prestataires de services du secteur public. Mis en place en juin 2014, le GIE-monétique compte dans son conseil de direction la Banque d'Algérie, alors que sa présidence est confiée au président en exercice de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF). Sa mission est de généraliser l'usage de la carte bancaire et les paiements électroniques en Algérie.

Yazid Alilat

Terrible constat de l'économie algérienne: faute d'exporter autre chose que ses hydrocarbures, l'Algérie en est réduite à voir sa monnaie ballotée par les cours du pétrole. Monoexportatrice, l'Algérie est donc otage des flux financiers mondiaux, en particulier vis-à-vis des marchés pétroliers, où les cours de l'or noir évoluent au gré des commandes et des spéculations des traders. La chute de la valeur nominale du dinar ces derniers mois s'explique, selon une source proche de la Banque d'Algérie citée par l'APS, par la «baisse des prix du pétrole». Selon ce responsable de la banque centrale, «depuis juin 2014, le dinar s'est déprécié, accentuant ses pertes face au dollar suite à la chute de prix du pétrole». Le dinar est soumis au taux de change à régime flottant sur une corbeille des principales devises. A la fin mars dernier, le taux de change moyen du dinar par rapport au dollar s'est établi à 93,24 DA contre 77,9 DA une année auparavant. La dépréciation de la monnaie nationale est quasi générale par rapport à l'ensemble des principales devises. Hier mercredi 20 mai, sur le marché interbancaire des changes d'Alger, un euro valait 109,8376 dinars à l'achat et 109,8839 à la vente, et un dollar était apprécié à 98,9528 dinars à l'achat et 98,9678 à la vente. Face à la livre sterling, le dinar est encore au plus bas, avec 153,2726 dinars pour l'achat, et 153,3196 à la vente. Ce sont là les cotations officielles affichées sur le site de la Banque d'Algérie, avec valeur pour le 22 mai. Pour autant, les mécanismes d'ajustement du dinar face à la principale devise, le dollar, monnaie de cotation et d'achat du pé-

Dépréciation du dinar

La Banque d'Algérie s'explique

trole sur tous les marchés internationaux, la banque centrale ajuste régulièrement le taux de change nominal du dinar pour que le taux de change réel soit à son niveau d'équilibre, un niveau déterminé par le prix de pétrole à l'international, le différentiel du taux d'inflation et de la productivité entre l'Algérie et ses partenaires étrangers, explique la même source. Pour autant, l'Algérie n'a jusqu'à présent et depuis de nombreuses années, pas procédé à une dévaluation de sa monnaie. D'abord cette opération (dévaluation) ne peut être envisagée dans la mesure où le taux de change du dinar est soumis au régime flottant dirigé. «Il y a confusion de concepts. Dans un régime de change flottant, il s'agit de l'appréciation ou de la dépréciation d'une monnaie. Il ne peut être opéré une dévaluation ou une réévaluation que dans un régime à taux fixe», affirme le même responsable de la banque centrale. Cette éventualité ne peut être également envisagée par les pouvoirs publics, car elle aurait un effet direct sur les dépenses publiques, en plus d'une plus grande pression de l'inflation importée, qui, elle, consiste à répercuter la hausse des cours des produits importés sur le marché local.

Fatalement, cela serait préjudiciable pour la demande locale, en particulier le prix des produits de première nécessité administrés par l'Etat, comme le lait, les céréales, le sucre.

AGIR SUR LA DOTATION
TOURISTIQUE

Bref, il n'est pas envisagé dans ce scénario catastrophe où les prix des produits subventionnés explosent, d'aller plus loin que de laisser le dinar «flotter» au gré des

cours de l'or noir. En fait, «la Banque d'Algérie cherche l'équilibre entre deux objectifs contradictoires: freiner les importations et préserver le pouvoir d'achat des citoyens», un dilemme pour la Banque d'Algérie, qui doit ainsi «choisir entre réduire les importations et appauvrir les ménages ou laisser les ménages consommer comme ils le font habituellement et tant pis pour les importations», explique le même responsable de la banque centrale. Et, fatalement, «lorsque le prix du pétrole chute, il faut s'attendre à ce que le dinar se déprécie», note-t-il, avant de faire remarquer que, dans les économies développées, le recours à la dévaluation a pour objectif une plus grande attractivité des exportations, comme cela est le cas pour le dollar par les américains et le yuan pour la Chine.

Constat: «l'Algérie, qui n'exporte que des hydrocarbures, n'est pas dans ce cas de figure. Pour dévaluer, il faut en tirer profit comme celui d'encourager les exportations, mais nous n'exportons presque rien en dehors des hydrocarbures», relève, fataliste, la même source. En attendant une reprise des cours de l'or noir, et un hypothétique rebond du dinar, le marché parallèle de la devise flambe. Un euro à plus de 160 dinars, n'est-il pas un facteur à intégrer dans les fondamentaux pour provoquer une réaction urgente et salutaire de la Banque d'Algérie? Comme par exemple augmenter la dotation touristique, qui est actuellement à moins de 140 euros/an, comme le font le Maroc et la Tunisie, qui n'ont pourtant pas de pétrole, afin de lutter contre le recours systématique des algériens au marché noir, soit pour une Omra, un Hadj ou un voyage pour raisons de santé.

ANALYSE

Kharroubi Habib

L'on sait que la Fédération palestinienne de football a déposé auprès de la FIFA un projet de motion préconisant la suspension de

son homologue israélienne de toutes les instances internationales footballistiques. C'est le 28 de ce mois que le congrès de la FIFA devra se prononcer sur la requête palestinienne à laquelle il faudra 75% des voix en son sein pour être adoptée.

Le sulfureux président de la FIFA Sepp Blatter qui est opposé à la demande palestinienne s'est rendu en Israël et en Cisjordanie pour tenter d'emmener les deux parties à s'entendre sur un compromis suite auquel la Fédération palestinienne retirerait sa motion. Les Israéliens lui ont soufflé l'idée que le compromis pourrait être l'organisation d'un «match de la paix» entre les équipes de football nationales palestinienne et israélienne. Il s'est empressé d'aller à Ramallah pour la vendre à la Fédération palestinienne qui l'a déclinée. Ne reprocheront à celle-ci sa décision que ceux qui ont encore la naïveté de croire que les initiatives symboliques du genre de celle dont Blatter s'est fait le démarcheur font bouger les lignes dans le conflit israélo-palestinien.

Les Palestiniens ont constaté qu'à chaque fois qu'ils ont consenti à ce type d'actions censées faire avancer la cause de la paix, ils ont en fait offert l'opportunité à Israël de redorer son blason mais en ne rien concédant à leurs revendications. Il y aura évidemment aussi ceux qui feront reproche aux Palestiniens de politiser le sport. Mais pourquoi les Palestiniens se priveraient de cette pratique dont usent systématiquement les soutiens de l'Etat sioniste?

L'instance dirigeante de la FIFA, pour ne citer que cette instance sportive internationale dans laquelle les soutiens d'Israël disposent de forts moyens d'in-

Blatter en «pèlerin
de la paix»

fluence, s'arrange toujours pour empêcher la condamnation et la sanction d'Israël qui a décrété des mesures qui privent les footballeurs palestiniens de participation aux compétitions internationales de ce sport. Elle réagit par contre promptement et avec la plus extrême fermeté contre les parties qui s'avisent de prendre des mesures de rétorsion contre cet Etat et ses sportifs.

La Fédération palestinienne de football est certes une instance sportive, mais elle est aussi partie prenante du combat que le peuple palestinien mène pour arracher sa liberté et son droit à un Etat national indépendant. Sa contribution à ce combat est de mettre en accusation Israël pour les restrictions et interdits qu'il met aux déplacements des footballeurs palestiniens d'un territoire occupé à un autre et à l'étranger. Ce que la FIFA se doit de dénoncer et de sanctionner. Ce qu'elle ne fait pas en se cachant derrière le faux «sacro-saint» principe de non politisation du sport.

Le gadget d'un «match de paix» dans le contexte où en sont les relations israélo-palestiniennes ne séduira que les âmes sensibles mais irréalistes. L'on est à un moment du conflit palestinien-israélien où seules sont opérantes les pressions et sanctions qui contraindraient Israël à cesser son occupation des territoires, à mettre fin à la répression multiforme qu'elle exerce contre leurs populations et à arrêter sa colonisation. La suspension d'Israël des instances sportives internationales en est une qui sans être déterminante serait néanmoins efficace. Ce dont Blatter est parfaitement conscient et l'a poussé à prendre son bâton de «pèlerin de la paix» et à aller à Ramallah tenter d'enfumer les responsables du football palestinien.

Tirage du N° 6231
119.661 exemp.Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DAPrésident
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOUDirection - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.frRédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Retraites

La CNR rassure sur sa santé financière

La Caisse nationale des retraites ne connaît pas de difficultés, elle s'autofinance même.



Ph.: Arch.

Salah-Eddine K.

Le DG de la Caisse nationale des retraites (CNR), Hassan Tidjani Hadam, a fait, hier, le point sur la situation financière de la CNR, sur son fonctionnement ainsi que sur des questions intéressant les retraités. L'hôte du 'Forum d'El-Moudjahid' en présentant un exposé sur cette caisse, a assuré que la CNR ne connaît «aucune difficulté financière et arrive à s'autofinancer», grâce aux cotisations des salariés et autres fonctionnaires. Et ce, contrairement aux thèses évoquant une imminente faillite de la CNR en raison du non-paiement des cotisations par nombre d'employeurs.

Reconnaissant que la Caisse est passée par une période difficile, durant les 10 dernières années, son DG soulignera qu'aucun recours n'a été fait pour utiliser l'argent du Fonds national de réserve des retraites (FNRR) pour payer les retraités, et ce, depuis la création de ce fonds, en 2006, avec pour but d'assurer pérennité et viabilité du Système national des retraites.

Le conférencier a indiqué, dans ce même sillage, que la CNR dépense la somme de 77 milliards de DA, en chaque fin de mois, représentant les pensions de 2,6 millions de retraités, à travers le territoire national. Le système de retraite qui a connu plusieurs modifications (1983, 1984, 1996, 1997 et 2000), «devra aussi connaître de nouveaux changements, afin de le perfectionner au mieux» a indiqué le conférencier.

Le conférencier a, aussi, fait part de l'effort fait par la CNR pour se rapprocher, autant que possible, de la population des retraités. Mis à part les missions de gérer les pensions et allocations de retraite des retraités et ayants-droit ainsi que d'assu-

rer le recouvrement des cotisations, la CNR s'est investie, également, dans la communication et dans la prise en charge des doléances des retraités en leur assurant une information continue, sur toutes les questions les concernant en leur prodiguant une assistance pour les déplacements des retraités, particulièrement malades. La CNR a même eu le mérite d'innover, en mettant, en place des cellules pour communiquer en Tamazight (dans toutes ces variantes) avec les retraités parlant cette langue.

Il y a lieu de rappeler qu'une rencontre ayant pour thème « la communication institutionnelle en Tamazight » a été organisée, dans la semaine, par la CNR en collaboration avec le haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) pour l'apprentissage de cette langue aux chargés d'accueil, au niveau des Agences de la CNR.

Des retraités, présents sur les lieux de la conférence, se sont montrés inquiets du taux de majoration de la retraite de cette année qui a été en-deçà de leurs espérances. Le conférencier répondra que le taux d'augmentation de 5% de cette année (alors qu'en 2014 il a été de 12%), a été décidé suivant des paramètres qui sont la pérennité de la CNR, la situation financière, l'équilibre financier et le pouvoir d'achat du retraité ainsi que par rapport au taux d'inflation.

Il ajoute que cette décision est prise par le ministère sur proposition du conseil d'administration de la CNR, composé de représentants de l'UGTA et de la Fédération des retraités (FNTR). Une réponse qui n'a pas convaincu. Au sujet de la durée que doit accomplir le travailleur avant son départ à la retraite, il répondra que la loi est la même et aucun changement n'est intervenu.

Accord de paix au Mali

Nouvelles consultations, à partir de lundi, à Alger

Une «série de consultations» autour de l'Accord de paix au Mali, se tiendra, à partir de lundi à Alger, a annoncé la médiation internationale, dans un communiqué reçu, hier mercredi, par l'AFP. Cet Accord de paix, signé le 15 mai, par le gouvernement et la médiation internationale, mais pas par la rébellion, vise à instaurer une paix durable dans le nord du Mali. La médiation internationale pour les pourparlers inter-maliens, avec en tête l'Algérie, s'est réunie, mardi, à Bamako «avec, à l'ordre du jour, l'identification des actions à engager, suite à la signature

de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali», selon un communiqué diffusé par la Mission de l'ONU au Mali (Minusma). Elle «organisera, à compter du 25 mai 2015, à Alger, comme convenu précédemment, une série de consultations destinées à mettre en place les conditions du parachèvement du processus de signature de l'Accord, dans les plus brefs délais. Ces consultations seront, également, l'occasion pour les parties de réaffirmer leur engagement, en faveur d'une cessation totale et définitive des hostilités», est-il indiqué.

Elle a, également, réitéré

son appel «aux parties» n'ayant pas encore signé l'Accord, à le faire «dans les meilleurs délais». Par ailleurs, selon le communiqué, la Médiation a désigné un groupe d'experts avec pour mission «d'engager, immédiatement, les préparatifs pour la mise sur pied du Comité de suivi de l'Accord et la tenue, dans les délais les plus rapprochés, de la première réunion de cette instance». «Ce groupe est également mandaté à l'effet de proposer, au Comité de suivi, un échéancier précis pour la mise en oeuvre de l'Accord», conclut le communiqué.

Raina
Raïkoum

El-Houari Dilmi

Labourer «ici», et moissonner «ailleurs» !

Un peu comme couper la ration en deux à celui qui a une faim de loup, la saison agricole s'annonce sous un mauvais temps; même si on a pris le mauvais pli de labourer «ici» pour moissonner «ailleurs» ! En attendant de nous convaincre de consommer algérien - un peu comme préférer notre pain rassis au pain blanc des autres -, voilà que l'on nous balance, sans sourciller, que la mère nourricière, Sonatrach, compte importer massivement... des carburants en prévision du ramadhan !

Mais pourquoi diantre le pays rame-t-il à contresens de la plus triviale des logiques, que tout semble «tourner à l'envers», en prenant à défaut le bon sens le plus élémentaire chez le plus érudit du peuple des «raisonnés» ? Un peu comme celui qui a dix sous neufs fourre sa main baladeuse dans la poche de celui qui a un demi-douro trop usé, quelle est donc cette mouche qui nous empoisonne le sang pour nous retrouver, à chaque fois, ramer contre le courant pour se fatiguer les bras et couler comme un caillou au fond d'une eau fangeuse ? Les revers auront des médailles qu'ils seront des champions olympiques sous nos cieux «si particuliers», avec ce paradoxe bien de chez nous: ce n'est pas notre ventre qui dépend de ce que produisent nos terres mais c'est juste nos estomacs, plus grands que nature, qui courent à perdre haleine, après celui qui détient les clefs du garde-manger national. A un jet de pierre du mois de tous les soucis, le poulet «vole» si haut qu'un aigle dévoreur y laisserait toutes ses plu-

mes. La situation est si psychédélique que le pays paraît vivre sur deux planètes: l'une vivant derrière le dos de l'autre. L'on nous susurre que des quantités «gargantuesques» de produits carnés sont stockées dans les entrepôts, sous l'ombre de l'Etat, alors qu'en même temps et sous les cieux du même pays, le poulet «déplumé» entame sa montée vers les cimes, à un jet de fronde du mois de tous les tracassés. Les chiffres «balancés» d'en haut nous parlent d'un cheptel ovin et bovin parmi le plus important d'Afrique du Nord, sans que personne ne sache qui en est (sont) réellement le(s) propriétaire(s) ni qui contrôle un marché à enjeu capital, dans la gestion de la paix tout court... Il y a trop longtemps que le pays racle le fond de ses caisses dans l'entretien de la chaîne alimentaire nationale. Il y a, aussi, un bon bout de temps depuis que le pays ne s'est pas «autosuffi», en matière de blé, celui né des entrailles de la terre mais aussi celui caché dans des coffres-forts jamais aussi bien gardés. Avec pour seul sursis une baguette de pain garantie à tous, qui va récolter les fruits et légumes de cette «bouhhouha» qui donne tant le tournis, sinon que ce sont toujours les grosses légumes qui sont servies en premier. Importation ou pas, qu'elle vienne d'Inde, du Soudan ou même de la planète Jupiter, lors du mois des «carémeux», la viande, halal ou pas, boucanée, faisandée, braisée, panée, hachée ou surgelée ne sera pas mangée par le peuple des «édentés», mais juste «déchiquetée» par ceux qui ont des crocs si gros !

Publicité

Payez uniquement pour les kilomètres roulés

ECO 6000 de 0 km à 6000 km

ECO 12000 de 6000 km à 12000 km

ECO 18000 de 12000 km à 18000 km

À votre écoute
021 379 379

SOCIETE GENERALE ALGERIE
15 ANS

ESPRIT D'EQUIPE
INNOVATION
RESPONSABILITE
ENGAGEMENT

CONCOURS

"Jeune artiste peintre 2015"

Envoyez vos œuvres
entre le 15 mai et le 15 août

Enregistrez-vous sur
www.societegenerale.dz



**SOCIETE GENERALE
ALGERIE**



DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'EQUIPE

SAMSUNG



SAMSUNG
Galaxy S6 | S6 edge
NEXT IS NOW

Affaire Khalifa Bank Au tour des témoins

C'est à un tournant décisif qu'est arrivé hier le procès en appel de Khalifa Bank après la comparution de 71 inculpés qui ont été entendus par le juge Antar Menouar durant 14 jours.

Tahar Mansour

Durant cette période où les Algériens attendaient des révélations sensationnelles, rien n'a été dit de plus qu'en 2007, peut-être beaucoup moins. De fait, le procès est devenu sans intérêt pour l'opinion publique qui s'en détourne, blasée qu'elle est par tout ce qui a été révélé comme scandales financiers sans que les auteurs soient véritablement sanctionnés.

Enfin, et pour ce quatrième jour, le juge a appelé à la barre Jean Bernard Vialar, un Franco-Algérien qui travaillait comme pilote de ligne au sein d'Air Algérie de 1973 à 1999, année au cours de laquelle il quitta cette entreprise pour cause de maladie. Il rappela que c'est lui qui était derrière la création de la société franco-algérienne Antinéa Airlines. Il déclara qu'il a travaillé au sein de cette entreprise quand elle était sous la direction d'Idjerouidène jusqu'à ce qu'elle fasse faillite et que Khalifa Abdelmoumène la rachète. Jean Bernard resta pour y travailler comme employé de Khalifa Airways. Il déclara au juge qu'il a remis la voiture de service qui était en sa possession aux gendarmes mais qu'il a omis de remettre le microordinateur portable car il contenait des dossiers très importants concernant Antinéa et qu'il avait peur de les perdre. Poursuivi pour abus de confiance à l'encontre de Khalifa Bank, il nia ces accusations et réaffirma qu'il n'était pas aussi matérialiste pour garder un microordinateur.

Tout comme ceux qui l'ont précédé, M. Boussehoua Rachid est poursuivi pour abus de confiance à l'encontre de Khalifa Bank. Il aurait, selon l'arrêt de renvoi, bénéficié d'une voiture, une Golf, mais il assure qu'il l'a payée de son propre argent et qu'il ignorait l'existence chez son parent Chachoua Badredine, qui occupait le poste de directeur général chargé du développement et de l'économie au sein de Khalifa Bank, d'une facture concernant sa voiture. Il précisa aussi que tous les documents concernant la voiture étaient à son nom. Il reconnut néanmoins avoir bénéficié d'un billet d'avion de Khalifa Airways pour se rendre à Marseille mais : « j'ai tout payé, ce n'était pas un billet gratuit » affirme-t-il.

Pour sa part, M. Laggoune El Hadi, poursuivi pour recel d'une villa appartenant à Khalifa Bank, déclare qu'effectivement il avait acheté cette villa située au quartier des artistes à Zeralda pour la somme de 700 millions de centimes mais qu'il ignorait totalement qu'elle ne lui appartenait pas. L'accusé déclara qu'au moment de l'achat de la villa, il ignorait qu'il y ait des problèmes la concernant. Il s'est entendu avec le père de Chachoua Abdelhafid qui s'est

chargé de toutes les procédures et il précise que l'acquisition a été effectuée de manière légale et qu'un acte de propriété a été établi en son nom chez le notaire. Il reconnaît avoir dépensé la somme de 450 millions de centimes pour retenir la villa.

TOUJOURS LA MÊME ACCUSATION D'ABUS DE CONFIANCE

M. Moudjiba Rachid a travaillé, après sa retraite prise après 37 ans en qualité de cadre supérieur auprès du ministère des Télécommunications, au sein du groupe Khalifa en qualité de fonctionnaire chargé de mettre à la disposition des différentes agences du groupe Khalifa les moyens de télécommunications nécessaires à leurs activités. Il reconnut avoir remis 6 téléphones portables à la CNAS sur ordre de la direction générale. Il affirme ne connaître aucune des personnes qui ont bénéficié de ces téléphones, alors que toutes les charges y afférentes étaient au compte de Khalifa Bank. L'inculpé déclara aussi que le microordinateur portable et divers autres matériels électroniques et mobiliers étaient des cadeaux qu'il avait reçus de la compagnie française Sagem chez qui il a été en stage quand il était cadre au ministère des Télécommunications. Il répondit par la négative à la question du procureur général qui lui demandait s'il était intervenu auprès de la coopérative des travailleurs de la poste pour le dépôt de la somme de 52 millions de dinars.

HADDADI SID-AHMED RÉPOND AU JUGE PAR DES SIGNES

Ancien directeur des finances et de la comptabilité à Antinéa Airlines puis chez Khalifa Airways, M. Haddadi Sid-Ahmed a subi une crise de santé qui lui a fait perdre l'usage de la parole, ce qui a obligé le président du tribunal, M. Antar Menouar, à lire ses déclarations auprès du juge d'instruction et l'inculpé répondait avec des gestes par l'affirmative ou la négative, et écrivait parfois sur un bout de papier quand il fallait donner une autre réponse. Poursuivi pour abus de confiance au détriment de Khalifa Bank, l'accusé nia toutes les accusations retenues contre lui concernant la non-restitution d'un microordinateur. Il expliqua qu'il n'a rendu le microordinateur qu'une année après la dissolution de Khalifa Bank car il contenait des dossiers importants pour son travail et qu'il n'avait nullement l'intention de le garder pour lui.

Mme Ouis Lyndia avait bénéficié d'un prêt d'un montant de 900 millions de centimes auprès de Khalifa Bank. Questionnée par le juge Antar Menouar, elle répond qu'elle a remis la totalité du prêt à une personne désignée par Rafik Khalifa pour récupérer les biens de la banque. Appelé à la barre, Rafik Khalifa dément l'accusée.

C'est aujourd'hui jeudi que le juge entame l'audition des témoins en commençant par les ex- inculpés qui ont purgé leurs peines et qui sont devenus de ce fait des témoins. Leur audition continuera samedi alors que M. Djellab, ex-administrateur de Khalifa Bank en liquidation, sera entendu dimanche puis, lundi, le juge auditionnera le gouverneur de la Banque d'Algérie Mohamed Laksaci.

Un important groupe armé anéanti par l'ANP 25 terroristes abattus et 4 autres capturés

Nait Ali H.

Nouveau coup porté par l'ANP aux groupes armés terroristes avec l'élimination de pas moins de 25 individus dans la région frontalière entre les wilayas de Boumerdès, Bouira et Médéa.

La vaste opération, lancée depuis l'après-midi du mardi, sur la base de renseignements précieux, faisant état d'un regroupement terroriste dans la région, se poursuivait toujours et s'étend sur le terrain à d'autres zones susceptibles d'abriter le reste des membres du groupe armé, signalé dans la zone. Les terroristes affiliés à l'une des phalanges d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) à savoir 'Abou Bakr Essediq' étaient en « conclave », selon des sources sécuritaires, pour préparer des attaques, selon certaines sources, et en prévision d'une succession, selon d'autres. La zone où sévissait cette même phalange s'étend de la Kabylie aux Babors.

Le premier bilan de l'assaut des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) était tombé dans la soirée du mardi et faisait état de l'élimination de pas moins de 22 terroristes, en plus de la capture de 2 autres individus. Alors que plus d'une dizaine d'autres terroristes se sont retranchés dans cette zone montagneuse de Ferkioua, relevant de la wilaya de Bouira. La pourchasse de ces criminels a donné lieu, hier, à l'aube, à l'élimination de 3 autres terroristes. Deux autres terroristes ont été capturés, également, au cours de la même opération. L'élimination de ces terroristes a, aussi, permis la récupération d'un important lot d'armes et de munitions composé essentiellement de 13 Kalachnikov, un fusil mi-



trailler de type (FMPK), 9 fusils semi-automatiques de type Simonov, un fusil à lunette, un fusil à pompe, un fusil lance-grenades, un fusil de chasse à canon scié, un pistolet automatique, une importante quantité de munitions, des grenades, des postes radio et d'autres objets, précise le ministère de la Défense nationale (MDN) dans le communiqué publié sur son site web. Ce succès des forces de sécurité montre leur détermination à maintenir la pression sur le terrain pour anéantir tout le groupe armé signalé dans cette zone. L'offensive s'est même intensifiée, hier encore, selon des sources sécuritaires, par le renforcement du dispositif déployé sur le terrain que dirigeait en personne le commandant de la 1^{re} Région militaire. Parmi les terroristes éliminés, jusqu'à hier, figurent d'importants chefs d'AQMI dont des 'émirs' à la tête de plusieurs 'sériats' activant sous la houlette de la

phalange 'Abou Bakr Essediq'. L'ANP vient de frapper fort dans la lutte contre le terrorisme, à travers l'anéantissement de ces individus armés, confirmant, si besoin, sa détermination à poursuivre la lutte contre ce fléau jusqu'à ses derniers retranchements. Ce bilan spectaculaire ramment, atteint, ces dernières années, dans les zones de montagnes infestées par AQMI et Daech est le fruit d'un travail opérationnel sur le terrain, appuyé par le renseignement. Comme il est le fruit de l'utilisation de moyens modernes dans la lutte contre le terrorisme auxquels l'Armée nationale s'adapte de plus en plus. L'offensive maintenue dans les zones susceptibles d'abriter les groupes armés terroristes, marquée par des opérations de ratissage, ayant touché, ces derniers mois, plusieurs régions de Kabylie a eu comme conséquence le retranchement des individus armés dans des zones délimitées.

Tizi Ouzou

Un policier tire sur son collègue

Nait Ali H.

Un policier a tiré, hier, sur l'un de ses collègues à Tizi Ouzou, le blessant à l'abdomen, a-t-on appris de sources sécuritaires. Selon des témoins oculaires, la scène s'est passée à l'entrée de la cité du '5 Juillet', jouxtant

la route menant vers l'ancienne gare routière de la ville de Tizi Ouzou quand ce policier, en civil, a poursuivi son collègue descendu du même véhicule banalisé, vers la cité du '20 Août' (quartier CNEP) pour lui tirer 4 balles, le laissant gisant dans une mare de sang. Il était peu avant 11h. La Protection

civile est vite intervenue pour évacuer la victime I.M (46 ans) aux urgences du CHU 'Nedir Mohamed'. Celle-ci est dans un état grave, selon des sources hospitalières. Les tirs à l'arme à feu ont semé la panique parmi les passants pensant avoir à faire à une attaque terroriste.

Affaire Oultache

Ouverture du procès à Boumerdès

La deuxième chambre correctionnelle près la cour de Boumerdès a entamé, hier, le jugement du colonel Chouaib Oultache, ex-chef de l'unité aérienne de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), accusé avec 24 autres prévenus de « dilapidation de deniers publics ». L'affaire, ouverte aux environs de 9h30mn, en audience spéciale, a déjà été reportée trois fois de suite. Elle a été renvoyée par la Cour suprême suite à un pourvoi en cassation pour diverses raisons, dont l'absence de certains témoins et le retard de l'ouverture du procès, dû à un motif matériel. L'accusé principal Chouaib Oultache n'a pas été emmené à temps

depuis la prison d'El Harrach, où il est incarcéré.

Au total, 25 personnes, parmi lesquelles le principal accusé et 21 cadres de la DGSN, sont impliquées dans cette affaire de malversations et ont été condamnées auparavant à des peines allant de 5 à 18 ans de prison ferme, tandis que quatre autres mises en cause ont été acquittées. Selon l'acte de renvoi du tribunal, les prévenus sont accusés de « pasation de marchés publics en violation de la législation », « dilapidation de deniers publics », « trafic d'influence », « faux et usage de faux », « implication dans la dilapidation et négligence manifeste ayant mené à déper-

dition de fonds publics ». Cette affaire, qui remonte à 2007, concerne un marché douteux pour l'acquisition de matériel informatique, signé entre la DGSN et la société Algerian Business Multimedia (ABM), révélée au grand jour après l'assassinat, le 25 février 2010, du directeur général de la Sécurité nationale, Ali Tounsi, par le colonel Oultache, indique le même document. Les investigations ont révélé, selon la même source, qu'Oultache aurait « usé de son influence » sur la commission d'évaluation technique des offres où il siégeait pour qu'elle choisisse ABM, dont son gendre était actionnaire et directeur général adjoint.

Affaire CNAN : le verdict reporté

Le verdict dans l'affaire de la Compagnie nationale de navigation (Cnan) dans laquelle sont impliqués 21 cadres pour corruption a été reporté au 3 juin prochain, a annoncé hier le président du pôle judiciaire spécialisé d'Alger. L'audience s'est déroulée en moins de cinq minutes. Les 21 inculpés se sont présentés à l'audience et le président a ensuite annoncé le report du verdict. Sans plus d'explications. Lors du procès qui avait eu lieu quelques semaines auparavant, le représentant du ministère public avait requis des peines de prison ferme allant de 2 à 10 ans contre les 21 accusés. Le procureur avait requis 10 ans de prison fer-

me contre les deux ex-PDG, Ali Koudil et Ali Boumbar, et la même sentence contre Ghit Feraoun, un ressortissant saoudien, en fuite. Selon l'arrêt de renvoi, les 21 personnes impliquées dans cette affaire étaient accusées de plusieurs chefs d'accusation, dont « dilapidation de deniers publics, violation de la réglementation relative aux mouvements des capitaux de et vers l'étranger et pasation illégale de marchés ».

Le principal accusé dans cette affaire, l'ex-directeur général de CNAN Group (actuellement en détention préventive), était accusé de plusieurs dépassements alors qu'il était en poste, dont celui d'avoir bradé 10

navires appartenant à la flotte de la compagnie et à sa richesse accumulée durant plus de 40 ans et ce dans le cadre d'une privatisation, selon le document. Une enquête sur ces dépassements a été menée par les services de sécurité et les services de l'Inspection générale des finances (IGF) dans le cadre de laquelle 78 cadres ont été interrogés. L'enquête a également porté sur les réparations des navires et autres rénovations réalisées à l'étranger. Les contrats conclus par la CNAN avec des compagnies étrangères et le fret des navires algériens au profit de ces dernières étaient au centre de l'enquête qui a concerné aussi les filiales du groupe.

■ Une fausse polémique pour occulter un véritable échec

Le duo Lamamra-Messahel a occulté le départ de la paire Yousfi-Djellab. Pourtant, le changement des ministres « économiques » aura beaucoup plus d'impact sur le pays que la polémique sur l'organisation de la diplomatie.



Par Abed Charef

La polémique qui a entouré la réorganisation de la diplomatie algérienne lors du remaniement du 14 mai a éclipsé l'innovation, la seule, qui touchait deux grands ministères économiques, ceux de l'Energie et des Finances. Peu d'analystes ont mesuré l'ampleur de la décision de se passer de MM. Youcef Yousfi et Mohamed Djellab, alors que le côté spectaculaire de la brouille supposée régner aux Affaires étrangères a focalisé toute l'attention.

Erreur ? Négligence ? Lutte de clans ? Guerre de compétences ? Tout a été dit. Pourtant, ce qui s'est passé aux Affaires étrangères n'avait pas de signification particulière, ni d'impact significatif. Le même attelage qui gérait le secteur a été reconduit, avec des promotions honorifiques pour les titulaires, Ramtane Lamamra et Abdelkader Messahel. Elever le second au rang de ministre pouvait-il créer de la confusion ? Oui, dans un environnement algérien, où le fonctionnement institutionnel est défaillant. Il fallait donc rétablir une sorte de préséance, en élevant M. Lamamra au rang de ministre d'Etat, tout en délimitant le domaine de compétences des uns et des autres. Ces approximations ont donné la fâcheuse impression que les hauts responsables algériens se soucient plus de marquer leur territoire respectif que de travailler dans la même direction, y compris quand il s'agit des relations extérieures du pays.

Cela ne semble pas pour autant justifier le battage suscité par cette affaire, ni le rétropédalage de la présidence de la République, contrainte d'apporter les clarifications après la confusion créée par le remaniement. Affirmer qu'un ministre des Affaires étrangères à deux têtes a été mis en place ne se justifie pas. Beaucoup de pays nomment en effet des ministres chargés de dossiers extérieurs spécifiques. Ainsi, nombre de pays européens ont un ministre des Affaires européennes. Cela n'a jamais posé problème, même s'il s'agit de pays normalisés, avec un fonctionnement institutionnel qui fait cruellement défaut en Algérie.

PREMIER CARRÉ

En focalisant l'attention, cette affaire a occulté l'événement du mois. Le président Bouteflika s'est en effet séparé d'un homme qui l'a accompagné depuis son arrivée au pouvoir, Youcef Yousfi, et de celui qui était chargé de trouver des solutions face à la chute des revenus extérieurs du pays, Mohamed Djellab. M. Yousfi a été le premier chef de la diplomatie choisi par le président Bouteflika, qui l'a ensuite chargé du secteur de l'Energie pour faire oublier les frasques de Chakib Khelil. M. Djellab a été administrateur de la banque Khalifa, un des plus gros dossiers de

l'ère Bouteflika. C'est dire la confiance dont bénéficiaient les deux hommes dont le chef de l'Etat a été contraint de se séparer.

Aujourd'hui, le chef de l'Etat les juge inadaptes à la nouvelle conjoncture. En les condamnant, il prononce en fait un désaveu de ses propres choix économiques antérieurs, longtemps basés sur une doctrine aussi primaire qu'inefficace : utiliser à fond la distribution de la rente pour acheter la paix sociale et préserver son pouvoir.

M. Yousfi était rassurant. M. Djellab restait discret. C'est là leur force. Mais cela ne fait pas une politique, particulièrement en cette période où la conjoncture s'est retournée. Et comme s'il voulait appuyer là où ça fait mal, pour bien montrer qu'il a misé sur les mauvais chevaux dans le passé, le président Bouteflika a choisi, pour les remplacer, deux hommes qui sont aux antipodes.

Alors que M. Yousfi était un partisan convaincu de l'énergie fossile, privilégiant la prospection pour augmenter la production d'hydrocarbures, et envisageant l'exploitation du gaz de schiste - ce qui n'est pas un mauvais choix dans l'absolu -, le nouveau ministre de l'Energie privilégie plutôt l'économie pétrolière. Yousfi était préoccupé par l'amont, son successeur semble porté vers un traitement de l'aval.

RÉFÉRENCES NÉGATIVES

Quant à M. Benkhalfa, il a un profil encore plus marqué (Voir *Le Quotidien d'Oran*, mardi 19 mai). Son discours économique est si tranché par rapport à ses prédécesseurs que sa nomination apparaît comme une remise en cause de tout ce qui a été dit et fait jusque-là par différents gouvernements du président Bouteflika, aussi bien dans le domaine de l'investissement, des transferts sociaux que dans la gestion de la rente.

Cet énorme virage économique constitue le fait majeur du remaniement du 14 mai. Cela ne signifie pas que la démarche va aboutir. Mais cela montre que tout un pays peut se focaliser sur le secondaire, quand l'essentiel est là : que signifie ce changement de cap économique ? Est-ce le signe qu'on entre dans l'ère post-Bouteflika ? Le pouvoir est-il prêt à assumer et à accompagner les changements politiques et institutionnels qu'il induit ? Est-il prêt à assumer le modèle de gestion sur lequel pourraient déboucher les mesures pronées par M. Benkhalfa ?

C'est difficile à imaginer. Il est plus probable que M. Benkhalfa est perçu comme un simple technicien chargé d'appliquer de nouvelles mesures qui vont permettre de passer un cap difficile, sans rien changer sur le fond. D'autant plus que le nouveau ministre des Finances a montré, par le passé, des aptitudes certaines à s'adapter. Comme beaucoup de ministres, il pourra toujours faire des promesses, et dire plus tard qu'il a été empêché d'aller au bout. En tout état de cause, il ne fera pas pire que le duo Khelil-Temmar. Dans un pays où les références sont si désastreuses, M. Benkhalfa a de la marge.

■ Petit juge et grand procès

Par Slemnia Bendaoud

Pour réaliser un grand procès, tout magistrat qui se respecte est tenu de s'élever à hauteur de la teneur et de l'implacable grandeur de la loi : seul instrument de mesure d'où l'on tire d'ailleurs les principaux éléments d'appréciation des verdicts que produit à long terme de temps toute instance judiciaire. Mais dès lors que celui à qui échoit cet honneur d'appliquer les lois de la République, au nom justement du peuple et de la nation, se fait tout petit, d'abord dans son esprit et conception des choses bien avant de les traduire parfois dans ses jugements, prouvant implicitement cette impuissance de toute une aussi grande institution, son apport au triomphe de la justice se trouve être tronqué de prime abord de cette force suprême accordée à la justice qui doit faire régner partout la loi. Ainsi, l'interrogation coule de source : un aussi petit juge est-il à même de nous produire ces grands procès de justice que tout le peuple attend impatiemment de lui ?

A vrai-dire, cette phrase « Moi, petit juge... ! » lâchée telle un véritable aveu ou pavé dans la mare et abondamment commentée depuis peu sur les colonnes de la presse algérienne, ne peut donc forcément que faire dans la pure inadéquation, tant les données du problème se trouvent être par essence même, aussi diamétralement, opposées. Dans la pure tradition, « celui qui ne détient une quelconque chose ne pourra malheureusement nullement en faire usage ! » Et comment donc vraiment exiger justice de celui qui avoue publiquement son impuissance à faire appliquer la loi ?

La réponse à cette très préoccupante question est justement donnée par cette étonnante ou inexplicable mais, à tout le moins, fracassante affirmation ! Cela a bien évidemment rapport avec cette si grande prestation à attendre d'un tout petit magistrat. N'étant pas au diapason de cette honorable et très grande mission, le « petit » ne peut donc manifestement faire les choses « en grand ». Quant à rendre justice, même fort et nanti de tous les textes de lois du monde, celui-ci ne peut inexorablement que faire les choses à moitié ou encore dans ce déni de justice. Ainsi, en sa qualité d'homme de loi au service de la seule justice, plutôt que de bien la servir, il ne peut logiquement qu'irréremédiablement la desservir, la travestir, l'asservir, la pervertir, l'instrumentaliser, la dénaturer, l'anéantir...

Pour une si noble cause à défendre, et qui se doit, par-dessus tout, faire triompher autant la justice que cette liberté à recouvrer aux justiciables, un petit juge n'a donc pas sa raison d'exister. N'a plus de place au sein des sociétés modernes et évoluées, n'a point de contribution à faire valoir au profit d'un secteur si stratégique, aussi névralgique, qui constitue même la pierre angulaire de la raison d'être du pays, au regard de la grandeur de la mission qui lui est confiée et des vertus qui la caractérisent.

« Se faire tout petit » devant un quelconque justiciable ne sert nullement les intérêts d'une justice inspirée par sa grandeur de l'esprit de l'équité, pour davantage s'éloigner de ce qui est de nature sélectif et élément très subjectif.

C'est dans les grands procès que brillent pourtant les grandes stars du Droit. Se considérer soi-même déjà tout petit juge dès l'entame du procès ne peut logiquement que très négativement influencer sur son déroulement et, partant sur son verdict, faisant apparaître en filigrane cette justice à deux vitesses, à deux niveaux, sélective, inventive, pour les pauvres seulement, aux ordres... et pour finir, si injuste dans ses approches, appréciations et jugements.

Dans le même ordre d'idée, et traitant d'une probable « fin de l'auto saisine à deux vitesses ? », le quotidien *Liberté* évoque donc ce caractère très dérisoire des instructions du ministre de la Justice, intimant l'ordre aux magistrats du parquet de s'autosaisir automatiquement. Dans l'édito, il y est fait mention de « L'indépendance de la justice qui constitue une condition nécessaire pour lutter contre la corruption. Et l'on sait combien "les instructions écrites" sont dérisoires et insignifiantes quand les juges en reçoivent d'autres, non écrites, mais autrement plus convaincantes ». Ce même média s'interroge par ailleurs, en écrivant : « De hauts responsables de l'Etat sont impliqués dans des affaires de corruption sans pour autant faire l'objet de poursuites judiciaires. Que vaut donc, devant l'impunité consacrée, l'injonction du Premier ministre sur la déclaration du patrimoine ou l'instruction de son ministre de la Justice sur l'auto saisine du parquet général, si ce n'est que cacher le soleil avec un tamis ? ».

Rappeler, - fut-elle l'initiative du ministre du département en charge de la Justice -, à un magistrat le principe cardinal même de ses attributions, ne peut être, par conséquent, interprété que comme une immixtion de la chancellerie dans les affaires relevant de la compétence des juges, étant par ailleurs entendu que cette autorité fonctionnelle ne peut en aucun se substituer à celle que consacre de plein droit la loi qui s'impose de soi en pareille circonstance.

Sur un ton empreint d'un humour corrosif, fort et tonique, qui ne fait nullement dans le pur décor, son chroniqueur de « Contre-champ » du même jour va même jusqu'à utiliser ce titre de « Tardives mains propres » pour expliquer ce climat délirant d'une « société en décomposition ».

Se trémousser à l'envi de la sorte jusqu'à tenter de vider la vertu de ses propres attributs n'est autre qu'une agitation de plus esquissée pour ne faire en définitive que dans la simple figuration, dans un aussi sinistre registre, qui ne rend par contre nullement honneur à la justice du pays.

Au prix de savantes galéjades et de trompeuses parades, les pouvoirs publics expédient à la hâte, mais surtout avec une grande ruse, cet autre lourd dossier d'une « justice aux ordres », à l'effet de s'en débarrasser momentanément, craignant probablement que ses interminables relents ne continuent à toujours éclabousser ces personnages de la haute sphère de la gouvernance du pays et de la décrédibiliser à terme aux yeux de l'opinion publique internationale. Il ne s'agit, en fait, que de ce renvoi simulé - au travers de l'instruction qui lui sert de support scriptural et médiatique - d'une décision de justice dans le giron des hommes de droit, via cette habile « illusion » qui fait nourrir encore dans l'esprit des Algériens qu'on veille encore en haut lieu sur une démonstration de force à tenter, de nature à faire naître des jugements exemplaires prononcés en toute indépendance

et liberté par des magistrats totalement dévoués à cette noble cause. Une autre expédition en règle sous la forme d'un "uppercut" diabolique dont le pouvoir croit que le petit peuple encaissera, une énième fois, sans broncher ni rouspéter, ouvrant avec cet autre horizon qui lui permet pour le moment d'écarter un tant soit peu ce danger qui l'enserme dans les méandres de ses inextricables dédales. Il n'est donc plus question que de cette autre échappatoire à trouver au milieu de ces touffus fourrés de ces éprouvettes de grandes pirouettes à inventer comme subterfuges, et qui serviront de paravent à un naufrage politique devenu à la longue très persistant et surtout imminent.

Etre juge est un très rude combat au profit de la saine et juste application de la loi, du droit, dans toute leur rigueur, justesse, dimension et propension. Se croire tout petit pour accomplir une si honorable mission constitue déjà un renoncement à ses obligations.

Le mieux pour celui qui se considère être dans pareille situation d'empêchement ne serait-il pas de ne jamais continuer encore à siéger et rendre justice au nom du peuple, au vu du lourd fardeau que constitue cette Grande mission ?

Cela éviterait à son auteur de verser dans ces verdicts théâtraux, arrangés, subjectifs, sélectifs, vite expédiés, parfois bâclés et souvent corvéables. Parce qu'au bout, le tunnel de transit professionnel le mènera tout droit vers cette « justice de la nuit », ce déni de justice qui déshonore à la fois l'individu, la nation et la profession.

En Egypte, à titre d'exemple, on s'est même permis ce « luxe de la pensée intellectuelle » jusqu'à dénier au fils de balayeur tout droit d'espérer devenir juge, parce que, affirme le ministre de la Justice de ce pays, cette fonction est trop « prestigieuse » !

Pareille sénile ou servile réflexion n'est autre qu'un appel du pied à un retour au règne sans partage de l'aristocratie, à la véritable autocratie, mais aussi une insulte en règle aux symboles de réelle démocratie. Exiger que le juge soit issu d'un milieu « respectable » à l'effet de le cataloguer ou de le cloisonner dans « un certain statut » est cette autre donnée avancée par ce même haut responsable égyptien afin, dit-il, de le prémunir contre ces autres difficiles situations à vivre dans la peau de magistrat où « il sombrerait dans la dépression et il abandonnerait » son métier !

Et même si cette lourde bourde fut immédiatement payée, puisque ayant coûté à son auteur maladroite cette sanction d'être illico presto viré de son poste au gouvernement, il reste que la mentalité dont il fit preuve renseigne à elle seule assez amplement sur le chemin qui sépare encore l'Egypte de la réelle démocratie. Pour l'auteur de cette insolite réflexion, le fils de balayeur, « cet autre fils du pauvre », ne fera (ou ne sera) à l'avenir que ce petit juge. Raison pour laquelle l'accès à cette noble mission doit lui être interdit.

A l'opposé : ces autres fils des gens nantis peuvent-ils nous garantir ces Grands Procès de justice que l'Histoire n'a cessé cependant de les commenter et de les immortaliser ?

Aux Grands Procès, les Grands Juges. Car, sans les uns les autres n'existeraient plus jamais. Comment donc trouver ce moyen de se considérer petit juge pour laisser filer entre les doigts tout le privilège de ce prestigieux honneur de servir imparfaitement le droit dans toute l'étendue de sa Grandeur ? Dans toute sa noblesse !

87-bis, subventions, quand le FMI s'en mêle !

Nonobstant les assurances de Mohamed Ghazi, le ministre du Travail, qui a tenu à rassurer son monde en déclarant « les augmentations salariales induites par l'abrogation de l'article 87-bis entreront en vigueur en juillet ou en août prochains ! », les travailleurs concernés sont gagnés par l'inquiétude.

Par Cherif Ali

Et pour cause, le retard pris pour la mise en œuvre de cette disposition est, selon ces derniers, révélateur, peut-être, des difficultés techniques voire de problèmes de trésorerie qui empêcheraient l'entrée en vigueur de cette mesure qui, rappelez-le, devait être effective fin 2014.

Les experts, pour leur part, ne démentent pas, le coût global de cette dépense donne à réfléchir ; il avait été estimé à plusieurs dizaines de milliards de dollars, ce qui est susceptible de fragiliser, davantage, la situation financière du pays, déjà mise à mal par la baisse des revenus pétroliers.

Il y a aussi les réserves, fondées ou pas, émises par certains économistes comme Amar Belhimer, qui a tenu à marquer son désaccord, à l'occasion d'une conférence-débat qu'il a eu à animer, il y a quelque temps, en disant « que l'amendement de l'article 87-bis consacrerait, comme en France, le passage du CDI au CDD ; cela participe de la précarisation de la condition du travail dans notre pays ! ».

Il n'est pas question, ici, de refaire le débat, mais la position de cet économiste tranche, radicalement, avec tous ceux qui dénonçaient un article sclérat, le 87-bis, imposé dans la foulée du plan d'ajustement structurel dicté à l'Algérie par le FMI, dont les représentants persistent et signent « nous avons pris acte de la décision des autorités algériennes d'abroger l'article 87 bis, mais si l'Algérie veut améliorer sa compétitivité, elle doit faire attention à ce que les ajustements salariaux soient liés à des gains de productivité ».

Le FMI profite de toutes les occasions pour s'inviter dans le débat national. Il n'a de cesse de distiller ses conseils à l'Algérie, pays ami, qui a été jusqu'à lui accorder un prêt de 5 milliards de dollars, soit 3,8 milliards d'euros !

Pour Alger, certes, l'opération était gagnante sur tous les tableaux : les 5 milliards de dollars ne sortent pas de la comptabilité des réserves du pays ; ils sont rémunérés et l'argent prêté par l'Algérie sera remboursé, avec un emprunt aussi fiable que le FMI ; le pays contribue à éviter que la crise de la zone euro ne s'aggrave, ce qui aurait pu nuire à ses exportations énergétiques.

Les algériens qui avaient tant ergoté sur cette opération, pensaient en avoir fini avec cette institution, jusqu'à cette visite de Mme Christine Lagarde début mars 2013. Pour l'Algérien lambda, la directrice du Fonds Monétaire International vient à Alger « pour encore une fois, nous soutirer de l'argent ! ».

Il a fallu attendre, pratiquement, quelques jours, pour découvrir dans la presse nationale, cette déclaration de l'intéressée : « Je ne suis venue, ni pour solliciter un deuxième prêt, ni pour demander une rallonge sur le premier prêt accordé au FMI par l'Algérie ». Propos, reconnaissons-le, dits sur un ton aussi réactif que cinglant et qui auraient pu être, non seulement évités,

mais aussi expliqués à la population, en termes moins incisifs.

Mais, comme à l'accoutumée, nos gouvernants ont raté le coche en matière de communication ; à croire qu'ils sont toujours dans une sorte d'interrogation sur ce qu'ils doivent dire ou taire à la population.

Les Algériens sont, finalement, restés sur leur faim, convaincus qu'ils étaient que Christine Lagarde était venue spécifiquement à Alger pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il dépose davantage d'or dans les coffres du FMI ; il faut savoir que la charte du fonds exige qu'une partie des quotes-parts des pays membres soit réglée en or.

Pour rappel, l'Algérie, dans le classement des pays détenant les plus importantes réserves d'or, occupe la 24^{ème} place avec 173,6 t du métal précieux comme réserves, loin derrière les Etats-Unis (8133,5 t), l'Allemagne (3391,3 t), l'Italie (2451,8 t), la France (2435,4 t), et la Suisse (1040,1 t).

L'or, en fait, a toujours suscité les pires convoitises. En 1830 par exemple, la France coloniale a mobilisé 104 navires de guerre et 535 navires de commerce pour faire main-basse sur le trésor de la Régence d'Alger.

Paranthèse fermée, et bien après le départ de Mme Christine Lagarde, directrice générale du FMI, que reste-t-il de sa visite, si ce n'est un goût d'inachevé d'abord, un manque de visibilité économique ensuite et enfin, beaucoup d'appréhensions. Sans compter l'hostilité manifestée par l'Institution de Bretton-Wood, concernant la mise en œuvre de l'article 87-bis, et ses impacts sur les finances du pays.

Franchement, les Algériens les plus avertis n'avaient pas besoin des conseils du FMI pour faire le constat de ce qui empêche « un réel décollage de notre économie » et « le manque d'engagement des IDE » qui prennent l'allure de l'arlésienne, pour le moment, pour causes :

- d'économie dépendante des hydrocarbures.
- de méthodes de gestion à revoir.
- du manque d'attractivité des affaires et du climat à revoir.
- d'inflation et de chômage des jeunes.
- de bureaucratie et de corruption.
- de pléthore de textes réglementaires.
- d'absence chronique de foncier qui décourage plus d'un investisseur.
- et des dépenses publiques incontrôlées.

Quant aux observations des experts du FMI, il y a de quoi se mettre martel en tête ; notre système de subvention des produits de base et de première nécessité a été longtemps critiqué par le FMI, assez pour faire réagir, normalement, nos responsables qui doivent plancher sur ce sujet, qui prend aujourd'hui l'aspect d'un dilemme cornélien :

1. les subventions qu'elles soient budgétisées (lait, céréales, pain) implicites (eau, électricité, carburants), qu'elles prennent l'aspect d'aides (logement, santé) d'exonération de droits et taxes (sucre, huile), bénéficient tant aux ménages qu'aux importateurs qui réalisent des bénéfices monumentaux.
2. les réduire ou les abandonner n'est pas sans risques sur la paix sociale.
3. la question qui taraude nos gouver-



nants, pressés par le FMI et l'OMC, est celle-ci : un retour vers la vérité des prix sera-t-il bien perçu par la population, même s'il doit s'accompagner d'une augmentation des salaires ?

Il faut l'admettre, nos rapports avec le FMI seront toujours entachés de crainte, tant il symbolise la crise et nous renvoie à la face notre mauvaise gestion, la faillite de nos politiques et la limite des compétences de nos gouvernants !

A contrario, il faut aussi reconnaître que les thérapies du FMI ne sont pas sans douleur pour les populations.

Regardez la Grèce par exemple, qui n'en finit pas de manger son pain noir, allant de P.A.S à P.A.S (Plan d'ajustement social) et de prêt en prêt, avec, planant sur sa tête, la menace d'une exclusion de la zone euro et l'appauvrissement de ses couches sociales.

Il y a aussi l'exemple de l'Argentine, où le désamour s'est confirmé entre ce pays et le FMI, le premier accusant l'institution extra-financière d'être responsable de sa faillite, même si, depuis 2006, il est parvenu à rembourser sa dette de 95 milliards de dollars, déjouant ainsi toutes les recommandations de cette instance et renvoyant, au passage, les experts de l'institution à leurs chères études. A ce jour, d'ailleurs, les relations FMI/Argentine sont réduites à l'échange de convenances, imposées pour la nécessité de coopération avec l'institution.

L'autre exemple se trouve à Chypre qui avait défrayé la chronique financière suite au tsunami qui a frappé, durement, ses banques. Dans ce pays en effet, l'Europe des riches a fait un pas de plus dans l'expérimentation des mesures dures, visant à tester les réactions internes, celles des populations locales, notamment.

Dans ce pays, le sauvetage des banques a été décidé au prix d'une taxe, à effet immédiat, de 6.75% sur les dépôts bancaires pour les sommes inférieures à 100 000 euros et de 9.9%, au-delà. Les petites gens se sont précipités pour retirer leurs maigres économies, craignant d'autres mesures plus drastiques, voire même une faillite du système bancaire chypriote, ce qui signifierait, à terme, la ruine des petits déposants, le chômage à grande échelle et la précarité, tant sociale que politique.

Pendant ce temps là, on peut imaginer que les hauts responsables du FMI et de l'Euro-groupe n'ont eu aucune gêne ou scrupules à ponctionner les avoirs des déposants, même si parmi ces derniers il se trouve des spéculateurs ou des transnationaux, aux fortunes douteuses, qui, bien évidemment, s'en remettront. Business is business, affirme-t-on, en sourdine, du côté de Bretton Wood et d'autres places financières où règnent la spéculation, les affaires et la politique faite par et pour les riches.

Plus près de nous enfin, il y a eu le cas de la Tunisie où le FMI s'est engagé à

débloquer un prêt de 1,75 milliards de dollars assorti de réformes difficiles à satisfaire : réduction des dépenses courantes (salaires, compensations, subventions), un nouveau code de l'investissement, une visibilité plus claire sur le plan politique, constitutionnel et institutionnel, une justice équitable et une réhabilitation du secteur privé. Autant dire qu'il s'agit de travaux titanesques pour ce pays qui recherche sa stabilité et qui, quelque part, risque de perdre aussi sa souveraineté pour un bout de temps.

En définitive, il n'est pas besoin qu'un pays soit endetté pour qu'il coure le risque d'une crise financière. Et ce qui nous est demandé aujourd'hui par le FMI, et même l'OMC, n'est ni plus ni moins que l'abandon de la politique sociale du soutien des prix, et le maintien de l'article 87-bis ! De quoi mettre la rue algérienne en ébullition !

Rappelons que le pays, grâce aux recettes pétrolières, réinjecte tous les ans 10 milliards de dollars en transferts sociaux : logements gratuits, assurance chômage, dépenses de santé, etc. Il est connu que la sortie d'une politique de subvention des prix est toujours problématique, surtout que l'on n'a ni le loisir d'en fixer les termes, encore moins les délais dont on dispose pour le faire.

Et M. Zeine Zeidane, qui a séjourné dans le pays, n'a pas manqué de réitérer « la nécessité pour l'Algérie d'adopter une règle budgétaire, rééquilibrer ses finances publiques et aussi réduire ses dépenses courantes ».

En clair, l'envoyé du FMI alerte nos responsables sur l'accentuation des risques qui pèsent désormais sur la stabilité macroéconomique du pays, au regard notamment, du recul de la production d'hydrocarbures et de la forte consommation interne ; « si cette situation économique est maintenue, la position extérieure de l'Algérie deviendra, inévitablement, négative dans 20 à 25 ans », a-t-il dit.

Pour l'heure, Abdelmalek Sellal, tout comme Sidi Saïd, ne sont ni préoccupés par la baisse du prix du baril de pétrole, ni par l'impact qui sera induit par la suppression de l'article 87-bis, encore moins par les perspectives économiques mondiales pour 2015 établies par le FMI qui s'attend, concernant notre pays :

1. à une croissance du PIB de 4,11%, loin des attentes
2. une inflation située à 4%
3. et plus inquiétant, un taux de chômage de 11,3%

De ce qui précède, peut-on affirmer que le gouvernement actuel est en mesure de :

1. maintenir une inflation endogène incontrôlable, avec des moyens financiers qui tendent à se limiter, baisse du prix du baril de pétrole oblige.
2. répondre aux injonctions du binôme FMI-OMC appelant à l'abandon des subventions, de la règle du 51/49... Et au maintien de l'article 87-bis !

■ Quand le mythe s'effondre



Par El yazid Dib

Le FLN est condamné à assurer sa propre survie. Fort de ses référentiels et surtout de ses jeunes cadres, arrivera-t-il à sauver l'histoire ? Le parti vacillera d'une rive à l'autre lorsque la vantardise empêche le bon sens d'unir la saveur du mythe à la réalité du nouveau paysage politique. La présence structurelle du parti semble donner entre deux échéances électorales l'impression d'un néant dynamique ou l'illusion de la coquille vide. Ce grand parti libérateur et rédempteur, ne serait-il plus habité par ces élans rassembleurs et unitaires de la composante patriotique ? Aurait-il subi, à l'instar d'autres corporations, le syndrome de l'usure et du vieillissement fonctionnel ? Cet métachronisme qui ne devait point sévir au sein des forces vives de la nation serait pourtant devenu une nature essentielle pour le fonctionnement de tout l'appareil tant central que local.

Si la libération du pays avait exigé l'utilité d'un front unique il en serait un peu autrement après la période post-indépendance. Le parti se transformant en un appareil de propagande commençait à se faire sortir de l'option politique et travaillait un régime. Il produisait plus de la démagogie que de la persuasion politique.

L'unicité du parti n'avait rien apporté comme élément fondateur d'une nation si ce ne fut cette discipline quoique honnie, mais qualifiée d'indispensable pour éviter toute dérive. Le moindre vent de vouloir dire ou faire des choses en dehors d'un « cadre organisé » s'assimilait de facto à un acte contre-révolutionnaire. Ca continue de l'être à moindre degré. La démocratie n'avait qu'une signification occidentale au moment où l'appropriation de l'outil de travail, la justice sociale et l'égalitarisme rimaient avec la négation des classes. L'embourgeoisement condamné à plus d'un titre sera, une fois la démocratie mise sur scène, un mode apte à appâter les foules et gagner, croit-on, l'estime de la populace. Les slogans d'à bas l'impérialisme et la réaction se taïront et les vociférateurs feront la chaîne devant les ambassades des pays qualifiés ainsi.

L'édification nationale formée de tâches de grandes envergures tels que le barrage vert, la transsaharienne, le volontariat dans la campagne, devait se partager par tout un chacun sans quoi les idéaux majeurs d'une révolution jeune et ferme n'auraient point eu les mérites dignes de la grandeur d'une nation à peine sortie des affres séculaires de la dépendance colonialiste. Que fait-il ce FLN, actuellement pour l'effort solidaire national ? Ce fut un temps où l'engagement politique ne variait nullement de l'ardeur à pouvoir continuer la révolution autrement et sur d'autres fronts. L'école, la rue, l'usine et tout espace de la vie active ne pouvait être extrait à un militantisme qui ne cesse de déborder jusqu'aux fins de tous les rouages institutionnels.

Le parti se trouvait au fur de sa sénescence coincé entre les envies d'un système qui vou-



lut en faire un mécanisme de règlement de compte historique. Tantôt il prêchait la bonne parole au profit d'un pouvoir, tantôt il faisait dans l'éloge et la déification de personnes. Il était ainsi devenu au regard des foules le réceptacle de l'échec de toute politique. Il jouait le rôle sans avoir en finalité le mot ou l'ultime mot. Dans cette lancée le FLN ne pouvait demeurer intact suite aux grands maux qui le rongeaient. Les figures de proue commençaient à lui causer une sérieuse hémorragie pour voir d'autres noms s'élever et s'ériger à l'avenir en des symboles incontournables dans l'échiquier politique algérien. Manœuvrant à distance, voire publiquement depuis peu, les caciques ne lâchent pas les rennes qui les ont entraînés aux zéphyrs de la gloire du jeune Etat.

C'est ainsi que l'on s'aperçoit au fur et à mesure de l'effilement de toutes les étapes que les batailles dans le parti n'ont jamais pris l'allure de courants idéologiques contradictoires. Les conflits opposaient les personnes, les clans et les familles et non les idées ou la nature de projets sociaux. L'opportunisme est confectionné grâce à l'octroi d'une carte ou le renouvellement d'une autre. La lutte n'apparaît qu'autour de l'échéance de vote qui fera, croit-on toujours savoir, des hommes publics pour ceux qui ne sont que de quelconques noms usuels.

Avec un personnel des années du parti unique, le FLN n'ira pas vers le fond philosophique de la démarche qu'il semble préconiser. Il demeurera otage des hiérarchies et de groupes corporatistes fort jaloux envers toute « pénétration » flnement étrangère. Faisant dans une nébuleuse volonté, sa propension de changement, il n'arbore qu'une démocratie de bavardage dénuée de toute logique propre à un parti où le centralisme démocratique est une règle d'or.

Par principe, par coutume « boultique »

il échoit au simple citoyen de juger juste à la lumière du mandat électif en cours, les prouesses passives et actives des élus, qui ont causé l'érosion au crédit-confiance accordé aléatoirement au FLN. Ainsi, à travers le menu offert aux électeurs, la diversité des profils présente une indigence accrue en matière de valeur politique. Le plateau électoral dévoilé lors de chaque joute a eu tout le temps un goût insipide, fade et amer tant les éléments le composant plus ou moins furent extraits des archives mouillées pour s'introniser ou introniser d'autres selon des accointances claniques ou parentales.

Surchargé de ses vieux réflexes, le FLN n'entend pas se rénover en un parti moderne et politique. Il est encore respecté, car ne devant ce respect quelquefois intact que par la moralité qu'il tente d'entretenir au moyen de recours itératif à la légitimité historique. Mais en réalité que lui reste-t-il de tout cela ? Il n'est plus le représentant du mouvement national quoique s'essayant de s'inscrire dans une mouvance de démocratie et de modernisme. Développant un double discours, il tressaute tel un appareil en manque d'énergie et apporte jusqu'au fond du ridicule la preuve de la contradiction et de la discorde.

La tentative, du moins déclarée, d'opérer la décantation menant vers un assainissement progressif des rangs tenus en tête par les vieux randonneurs du FLN, n'aura certainement pas lieu. Hélas pour ce mouvement de la première heure. Patrimoine immatériel sans démenti, il est la propriété morale de tous les Algériens. Il ne peut demeurer une possession de quelques auto-proclamés éternels détenteurs.

La restitution de ces trois initiales confisquées sournoisement par des potentats ou des néo-dinosaures est à réclamer par tous

au nom de l'histoire, des martyrs et des profondes fibres de la nation. Il restera tout de même ce parti d'avant-garde qui a su galvaniser à un certain moment le sentiment national. Il aura été contre vents et marées le catalyseur des efforts libérateurs et de l'emploi rédempteur pour le recouvrement de l'indépendance nationale. Comme il aura l'avantage du mérite de pouvoir continuer sa trajectoire non sans faire ablation de tous les germes qui le gangrèment et faire table rase des méthodes révolues qui le stigmatisent, des groupes qui le sapent et de la duplicité qui virevolte comme une colonie autour de son histoire.

L'inquiétude du prochain conclave devant désigner le futur patron ou même plébisciter l'actuel n'atteint plus tout le peuple. Seuls les plus intéressés par les privilèges continueront à se chamailler pour faire subir du tort à ce prestigieux étendard. Et s'ils venaient à le quitter tous ? pour le laisser, à défaut de musée, entre des mains juvéniles et compétentes. C'est la qualité de l'intention de ce X^{ème} congrès qui va conditionner le succès du schéma directeur. C'est la noblesse et l'authenticité du concept politique qui va davantage mobiliser les énergies. C'est aussi l'extraction des impuretés qui va redonner toute la vigueur et le punch à ce corps-parti, bâti sur le filigrane de l'Etat. Lui, le parti d'avant-garde, porteur de l'espérance populaire, englobe à ce jour en son sein certains esprits qui ont fait de l'engagement un gage lucratif, de la compétence une force de famille et un nombre tribal. Dans certaines contrées le FLN s'assimile à des noms et à des pans de famille entière. Ses héritiers légitimes, disent-ils. L'on sait que de nouvelles énergies, jeunes et vigoureuses, épaulent dans son soubassement ce vieux parti. Mais hélas, le commandement semble bien leur échapper, pour cause que le réflexe d'appropriation subsiste encore dans la moelle sèche d'os poliomyélitiques. Encore que, à la faveur des printemps arabes, des NTIC, du facebook, du handicap managérial des tenants et aboutissants, ces jeunes militants auront à penser, dès à présent, à initier un novembre-bis. En somme, le système n'aurait pas à trouver en lui à chaque panne une simple roue de secours qui de surcroît en 1997 l'ignorant avait « fabriqué » toute une autre à partir des débris de l'initiale.

Les opportunités favorablement politiques induites par la conjoncture actuelle ne doivent pas, encore une fois, être sacrifiées dans les luttes du sérail. La faiblesse des autres partis, l'absence d'une opposition forte, la sénescence d'un régime aux abois font que besoin y est de faire arrêter l'automutilation. Le contraire fera un jour dire à la postérité que Benboulaïd et les 5 compagnons, n'étant plus « membres du bureau politique », n'apprécieront jamais le chemin de l'effondrement de l'idée pour laquelle ils sont morts. D'eux aux actuels dirigeants, l'histoire devient injuste et l'avenir demeure rigolo. Quand un lion s'effondre, les hyènes accourent. Triste réalité politique.

■ S'ils émergent, décapitez-les tous !

Tel pourrait être le slogan de ce que nous savons faire le mieux en Algérie. Jaloux, envieux et médisants, nous n'acceptons pas la réussite et encore moins le succès surtout s'il profite à notre pays, à sa notoriété et sa place dans le concert des nations.

Par Salim Metref

Combien de ceux qui ont eu le tort de bien faire, d'oser l'intelligence et l'initiative au service de leur pays se sont retrouvés ligotés par une adversité qu'ils n'ont pas vu venir et encore moins comprendre. Ainsi, indépendamment de ce qui fonde nos mœurs politiques et nos pouvoirs et qui personnellement ne m'inté-

resse pas, il y a parfois des événements qui se produisent qui vous font désespérer de tous. Ainsi notre ministre des Affaires étrangères, sans vouloir en aucun cas offenser quiconque ni vouloir diminuer du mérite et des compétences de personne et pour ne pas le nommer, qui a pourtant réussi en un laps de temps très court à redonner de la visibilité à notre diplomatie qui n'en avait presque plus, de la consistance, du respect et que de nombreux pays notamment de notre voisinage immédiat rêvent d'avoir dans leurs gouvernements s'est, en guise de reconnaissance pour son excellent

travail, sa modestie et sa persévérance, vu amputé d'une bonne partie de ses prérogatives provoquant l'ire et la joie notamment de ces milieux hostiles à l'Algérie toujours satisfaits que nous devenions les idiots du village et qui n'acceptent jamais de voir notre pays déployer dans un environnement régional extrêmement mouvementé une diplomatie féconde qui réussit non seulement à convaincre mais à redonner toute ses chances à l'initiative politique, seul levier permettant d'éviter l'exacerbation des conflits et, pire, leur militarisation.

Notre ministre des Affaires étrangères qui a su à chaque fois trouver la bonne formule pour recadrer les choses et répondre parfois aux propos maladroits de puissants de ce monde a également réussi la prouesse de devenir, chose extrêmement rare en Algérie, un personnage jouissant d'un capital de sympathie réel dans l'opinion.

Un jour, pour relater ce que l'on pense ailleurs, un de mes anciens professeur français, chercheur émérite, répondit à la question

relative à ses choix professionnels, lui qui est un surdoué diplômé de l'une des plus grandes écoles françaises a préféré s'investir dans la carrière universitaire plutôt que de faire comme beaucoup de ses anciens collègues qui sont devenus patrons de grands groupes industriels et de grandes banques, que toute nation repose sur trois piliers porteurs qui doivent briller par leur éclat, leur efficacité, leur puissance et leur pérennité. La magistrature, l'armée et la diplomatie et que lui en grand commis de l'Etat a choisi de servir son pays là où il sait mieux le faire, former les compétences et les élites qui de par leurs aptitudes peuvent se redéployer là où elles sont sollicitées et porter haut leur pays. Cette ambition qui a le mérite de la clarté illustre bien la place qu'occupe la diplomatie dans tout projet d'émergence d'un pays.

Alors, corrigeons vite nos erreurs et errements et revenons à l'essentiel ! Et changeons dès à présent de slogan : S'ils émergent, soutenons-les tous !

De l'âpre charme d'un réveil douteux

Par Adib Bencherif

L'espèce d'éveil promis dans le tube « wake me up » du DJ suédois Avicii porte en lui toutes les contradictions de notre époque et de la génération C. Il entre, notamment, en écho avec les tragiques épisodes de Charlie-Hebdo et des naufrages de migrants en Méditerranée. Dans le clip, les deux personnages centraux, la jeune et bien sûr ravissante adulte (on ne déroge pas aux soucis esthétiques...) et la fragile enfant sont aux prises avec une réalité conservatrice figée qui ne les accepte pas. Par conséquent, pour s'affranchir, elles vont voyager et chercher un monde auquel elles peuvent appartenir. L'exploration menée au commencement par la jeune adulte l'entraîne dans une cité lumineuse qui va la fasciner. Les habitants de cette cité utopique sont rayonnants, particulièrement souriants, connectés par un sentiment d'appartenance symbolisé par le tatouage, qui n'est nul autre que le logo d'Avicii. Dans un concert aux airs de communion, ils semblent fêter dans un *carpe diem* collectif, tout en revendiquant une forme d'affranchissement à l'ordre existant. Les deux personnages sont dès lors merveilleusement intégrés dans une réalité nouvelle. Le clip se termine avec le visage d'une jeune habitante de l'ancienne ville passiste et figée; le regard morne et les traits du visage rappelant celui d'un corbeau, d'un oiseau maudit, elle semble regarder au loin vers la cité de rêve.

Il est dès lors particulièrement ironique de constater que cette chanson est devenue un succès commercial en se servant d'un besoin d'affranchissement de l'ordre. Celui-ci est partagé par une jeunesse que l'on épuise en invoquant une crise permanente dans un système en inflation. Cette jeunesse est dès lors appelée à se reconnaître dans les jeunes actrices du clip, sans parler des alliages musicaux d'Avicii et du refrain entraînant porté par la voix soul d'Aloe Blacc qui achèvent de nous hypnotiser. Souscrivons à la liberté dans un horizon de sens où l'on est oublieux des contraintes qui définissent, pourtant en amont, notre liberté! Belle idée...

Dès lors, l'épisode meurtrier de Charlie-Hebdo, qui a entraîné au mois de janvier une couverture médiatique d'une intensité rare, ne peut qu'être suivi par un élan d'indignation collectif pour protéger la cité - critiquée autrefois - mais devenue modèle au vu des événements. Cet élan incarnait pour la plupart des commentateurs et des politiques français une renaissance - au moins temporaire - d'un sentiment d'appartenance nationale. Cette indignation a été partagée dans un même élan par l'Occident en général au nom d'un principe de liberté d'expression non questionnable et considéré d'une manière absolutiste. La



liberté absolue des uns semblait pourtant contraindre les voix discordantes qui soulignaient que l'indignation et le rassemblement ne se faisaient pas dans le consensus; d'autres réalités se confondaient en effet avec cet épisode dans un nœud inextricable, mais oublié ou voilé. La France d'en bas, soulignée par l'analyse sociodémographique d'Emmanuel Todd, n'était pas au rendez-vous lors des manifestations. De nombreux dignitaires, notamment africains, l'étaient eux par contre... Un beau geste, au nom de la liberté d'expression, qui ne sera pourtant pas aussi visible lors des massacres perpétrés dans l'université kenyane au mois d'avril dernier. La couverture médiatique et la portée des voix indignées seront aussi bien plus faibles. Le questionnement et l'indignation à l'endroit du paysage politique national et international restent perdus et inscrits dans le paradigme dominant.

La vision et le particularisme de l'acteur dominant aux prétentions universalisantes, parfois conscientes, d'autres fois inconscientes, s'imposent sur les autres particularismes. Comme l'énonce Ernest Laclau, les dialectiques du dominant et du dominé, soit l'imposition de la vision du monde et de la lecture de l'acteur dominant, s'affirment dans les imaginaires, dans une structure idéationnelle. La volonté d'Emmanuel Todd de remettre en question un consensus de façade par son essai « Qui est Charlie ? » est intéressante et nécessaire, mais se fait de manière maladroite. Si les raisons socioéconomiques sont aisées à démontrer dans son analyse; la thèse d'une domination ethno-religieuse est difficile à défendre, car elle est, au moins en partie, inconsciente et involontaire, par l'ignorance des susceptibilités et de l'altérité des oubliés et des non-entendus. Emmanuel Todd ne méritait vraisemblablement pas d'être aussi vilipendé dans certains médias et n'était que l'écho lointain des indignations oubliées du mois de janvier. Son indignation est au moins aussi intéressante que celles auxquelles il répond. Il a été la voix discordante dans le concert. Tous chantent le refrain du mythe de l'unité nationale dans une continuité de l'esprit d'Ernest Renan et ne se questionnent pas sur le mélange du mythe et des faits sélectionnés dans le récit narré et construit pour fonder le sentiment national. L'écrit « Inventer des tra-

ditions » d'Eric Hobsbawm n'est certainement pas une lecture à conseiller aux politiques soucieux d'affermir l'existence et l'essence d'une nation authentique. De manière concomitante, sur les réseaux sociaux, la prise de conscience particulièrement tendance « Je suis Charlie » - un air revisité du refrain « wake me up » mais dans une version attristée - n'allait pas voir de nouvelles déclinaisons, malgré les attentats faisant florès dans le reste du monde. L'appartenance à la cité rêvée et à la communauté humaine est déjà un objectif atteint et revendiqué par certains; il ne faut pas l'altérer. Quant aux cités existantes ailleurs ? Laissons-les regarder en direction de la cité idéale, telle la jeune fille aux airs de corbeau...

Les naufrages en Méditerranée font-ils écho à cette jeune fille corbeau qui ne parvient pas à atteindre la cité rêvée ? Celle-ci partageait-elle la volonté des deux personnages principaux de vivre et être acceptée dans la belle cité ? Souhaitait-elle chanter et danser dans ce même concert en partageant le tatouage de cette rayonnante communauté d'esprits vivants dans une bulle de bien-être ? Parmi les naufragés, certains n'ignoraient pas que ce n'était pas la réalité qui les attendait. Tous n'avaient pas un rêve d'eldorado, mais ont quand même tenté leurs chances. D'une misère à l'autre, traverser l'enfer leur était acceptable, même s'il fallait finir dans les limbes. Après tout, par-delà le brouillard, il y a au moins un début de promesse et d'espoir. Pourtant, la rive nord de la Méditerranée n'est plus qu'un équilibre précaire. La cité rêvée n'existe pas et la jeunesse occidentale ne l'ignore pas. Malgré tout, l'on s'acharne à la revendiquer dans un regard *a priori* renouvelé et pourtant joué dans un environnement aux réformes de façade, miroir d'un clip commercial hypnotisant. Le changement est-il possible à l'intérieur du dispositif énoncé par Michel Foucault; un dispositif qui n'est par conséquent pas questionné dans ces structures profondes ? On peut douter d'un possible réveil lorsque celui-ci est enchaîné dans une nouvelle histoire nous plongeant dans une mise en abîme permanente. En effet, l'implantation de la structure idéationnelle semble difficile à questionner si elle n'est pas réalisée à travers une œuvre collective faite d'une dialectique attentive et inclusive.

L'Algérie révélée, la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX^e siècle (a)

A merveille, cette magistrale thèse déjà soutenue en 1978 puis éditée en 1981 vient d'être rééditée et sponsorisée par une large et gracieuse distribution, par les bons soins de l'auteur.

Par Pr Djilali Sari

A dessein, une médiatisation bien méritée, précédant de peu et coïncidant avec un triple événement au plan tout aussi bien national, la commémoration des massacres du 8 mai 1945 qu'à la suite de la double commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale et du soixante-dixième débarquement des Alliés en Normandie (France), - opportunément - en soulignant le rôle réellement joué par les combattants algériens, alors que dans l'imaginaire collectif, d'ici et d'ailleurs, ils n'ont été considérés le plus souvent qu'« une chair à canon ». En fait, plus que cette médiatisation au plan international, particulièrement occidental, cette thèse ne pouvait être entreprise et à atteindre les objectifs poursuivis opiniâtement que dans des conditions bien établies. De toute évidence qu'à la suite d'efforts exceptionnels, surhumains, qu'impliquent nécessairement autant l'engagement et l'érudition que davantage la maîtrise des langues, au passé comme au présent - du latin avec principales langues et la langue arabe. Précisément, ces conditions bien remplies par le professeur émérite Gilbert Meynier eu égard à des publications de valeur, des références incontournables, au demeurant recouvrant la quasi-totalité de l'histoire de notre pays, à l'instar particulièrement de *L'Algérie des origines* (2007), *L'Algérie cœur du Maghreb classique*, *De l'ouverture islamo-arabe au repli* (698-1518), (2010), *Repenser l'Algérie dans l'histoire* (1913), *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962* (2003)...

Aussi l'histoire relative à ce premier quart du XX^e siècle a-t-elle été décorquée, de bout à bout, grâce à l'exploitation judicieuse d'une masse considérable de documentation archivistique inépuisable en parvenant à cerner les motivations profondes et l'âme de ces milliers de combattants perçus certes collectivement, mais souvent personnalisés parfois même approchés et localisés à travers l'étendue de l'Algérie septentrionale, laissant ainsi entrevoir les particularités et sensibilités rural/urbain, des nuances Est/ Ouest, notamment au niveau des deux principaux centres urbains de Tlemcen et Constantine, éventuellement d'autres villes secondaires... De surcroît, le tout appréhendé, enrichi et illustré, voire recoupé et corroboré par le vécu recueilli sur le terrain directement auprès de rescapées de la Grande Guerre, quoique difficilement repérables à plus d'un demi-siècle de recul.

Quelles belles illustrations, véritables prouesses, tel un travail de fourmis, de parvenir à rencontrer de rarissimes survivants, de pouvoir déterminer rigoureusement, soit leur propre itinéraire, soit les trajectoires de leur descendance (p. 661, 667 ...), bien après la guerre de libération nationale en dépit de ses bouleversements de fond en comble durant ces dernières décennies. A cet

égard, édifiantes sont la lecture et la relecture, attentivement, de nombreux passages et développements, à l'instar notamment des déductions brillamment formulées par les pages 440 et 441, focalisant l'attention sur l'arrière-plan, les événements des plus traumatisants de l'Algérie coloniale, 1830 et 1870, autrement dit *savoir se battre et être vainqueur... « pour effacer Staouéli et Isly »*, et par là même « valoriser en eux, l'Algérien ». D'autant que « tous les rapports militaires soulignent l'engouement des Algériens pour les armes modernes, pour la technique des travaux de génie, pour la modernisation ».

A point nommé, c'est bien le constat fait, sciemment, précisément par Hadj Ahmed Bey, précisément l'unique bey de... filiation maternelle algérienne d'ascendance anté-ottomane, qui a déploré durement l'absence d'artillerie, lors du deuxième siège de Constantine le... 13 octobre 1830 (encadré ci-dessous), situation tant déplorée postérieurement, à l'instar de Si La'la, le meilleur stratège des Ouled Sidi Cheikh en 1869 face au foudroyant feu des chassepots.

Mémoires de Hadj Ahmed Bey
(R A, 1949 :107-108)

Le lendemain de la mort du grand de l'armée, que j'ai appris depuis être le général en chef, l'artillerie des Français redoubla de fureur. Ils s'avancèrent et, battant la muraille, ils eurent bientôt pratiqué une brèche considérable. Quoiqu'on ne pût la gravir qu'avec difficulté, ils s'y lancèrent pourtant et s'établir au sommet, prêts à entrer dans la ville. Tout à coup la mine dont j'ai parlé éclata, tua un grand nombre d'assaillants mais fit en même temps périr beaucoup des nôtres. Les autres manquèrent leur effet, et je dus regretter plus tard lorsque ces circonstances me furent racontées, l'absence de gens experts dans cette partie de l'art de la guerre.

Elle seule, la focalisation tour à tour sur l'état d'esprit, attitudes et comportements des enrôlés de 1914-1918 ne peut éclipser les autres événements majeurs du premier quart du siècle écoulé, demeurés jusqu'à présent à peine entrevus en dehors de l'émergence du mouvement Jeune Algérien ou l'insurrection du Sud Constantinois avec la révolte des Béni Chougron, la *hijra* de 1911, les mouvements des travailleurs en France, les lendemains de la guerre... Assurément, la période étudiée s'est révélée très riche, d'autant que souvent elle est axée sur le socioculturel. « *L'immédiat après-guerre est une période unique d'éveil de la culture populaire* » (p 711). A merveille, illustrée par l'analyse lexicale fine du discours de l'Emir Khaled.

En définitive, loin d'être statique, ce premier quart de siècle s'avère très riche, voire foisonnant en ouvrant de nouvelles perspectives d'approche.

(a) Gilbert Meynier : *L'Algérie révélée, la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX^e siècle*, Paris, éd. Bouchène, 784.

Réflexion sur quelques mesures tendant à protéger la production nationale et la rationalisation des dépenses publiques



Par Mahi Khelil*

Dans le cadre des objectifs que se sont fixés les pouvoirs publics, à savoir la protection et l'encouragement de la production nationale, le soutien aux entreprises de production et créatrices de richesses, notamment la petite et moyenne Entreprise (PME-PMI), la réduction des importations et transfert des devises, cette contribution tend à proposer une série de mesures législatives fiscales et financières, allant dans le sens de la promotion du développement économique du pays:

I/ MESURES EN FAVEUR DES ENTREPRISES PRODUCTIVES.

1/ l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS). La loi de finances pour 2015 a unifié le taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) à 23%, et ce, quelle que soit l'activité, contre deux taux fixés précédemment : 19% pour les sociétés de production de biens, bâtiment, travaux publics et tourisme, et 25% pour les activités de commerce et de services.

Cette décision de fixer un taux unique de l'IBS, en majorant celui des activités de production et réduisant le taux appliqué au commerce et services, a été perçue, négativement, par les entreprises productrices de richesse et créatrices d'emplois, et considérée comme discriminatoire et décourageante à l'égard du secteur productif et de l'investisseur, comparativement, à celui qui achète ou importe des marchandises et les revend en l'état, sans contraintes, se contentant, parfois, d'un numéro d'appel sans plus...

Aussi, soumettre les entreprises productives au même taux d'imposition que les activités de l'importation pour la revente en l'état, constituerait une injustice fiscale, car les deux activités n'ont pas les mêmes difficultés et charges et ne produisent pas les mêmes effets, et résultats pour le développement de l'économie nationale. Le fait que le ministère des Finances avait soutenu, au moment de la proposition de la mesure comme procédure de simplification et que l'unification du taux de l'IBS et la taxation de revenus à ce taux, réalisés par une entreprise de production ou d'achat en vue de la revente, n'avaient aucune incidence sur l'entreprise est, à mon sens, dénué de tout concept et d'esprit économique.

Aussi, et pour donner plus de cohérence à la politique économique par les pouvoirs publics, en matière de promotion des activités et secteurs créateurs d'emplois et de plus-values, par des incitations fiscales et parafiscales, il est proposé, en plus des avantages prévus en amont, dans le cadre de l'investissement, ce qui suit :

- Démarrer et réinstaurer des taux d'imposition différents, selon les activités de production de biens d'une part et les activités de commerce et de services et l'activité de l'importation pour la revente en l'état d'autre part.
- Envisager l'application d'un taux réduit, en matière d'IBS, pour les bénéfices réinvestis, et s'il s'agit d'une personne physique, un abattement sur la base taxable.
- Réduire les taxes fiscales et parafiscales pour certains secteurs ou activités à forte valeur ajoutée pour les rendre plus attractifs.

2/ La taxe sur l'activité professionnelle (TAP). Dans un article intitulé « faut-il épingler la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) » publié au journal 'Le Quotidien d'Oran' le... j'avais avancé les arguments du pour ou contre sa suppression et donné une série de sujétions pour son aménagement allant dans le sens des propositions formulées en ce moment-là par le FCE.

Il y a lieu de rappeler, que cette taxe, datant de l'époque coloniale, a été réaménagée par l'article 21 de la loi de finances pour 1996, comme contribution financière aux collectivités locales ; elle était fixée, au départ, à un taux de 2,55 %. Elle grève le chiffre d'affaires, hors TVA, des personnes physiques et morales.

Actuellement, cette taxe est appliquée à deux taux : un taux général de 2% et un taux majoré à 3%, sur le chiffre d'affaires pour les activités de transport par canalisations des hydrocarbures.

Cette taxe est perçue au profit exclusif des communes, de la wilaya et du Fonds commun des collectivités locales, elle représente entre 70% et 80% de leurs ressources budgétaires, les produits locaux (revenus locatifs et autres) ne représentant qu'une infime partie ne dépassant pas les 7%. Le produit de la TAP est réparti comme suit :

La chute du prix du baril de pétrole dont la dégringolade risque de s'accroître davantage à amener le gouvernement algérien à modifier sa politique économique afin de protéger l'entreprise algérienne productrice de biens, seule capable de préserver l'emploi.

Taxe sur l'activité professionnelle (TAP)	Part de la Wilaya	Part de la commune	Fonds Commun des Collectivités Locales	total
Taux général 2%	0,59%	1,30%	0,11%	2%
Taux majoré 3%	0,88%	1,96%	0,16%	3%

Si la réduction et non la suppression pour les motifs évoqués ci-dessus, pour raison économique, du taux de la taxe à 1%, par exemple, va alléger les charges pour les entreprises et leur permettre d'être plus compétitives et de maintenir leur capacité d'investir, il n'en demeure pas moins, qu'elle affecterait, de façon significative, les ressources des collectivités locales, notamment celles des communes les plus déshéritées, dont le budget déficitaire n'a pu être comblé que grâce au concours de l'Etat, à travers le Fonds commun des collectivités locales (FCCL).

Aussi, et pour remédier à cette moins-value, l'Etat est tenu de présenter une compensation, et ce, en application des dispositions des codes de la commune et de la wilaya qui disposent « Toute réduction des recettes fiscales ... résultant d'une mesure prise par l'Etat, portant exonération fiscale, réduction des taxes ou suppression d'un impôt, doit être compensée par un produit fiscal, au moins égal au montant différentiel, au moment du recouvrement. ».

Pour ce faire, il est suggéré d'agir sur les quotités des taxes qui sont réparties entre l'Etat et les collectivités locales, notamment le FCCL ou toutes autres taxes tel que l'impôt forfaitaire unique (IFU), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et l'impôt sur le patrimoine, ou toutes autres taxes comme la révision de la Taxe Foncière dont l'apport, il faut le reconnaître, au budget de la commune est, actuellement, très insignifiant au regard du très important parc immobilier.

II/ MESURES POUR LA REDUCTION DE LA FACTURE DE L'IMPORTATION

Dans l'objectif de réduire la facture des importations et les transferts de devises, et d'encourager la production nationale, il est préconisé ce qui suit:

1/ Mode de paiement des importations.

Pour réguler et encadrer le flux des importations, les pouvoirs publics ont institué par la loi de finances complémentaire pour 2009, le crédit documentaire comme seul mode de paiement des importations.

Cette mesure fut réaménagée par les lois de finances pour les années 2010, 2011 et 2014 et la remise documentaire a été admise comme second moyen de paiement.

Toutefois, malgré ces réaménagements le volume des importations n'a cessé de croître, et la facture des transferts a atteint des seuils inquiétants.

En effet, le bilan des cinq années d'application du « CREDOC » a démontré les limites de ce mécanisme qui n'a pas atteint les effets escomptés, en tant que moyen de contrôle et de traçabilité des importations, d'une part, et d'autre part, son inefficacité à juguler l'importation anarchique et même frauduleuse. Il s'est, également, révélé très coûteux pour l'Economie nationale, d'autant plus, qu'il ne constitue, nullement, un gage sur la conformité des marchandises importées, ou une garantie pour qu'elles soient, effectivement, livrées.

Aussi, et afin d'optimiser les dépenses en devises, et endiguer les importations superflues, et éradiquer les pratiques frauduleuses, il est proposé ce qui suit:

- Instaurer la remise documentaire (REMDOC) comme seul moyen de paiement pour les importations, tant il obéit à des procédures plus souples, il est plus sécurisé, et présente plus de garanties pour l'acheteur. Le recours au crédit documentaire se fera, à titre exceptionnel, pour certaines activités ou matières fixées, annuellement, par voie réglementaire.
- Taxation des produits non indispensables ou de luxe.

L'importation étant libre de par la loi. Pour réguler les activités d'importation massive et superflue, et réduire la facture des transferts de devises, nous proposons d'agir, directement, sur les importations des produits finis

destinés à la revente en l'état, notamment l'importation des produits de luxe ou non indispensables.

Ces produits peuvent être soumis à des taxes additionnelles (Taxe intérieure sur la consommation, taxe additionnelle ou à taux majoré, telle que la TVA à un taux de 21%, taux qui était déjà appliqué avant la réforme fiscale.

De plus ce taux reste dans le domaine du raisonnable, comparativement aux différents taux appliqués, dans les pays voisins et même dans le Bassin méditerranéen.

En outre, il y a lieu de signaler, que la mesure proposée est une disposition interne, elle n'influe, en rien, sur les accords et engagements internationaux de l'Algérie, de plus elle ne touche, nullement, le pouvoir d'achat des citoyens, car elle grève des produits de seconde nécessité, qui seront déterminés par lois de Finances.

- Le taux de change. Pour une meilleure maîtrise des coûts des importations, nous proposons d'agir sur le taux de change, en le manipulant, le vendre plus cher pour les importations non essentielles pour la production nationale, et le déprécier pour les exportateurs.

Dans ce cadre la Banque centrale doit intervenir sur le marché des changes, pour soutenir le dinar, en élevant « le taux directeur » pour freiner les sorties de capitaux et le réajuster au fur et à mesure de la compétitivité à l'export des produits locaux, hors hydrocarbures.

Cette proposition contribuerait, à moyen et long termes, de réduire et freiner les importations des produits superflus, car devenus plus onéreux, cela inciterait les citoyens à changer leur mode de consommation et substituer les produits nationaux aux biens importés.

Certes, cette mesure doit être soutenue auprès des organismes financiers internationaux, en raison des accords, car les situations urgentes dans lesquelles se trouvent, actuellement, notre pays, en raison de la chute du prix du pétrole, engendrent systématiquement, des mesures exceptionnelles.

Les pays occidentaux n'ont-ils pas eu recours à des mesures draconiennes pour endiguer la crise financière de 2008, provoquée par les surplices ?

- Les tarifs douaniers :

Il est indispensable de revoir les tarifs douaniers appliqués, actuellement, étant donné que certains produits et matières semi-finis destinés à la production sont soumis au même tarif douanier que les produits finis destinés à la revente en l'état.

- Les barrières non tarifaires :

Exiger de nos importateurs les mêmes conditions qu'imposent les pays étrangers à nos exportateurs, à savoir : s'assurer, avant tout paiement des produits et transfert des devises, de la conformité de la marchandise, ainsi que la conformité sanitaire des moyens de transport et le contrôle des conditions de transport, notamment pour les produits périssables ou alimentaires.

Interdire ou continger l'importation des produits fabriqués ou cultivés localement, à l'instar des mesures prises par le gouvernement pour l'importation des médicaments. Cette mesure aura un double objectif : réduire les importations et protéger la production nationale.

Reléver les frais de domiciliation bancaire pour les opérations d'importation des produits finis destinés à la revente en l'état, et les produits de luxe. Interdire l'importation de tout produit prohibé à l'étranger pour des raisons de santé, sécurité...

III/ MESURES POUR ENCOURAGER LES EXPORTATIONS.

Dans le cadre de soutenir les exportations et faciliter et alléger les procédures en la matière et promouvoir le produit algérien, nous proposons ce qui suit :

- Assouplissement des mesures relatives au rapatriement des recettes des exportations, en prorogeant les délais fixés par la Banque d'Algérie à (180 jours), jugés trop courts par les exportateurs.

- Revoir les sanctions pénales appliquées aux exportateurs, pour retard ou défaut de rapatriement des recettes. En effet ces exportateurs sont soumis aux mêmes peines

et mis sur le même pied d'égalité que les trafiquants de devises, qui transgressent, volontairement et en connaissance de cause, la loi sur le contrôle des changes. Ils transfèrent, illégalement, vers l'étranger des sommes faramineuses, acquises de façon illicite, dans le cadre du blanchiment d'argent ou les activités informelles.

- Redynamiser le projet du guichet unique pour les exportateurs, et initier, dans les plus brefs délais, les textes réglementaires y afférents, à l'instar des mesures prises au profit des investisseurs.

- Promouvoir les activités de prestation de services génératrices de devises pour l'Economie nationale, notamment en prorogeant la période d'exonération de (IBS), prévue par l'article 138-4 du code des Impôts directs, au profit des agences de tourisme et de voyages et les établissements hôteliers et thermaux.

- Encourager les activités de transformation des produits avant leur exportation, et ce, en interdisant ou en encadrant l'exportation des produits ou matières brutes.

- Consolider le couloir vert pour les producteurs, aussi bien, à l'importation qu'à l'exportation.

IV/RATIONNALISATION DES DEPENSES PUBLIQUES.

Pour une meilleure maîtrise des dépenses publiques, qui connaissent un accroissement constant, depuis des années, induisant, par la même, une aggravation du déficit budgétaire, sans pour autant atteindre pleinement les objectifs et les résultats tracés par les pouvoirs publics, nous réitérons les remarques, recommandations et propositions faites par les différents organes de contrôles, notamment le contrôle parlementaire.

Les recommandations se résument comme suit :

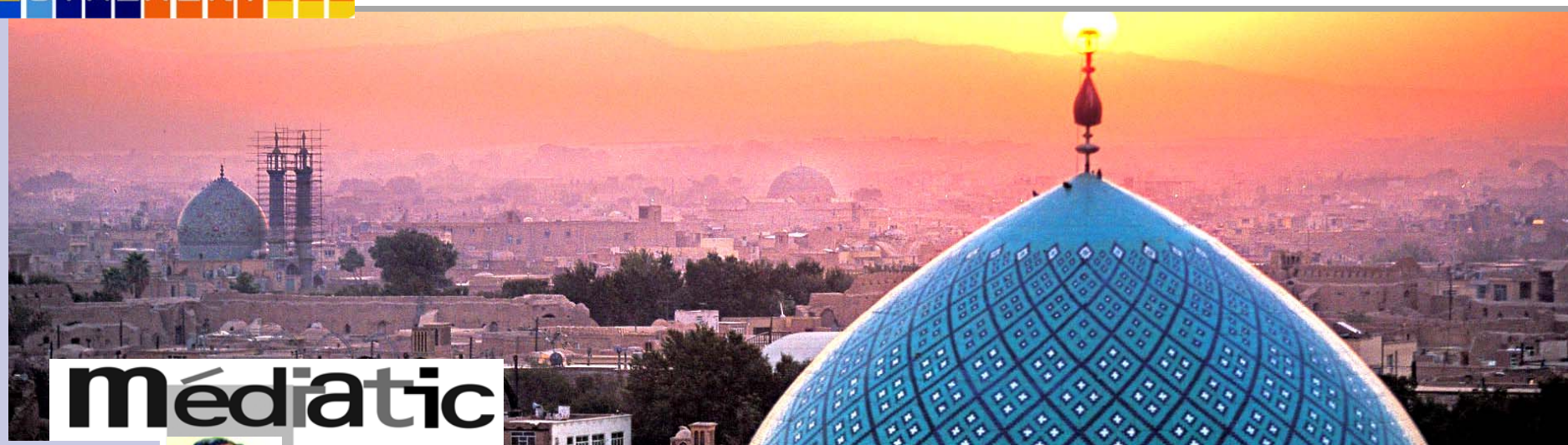
- Accélérer la mise en place de la réforme des finances publiques, en libérant le projet de loi organique relative aux lois de finances.
- Activer la mise en place du nouveau système budgétaire, pour une meilleure transparence des processus budgétaires et suivi et contrôle des dépenses publiques.
- Activer la réforme de la fiscalité locale et prendre en compte les recommandations de la Journée parlementaire, sur la fiscalité locale.
- La mise en place des recommandations faites par la Commission des Finances et du Budget, lors de la Journée parlementaire sur « l'entreprise algérienne face à la banque, réforme et déficit ».
- Une meilleure maîtrise des crédits affectés à l'action sociale et l'action économique soutenues par l'Etat, et ce, à travers la mise en place des mécanismes plus performants de suivi, de contrôle continu et d'évaluation périodique des différents dispositifs et mesures, afin de vérifier leur opportunité, efficacité et efficience, et remédier, le cas échéant, aux anomalies et obstacles constatés
- Plus de rigueur dans la gestion et l'exécution des dépenses d'investissement.

En effet, les opérations d'équipement ont été caractérisées par une multitude d'insuffisances et de lacunes, notamment lors de leur inscription. Elles se font, parfois, dans la précipitation et sous la pression de la conjoncture, sans qu'elles soient, suffisamment, mûrées et réfléchies ; ce qui n'a pas été, sans conséquence, sur leur réalisation, dans les meilleures conditions de coûts, délais et efficacité.

Cet état de fait s'est traduit par le manque de célérité dans le lancement des projets inscrits, les réévaluations récurrentes des opérations d'équipement, les prorogations incessantes des délais de réalisation, l'absence et la défaillance dans le contrôle et le suivi de l'exécution des opérations d'équipement (projets abandonnés, projets à l'arrêt).

- Réduire les charges de l'Etat en déléguant la gestion de certaines prestations telles que la restauration, l'entretien des bâtiments, la maintenance des équipements, notamment dans les secteurs de l'enseignement, l'éducation et la santé.

*Ex président de la Commission des Finances et du Budget -APN-
Ex ministre des Relations avec le Parlement

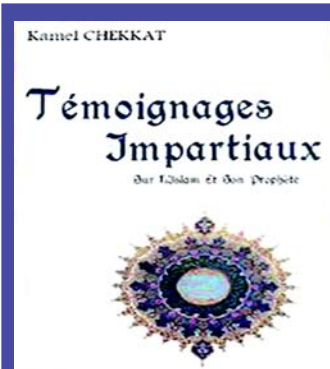


Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



L'Islam en question(s)



**TÉMOIGNAGES
IMPARTIAUX
SUR L'ISLAM
ET SON
PROPHÈTE.**

Recueil de témoignages de Kamel Chekat. Dar Tidikelt, Alger 2015, 212 pages, 350 dinars

Une trentaine d'extraits (surtout des écrits) d'hommes célèbres : philosophes, scientifiques, artistes, intellectuels, politiciens, dirigeants... Cela va de George Bernard Shaw et Alphonse de Lamartine à Victor Hugo, Bernard Lewis, Sigrid Hunke et Gustave Lebon en passant par Maxime Rodinson, Napoléon Bonaparte, Thomas Carlyle et Johann Wolfgang Von Goethe.

L'auteur présente leurs réflexions, leurs conclusions et/ou leurs témoignages sur l'Islam et son Prophète qu'il estime tous « impartiaux ». Il commence son ouvrage, en guise d'introduction, avec l'audience accordée à Abou Sofiane, encore polythéiste (et rapportée par l'Imam El Boukhari) par Héraclius, Empereur byzantin, en l'an 6 de l'hégire, et qui venait de recevoir une lettre adressée par l'Envoyé de Dieu. Héraclius voulait avoir encore plus d'informations.

Les réponses, venant pourtant de l'un des ennemis parmi les plus acharnés du Prophète, mais dictées par le strict respect des principes liés au statut d'« homme libre », permirent ainsi à l'empereur byzantin de se faire une idée juste et complète.

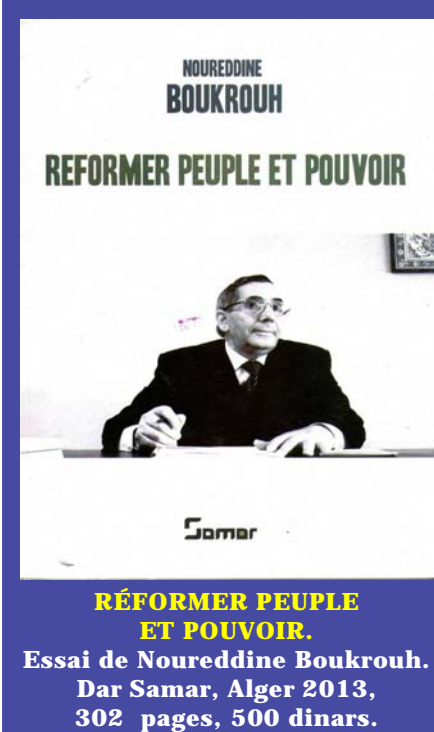
Et, il termine le recueil (« Cerise sur le gâteau ») par un long extrait de « La légende des siècles » de Victor Hugo, ayant trait aux derniers moments sur terre du Prophète.

L'auteur : la cinquantaine ou un peu moins, né à Alger, activant dans des associations caritatives, c'est l'encore jeune membre de l'Association des Ulémas algériens. Consultante à la radio et la télévision nationales... et, souvent, collaborateur de journaux. Maîtrisant les langues étrangères, il est apprécié pour son éru-

dition, ses analyses fines et précises des textes religieux les plus complexes, son ouverture d'esprit... et sa liberté de ton, en arabe et en français. Producteur d'une pédagogie de qualité pour expliquer et clarifier des notions bien difficiles pour le commun des mortels, il rend les concepts et les préceptes de la spiritualité simples et accessibles à tous.

Pour donner à votre culture religieuse une dimension spirituelle éclairée.

Extraits : « La fascination qu'a opérée la personnalité de Muhammad (pbs) sur tous ceux qui l'ont étudiée est sans pareille ; elle ne fait et ne fera que croître au fur et à mesure que les siècles se succéderont » (p 10)



**RÉFORMER PEUPLE
ET POUVOIR.**

Essai de Nouredine Boukrouh. Dar Samar, Alger 2013, 302 pages, 500 dinars.

Près d'une trentaine d'articles regroupés et déjà publiés dans le Soir d'Algérie (quotidien), son journal préféré. Leurs titres sont, à eux seuls, assez significatifs : « Le réveil tant attendu du monde arabe », « Le nouveau visage du monde arabe », « Arabes et Japonais : coïncidences et paradoxes »... « Le dernier des despotes », « La triste fin des despotes », « Les origines du despotisme algérien »... « La fuite en avant »... Des titres qui, réalistes, rassemblent ou accrochent, résument bien des problématiques, hélas, bel et bien toujours posées. Brr !

L'exercice du pouvoir... l'interprétation des textes sacrés... la pratique religieuse... l'exploitation de la religion à des fins politiques... Le niveau culturel des citoyens et des « élites » dirigeantes... L'état de l'économie dans un monde en évolution permanente... La pratique démocratique... Les révoltes populaires... Tout est passé à la moulinette « boukrouhienne ». Implacable ! Il jongle, comme à son habitude, avec les mots et les concepts sur la base d'une culture politique bien documentée doublée de franchise, démontrant qu'il connaît bien son peuple, son pays et leurs problèmes. Réformateur avant l'heure (il avait beaucoup « sévi », dans ce sens, dénonçant la « mamelle de l'Etat », avant bien d'autres, dans le journal Algérie Actualités durant les années 80), dirigeant d'un parti politique, ayant participé au pouvoir exécutif en tant que ministre, il sait de quoi il parle. Et, c'est ce qui rend encore plus inquiétantes ses conclusions, pour la plupart pessimistes, en tout cas pas optimistes pour un sou, quant au devenir du pays ainsi que du monde arabo-musulman. Il a raison sur toute la ligne. Son tort c'est peut-être de vouloir « faire simple » alors que tous les autres (ou presque) veulent « faire compliqué ».

Trois textes importants à nos avis :

1/ Que veut le peuple ? (mars 2011) « Le peuple (...) est traversé par plusieurs courants d'idées... Les « açabiya-tes » sont toujours en vigueur en son sein et les députés qu'il aura élus reflètent nécessairement les clivages idéologiques et culturels existants ».

2/ Au royaume des aveugles (mars 2011) : « Au lendemain de l'Indépendance, nous étions quelque chose comme un royaume d'aveugles que des borgnes pouvaient en toute logique prétendre diriger car l'analphabétisme était général et ceux qui détenaient le certificat d'études primaires passaient pour d'éminents penseurs... Depuis, de nombreuses générations de bien-voyants sont apparus et comprennent de moins en moins que des borgnes, entretiens devenus très mal voyants du fait de l'usure du temps, continuent de les commander (...) et de les conduire dans le mur ».

3/ Réformer peuple et pouvoir (avril 2011) : « Tous les partis politiques, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, peuvent fièrement inscrire au fronton de leur siège « Vive les droits ! » Combien peuvent écrire et survivre « Vive les devoirs ! » ? Sur combien de militants et d'électeurs pourraient-ils compter pour porter leurs idées au pouvoir ?... Il s'agit bel et bien d'un jeu de « karr » et de « farr » entre un peuple disposé à foutre la paix au pouvoir si on le laisse faire ce qu'il veut, comme il le veut et là où il le veut, et un pouvoir disposé à toutes les concessions pourvu qu'on ne le renverse pas ».

L'auteur : il est né le 5 mars 1950 à El Milia (Jijel). Etudes primaires, secondaires et supérieures à Alger. Diplôme d'études supérieures (DES) en finances. Entre 1973 et 1984, travaille comme cadre dans le secteur économique public. De 1984 à 1989, dirige une entreprise privée.

À l'avènement de la démocratie en 1989, fonde le Parti du renouveau algérien (PRA) et le préside jusqu'en

1999. Candidat à la première élection présidentielle pluraliste du 16 novembre 1995.

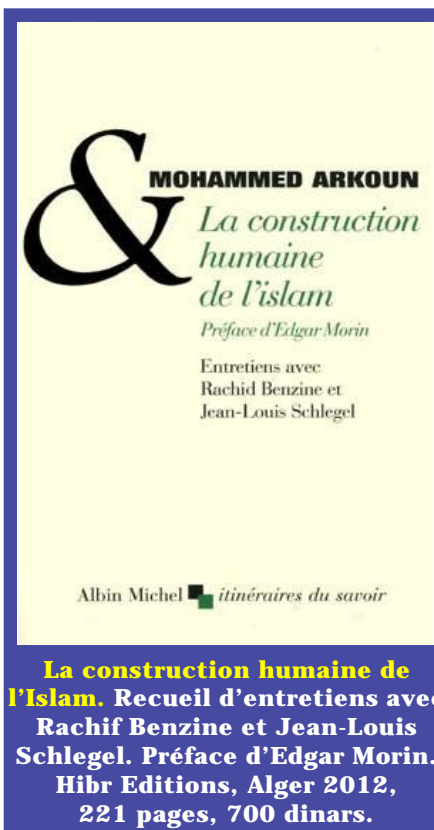
1999-2005 : fait partie du gouvernement à des postes économiques. De 1970 à nos jours, publie dans la presse un grand nombre d'analyses critiques des politiques suivies dans le processus d'édification de l'Algérie. A partir de 2005, ce sont surtout des analyses critiques des pratiques religieuses. Ses écrits ont été regroupés en volumes édités.

Pour donner à votre culture politique une dimension culturelle et spirituelle rigoureuse.

Extraits : « Il est plus aisé de traiter avec des hommes dont on sait la fragilité et connaît les numéros de comptes bancaires qu'avec des parlements soumis à la souveraineté de leurs peuples » (p 21), « Le despotisme c'est l'incarnation populaire et de l'Etat par un seul homme » (p 41), « Les émeutes sont le stade primaire de la politique » (p 53), « Le peuple n'est pas la somme arithmétique de la population. Ce n'est pas une question de nombre, mais de cause... Ce sont les causes qui font les peuples, et non l'inverse » (p 66), « Le peuple algérien, pour qui le connaît, a naturellement tendance à devenir plus mauvais que celui qui lui donne le mauvais exemple, et meilleur que celui qui lui donne le bon exemple » (p 72), « Nous avons été le premier pays arabe à être colonisé en 1830 et le dernier à se libérer en 1962 » (p 86), « Le mot « réformer » : changer dans le sens du meilleur et jeter à la casse » (p 105), « Un bon pays, c'est un bon peuple plus (+) un bon Etat. Mais ce n'est pas parce que le pouvoir est mauvais que le peuple est bon, dans son intégralité » (p 107).

A lire a.b.s.o.l.u.m.e.n.t. Niveau ou pas. Foi ou pas. Pour donner à votre culture générale une dimension culturelle et spirituelle scientifique... et pour mieux saisir les « ratages » intellectuels du pays... et du monde arabo-musulman.

Extraits : « Le rôle politique de Ferhat Abbas avait été très important dans le processus de libération, il fut sauvagement écarté de toute responsabilité après l'indépendance. Depuis ce premier moment, on peut dire que l'Algérie est engagée dans une ligne droite, certes, mais que cette ligne droite est désespérante ! » (p 37), « Le hasard de la naissance ne saurait devenir nécessité » (p 39), « Le chercheur-penseur doit se préoccuper du destin de l'esprit, de l'ensemble des facultés qui font l'homme et le distinguent des autres « créatures » (p 51), « On ne cesse de parler de tolérance ci, d'intolérance là, et on ne voit pas du tout l'intolérable partout, triomphant dans toutes les sociétés » (p 52), « Le confrérisme s'est développé là où le pouvoir politique était faible ou en train de s'affaiblir, incapable de contrôler les mouvements religieux » (p 118), « C'est la quête d'un pouvoir politique, faite au nom d'un islam non savant, qui enseigne des disciplines diverses, éventuellement des exercices corporels : un islam de contact oral, de récitation, ou accompagné par la voix récitative, liturgique, du Coran » (p 119), « Il n'y a pas que l'Etat qui crée l'impensable : les sociétés conditionnées par une longue politique d'oppression vont devenir, elles aussi, des agents de maintien et de renforcement de l'impensable ou de l'impossible » (p 185), « La foi est dynamique, jamais stable ni stabilisée. Ou alors, si elle l'est, ce n'est qu'une croyance... La foi est projet de vie, elle « produit » l'existence » (pp 204-205), « Les islamistes sont d'abord des activistes politiques nourris d'idéologie, qui s'accrochent à une ossature doctrinale frigorifiée... Le contenu de la foi n'est pas leur problème, à la différence des oulémas » (pp 208-209)



La construction humaine de l'Islam. Recueil d'entretiens avec Rachid Benzine et Jean-Louis Schlegel. Préface d'Edgar Morin. Hibr Editions, Alger 2012, 221 pages, 700 dinars.

Il a tenu à le préciser. Il a créé (et il a dû se battre pour cela) la chaire d'« Histoire de la Pensée islamique » à l'université, en Sorbonne... Il tient, avant tout, au terme « histoire » et il le dit clairement : il était d'abord professeur d'histoire et non d'Islam ou de pensée islamique. Pour lui, le mot « histoire » est le mot-clé, la base sur laquelle il s'est appuyé pour modifier les façons dont on a traité la pensée islamique jusqu'à nos jours et aussi pour se démarquer de l'« orientalisme ».

A travers un long entretien multidirectionnel, très ouvert, avec les deux auteurs, Benzine et Schlegel, Arkoun s'est confié avec franchise. Il a failli n'être qu'un épicière, son père ayant caressé, au départ, le projet. Il apprit l'arabe sur le tard mais le Coran par cœur à 12-13 ans. Arrivée à Paris en 54 afin de préparer l'agrégation... l'air colonialiste d'Alger étant assez pollué par un racisme certain. Paris, au temps où on ne parlait que de libération de l'Afrique du Nord ! Après l'indépendance, les discours arabistes et négationnistes de la berbérie du pays (anti-kabyles ?), tout ou parties, de A. Bella, puis ceux de H. Boumediène, menant à la désillusion, c'est la prise de conscience de la nécessité d'une « critique de la raison islamique ». Un sujet qui fera l'objet de sa thèse sur « L'humanisme arabe... au IV^e/X^e siècle », mais terminé seulement dans les années 80.

Comme l'écrit le préfacier, Edgar Morin, M. Arkoun a combattu (audacieusement et prudemment) sur deux fronts : l'un, celui d'une critique de la raison islamique (« close », « immobile ») par le biais de la critique épistémologique, la critique historique et la critique sémiotique, l'autre, celui d'une critique de la raison occidentale. Ce qui lui a permis de forger son indépendance par le dépassement et la transgression. D'où l'incompréhension de tous les autres... assurément envieux de la fécondité futuriste d'une grande figure - discrète et exigeante - des études islamiques contemporaines. Auteur de nombreux ouvrages, en français, en arabe et en anglais, de sociologie religieuse consacrés à l'Islam, Mohamed Arkoun a enseigné dans de

nombreuses universités françaises et étrangères et a obtenu de multiples distinctions. Sa pensée et ses idées ont fourni un contrepoint aux interprétations parfois fortement idéologisées du monde musulman et occidental... ce qui fait grincer des dents ici et là...

L'Algérie, son pays natal, ne l'a jamais reconnu pleinement et seulement deux de ses ouvrages avaient été édités, presque clandestinement, dans les années 80. Par la suite, il ne fut invité qu'une seule fois à participer à une rencontre internationale et le mauvais accueil d'alors l'avait éloigné du pays de plus en plus dominé par la pensée religieuse conservatrice et intolérante. D'ailleurs, à sa mort, il était impossible de trouver ne serait-ce qu'un seul ouvrage de l'islamologue... qui a préféré être enterré au Maroc, pays natal de son épouse. A la fin de sa vie, découragé ? « Il y a trop d'ignorance institutionnalisée, et on ne peut pas lutter contre les institutions ignorantes. En tout cas, pour ma part, je ne m'en sens plus la force et je considère que j'ai accompli le travail que je devais faire »... et « dénoncer les partis ou les Etats qui ont acquis leur légitimité non pas à partir de la parole transmise dans la fracture linguistique du discours prophétique, mais à partir de son occultation et de son oubli », dit-il à la fin de l'ouvrage. Paix à son âme !

L'auteur : Mohamed Arkoun, professeur émérite à Paris III-Sorbonne Nouvelle, associé senior à la recherche à l'Institut d'études ismaéliennes, décédé à Paris où il résidait, mardi 14 septembre 2010, est né en 1928 à Taourirt-Mimoun en Kabylie.

Etudes primaires dans son village natal, puis secondaires à Oran. Etudie ensuite la philosophie à la faculté des lettres de l'Université d'Alger puis à la Sorbonne. Agrégé en langue et en littérature arabes en 1956 et docteur en philosophie en 1968.

Obtient une certaine renommée dans les milieux universitaires en 1969 avec ses travaux sur l'œuvre de l'historien et philosophe perse du premier millénaire, Ibn Miskawayh, du courant humaniste musulman.

Les héros de l'aventure himalayenne !

Par Abdelkader Khelil*

Et comme par incertitude, nous nous mettons à répéter à l'unisson, ce proverbe bien de chez-nous : « limen takra zabourek ya Daoud », en même temps que nos gouvernants continuent à ignorer superbement leur monde et font ce qu'ils veulent, comme s'ils étaient investis d'une mission divine ! C'est dire que l'autisme est devenu chez-nous une marque de fabrique et une pratique perçue par nos concitoyens comme une fatalité face à laquelle se développe le sentiment de rejet de la chose dictée par le haut et la négation des valeurs bafouées. Dans cette jungle chronométrée au rythme des affaires dans « l'amas fortune » qu'est devenu notre pays, se développe alors un sentiment de démission chez des gens médués par le « spectacle » qui leur est offert par les médias et les tribunaux, en lieu et place d'une gouvernance en conformité avec l'intérêt général de la collectivité nationale et en positions honorables de gagnées, au plan des classements internationaux.

LE « TOUNER-MANÈGE » DE NOTRE QUOTIDIEN !

La réaction à cet état de fait en est bien évidemment la démission et l'absence d'effort par ceux qui disent : « aller au travail » comme on va dans une garderie d'adultes, au lieu : « d'aller travailler » pour faire avancer le pays ! Et oui ! Nous en sommes là, dans ce « tourner-manège » à longueur de journée sur ces routes constamment encombrées à toute heure, consommant démesurément de l'énergie bon marché à prix soutenu et polluant à outrance notre atmosphère, tout en enrichissant les concessionnaires automobiles sans qu'ils ne daignent participer à l'effort de développement de notre économie, en s'investissant dans le créneau pourtant juteux de la sous-traitance, pour assurer plus d'emplois à leurs concitoyens ! Pourquoi sont-ils ainsi ménagés ? L'Etat n'a-t-il pas les moyens pour les amener à revoir leurs copies ? Consommer algérien, nous a-t-on dit ! Et pour tout le reste, que faut-il faire ? La dépense publique ne saurait couvrir indéfiniment notre déficit managérial dans tous les domaines ainsi que l'absence d'imagination dans la conduite des affaires publiques !

Et dire que nous disposons de bien des atouts qui nous prédestinent à l'urgence pour peu qu'on veuille sans arrière-pensée, faire le bon choix : entre ceux qui veulent servir avec loyauté et abnégation leur pays, sans dividen- des autres que la reconnaissance qui réchauffe le cœur, et ceux qui le dépouillent de ses richesses sans contrepartie autre que l'atteinte aux intérêts de sa collectivité nationale et de son image. Se creuse alors le fossé entre les uns et les autres en l'absence d'arbitrage au plus haut niveau, entre « bourdons » et « abeilles » ! Alors ! Ça patine ! Ça grince ! Ça s'enlise ! Ça s'ensable forcément ! Mais qui s'en inquiète, tant que la rente est toujours là pour couvrir nos tares, nos caprices et nos mauvais choix ? Et dire que dans son élan national, un « petit pays » comme le Liban, cette Phénicie d'autrefois, sorti d'une longue guerre civile, a tiré sa force de ses 4 millions de Libanais, cette diaspora vivant à l'étranger, parce que mise, semble-t-il en confiance par la justesse des choix opérés au niveau national ! Tout le monde s'active ! Tout le monde fait des efforts ! Quant à nous, la partie n'est pas terminée que l'on mélange déjà les cartes pour les redistribuer et toujours aux mêmes joueurs, sans qu'ils aient pourtant prouvés leur talents ! L'on s'oublie à force de jouer à « huis clos » et l'on passe à côté de l'essentiel, à savoir : réaliser des performances pour prétendre au statut de pays émergent !

LE PETIT PRINTEMPS DE NOS AMIS LES POMPIERS !

Alors ! Dans l'intervalle, et à défaut de grandes sensations gagnées au chapitre de la mobilisation sans exclusive de la ressource humaine, de l'intelligence et du savoir-faire, ou par la force de nos biceps traduite en croissance économique équitablement partagée, l'on s'accroche à tout ce qui est du domaine du sensationnel, de l'émotionnel et du mérite isolé, même si à lui seul, il ne peut-être qu'à l'image de cette hirondelle eseuulée qui ne peut faire tout le « printemps » ! Oui ! Dans le marasme ambiant des procès relatifs aux scandales qui émaillent notre vie quotidien-

ne, nous sommes preneurs de tout ce qui semble rehausser notre moral et quelque peu le « prestige » de notre pays, nous donnant ainsi le sentiment d'existence en tant qu'entité nationale qui peut, elle aussi, apporter spontanément sa contribution !

Alors ! Oui ! Notre soutien à ce pays lointain qui est le Népal, est un geste qui nous reconforte ! Cette Algérie qui accourt avec promptitude pour porter secours à ses frères Népalais, ses êtres qui vivent dans une pauvreté extrême, est celle que nous aimons parce qu'elle nous rappelle cet élan de générosité qui forgeait notre personnalité il n'y a pas si longtemps ! Elle nous rappelle aussi, toutes ces valeurs qui tendent à s'éclipser, à savoir : l'amour de son prochain, la solidarité entre êtres humains, la tolérance, le savoir-vivre ! Il y a là aussi, une démarche initiative à cette nécessité du « vivre-ensemble » dans le « village planétaire » qui nous rassemble, même si le chemin de la cohabitation est très souvent parsemé d'embûches ! Nous sommes fiers de cette Algérie « qui sait mettre la main à la poche » pour aller au secours de ceux qui sont dans la détresse et qui souffrent dans le dénuement le plus total, dans la misère du ventre et la tristesse d'avoir perdu des êtres qui leur sont chers ! Sans faire dans la frime très malvenue dans ce cas précis, et pour rester dans l'éthique en évitant de faire référence au volume de notre aide matérielle, je veux parler dans cet article, tout simplement de cet élan du cœur pour lequel nos sapeurs-pompiers en ont à revendre !

Ceci pour dire que l'Algérien en tant qu'individu sait mettre le cœur à la besogne lorsqu'il est conduit par ce libre arbitre qui lui fait sentir son utilité à se mettre au service des autres ! Il n'a rien de fainéant comme j'ai eu à le souligner dans un article précédent ! Il est juste sensible à l'exemplarité de ses chefs ! Et nos « soldats du feu » le montrent à chaque fois que sollicités pour effectuer des tâches nobles, parce qu'ils ont pour guide : un moudjahid, un éducateur et un pédagogue qui a su les former et leur transmettre sa hargne au travail et sa loyauté à l'Algérie ! Ils sont notre fierté et nous les aimons au même titre que tous ceux qui sont au service de la chose publique, et mieux, de l'image du pays !

C'est cette qualité que nous trouvons le plus souvent chez des gens humbles ! Des anonymes qui gardent leur lucidité, parce qu'ils n'ont pas été pollués par la frénésie du pouvoir qui fait perdre le sens de la mesure ! Ils sont tout simplement, des soldats de la république qui accomplissent leur travail avec professionnalisme, par esprit d'abnégation et chaque fois avec courage, parce que très loin de leurs familles ! Si je dis cela avec fierté d'appartenance et admiration à l'égard de ceux qui nous ont honorés, c'est que le Népal, ce petit pays pauvre de 28 millions d'habitants, pas plus grand que la wilaya de Tindouf, fait partie de la chaîne himalayenne aux pentes les plus escarpées, aux vallées profondes et aux plus grands glaciers ! C'est-là, sur le « toit du monde » que sont partis les hommes du colonel Lahbiri pour accomplir au nom de l'Algérie et aux côtés de ces pilotes des trois avions gros porteurs de l'armée nationale, une mission des plus périlleuses. Ils nous ont honorés en faisant flotter si haut notre drapeau et en mémorisant pour la postérité notre élan du cœur auprès de la population autochtone !

Pour rappel, ce détachement composé de 70 secouristes pluridisciplinaires de la Protection civile avait rejoint Katmandou, la capitale népalaise, vendredi 1^{er} mai, et ce après trois jours d'escalade forcée à Doha en raison de l'absence des autorités népalaises - l'aéroport international de ce pays étant saturé par le trafic aérien devenu massif à cause de l'afflux de secouristes et d'équipes médicales venues des quatre coins de la planète -. Dès son arrivée, après avoir parcouru près de 7.600 kilomètres sans confort et dans la fatigue comme nous pouvons aisément l'imaginer, notre détachement solidement équipé et motivé, a procédé à l'installation de son camp de base.

Ses membres ont effectué plusieurs opérations de reconnaissance et de recherches,



Après cette action de « repérage », les responsables de cette mission se sont réunis avec l'état-major militaire et les responsables népalais chargés des secours afin de déterminer leur feuille de route et de prendre connaissance de la zone où sera affecté leur détachement. Il faut rappeler que cette équipe de braves s'est rendue dans une zone isolée où des gens en détresse n'avaient reçu aucun soin. Nos sapeurs-pompiers ont dû parcourir plusieurs dizaines de kilomètres à pied pour arriver aux différents sites sinistrés, en raison de l'état des routes détériorées par le séisme. Et bien qu'arrivés un peu tard, ils ont pu tirer de sous les décombres une dizaine de personnes. De son côté, l'équipe médicale a prodigué des soins à 45 personnes et une distribution de médicaments a été également assurée, après examen, au profit des citoyens népalais sinistrés ou malades.

Avant leur départ, nos sapeurs-pompiers ont été félicités par les hauts responsables et une réception leur a été organisée par l'état-major népalais à la veille de leur retour en Algérie. Dans la continuité de leur palmarès international, ils auront ajouté une autre participation pour porter secours à une population frappée par un séisme de magnitude 7.8 sur l'échelle de Richter qui a affecté durement 8 millions de Népalais sur un total de 28 millions. Pour rappel, cette catastrophe naturelle a fait 8.000 morts et 17.500 blessés, en raison de la forte densité de population. C'est cette Algérie du dévouement que nous aimons ! Pas celle qui est au cœur des scandales presque quotidiens qui ternissent l'image de notre pays et porte atteinte à cette majorité de gens qui ont perdu espoir et se sentent de la sorte volés et humiliés ! Ainsi, après plus d'une semaine de dur labeur, les « soldats du feu » sont rentrés avec tous les honneurs au pays à bord d'un avion militaire piloté par d'autres braves au professionnalisme avéré, au regard des difficultés d'accomplissement d'une telle mission dans le contexte d'une nature hostile faite de relief chaoté. Gloire à vous tous, héros de mon pays ! Ce sont ces gens qui ramènent de la reconnaissance et de la sympathie à tout un peuple que nous aimons et le succès de leurs missions chaque fois que sollicités est un plus pour nous tous, parce que c'est l'Algérie toute entière qui est ainsi honorée !

LA LEÇON DE L'ÉCOLE DES SAPEURS-POMPIERS !

C'est parce que mon article a pour trame de fond les questions d'intérêt général, de la reconnaissance et du mérite, qu'il prend forcément la forme d'un hommage appuyé au corps des sapeurs-pompiers, cette « entreprise citoyenne » d'exception qui évolue en marge des flashs et des caméras jusque-là occupés à mettre en vedette ceux qui nous promettent monts et merveilles, par la remise à

chaque fois du compteur à zéro, tout en se tirant dans les « pattes » pour consolider leurs positions dans la proximité du « mangeoire ». Ils éclipsent de la sorte tous ceux qui travaillent en silence pour l'intérêt de la collectivité nationale. C'est dans cette catégorie qu'évolue ce corps respectable, cet oublié des médias, toutes presses confondues. Il est vrai aussi qu'il n'est pas le seul à l'être, malheureusement ! ! Nous citerons aussi ceux qui réalisent des exploits en sauvant tous les jours des vies humaines ! Ceux qui veillent à la propriété de nos villes et villages ! Ceux qui, hier, ont fait face aux hordes sauvages aux côtés de nos forces de sécurité, permettant ainsi à l'Algérie de rester debout ! Et bien d'autres aussi qui élargissent au chapitre de l'oubli !

Il faut tout d'abord considérer que l'hommage que je destine aux sapeurs-pompiers en ma qualité de citoyen attentif aux « pulsations » de notre société, de surcroît soucieux de sa cohésion et préoccupé par rapport à son évolution, n'est pas fait que de reconnaissance à un corps des plus méritants, comme attesté par tous ! Il prend surtout valeur démonstrative pour dire qu'on peut toujours faire les choses au plus près de la performance et des intérêts de nos concitoyens quand la gouvernance sort du discours ambiant à caractère populiste, pour s'inscrire dans l'acte au quotidien, qui donne la primauté : à la cohésion, au professionnalisme, à l'engagement, à la discipline et au respect de la chose publique !

Alors ! Imaginons un instant que cet état d'esprit, avec toute cette fougue qui le caractérise et cette disponibilité qui l'anime, puisse faire contagion auprès de tous ceux en charge de la gestion des affaires publiques dans nos mairies, nos hôpitaux, nos bureaux de poste, nos banques, nos transports et bien d'autres services ! Alors ! La bureaucratie ne sera qu'un mauvais souvenir ! Le citoyen deviendra sans doute moins grognon et il y aura certainement de la place pour les règles de bienséance et pour la civilité ! Après quoi, nous irons travailler et non au travail, et nous deviendrions peut-être un jour des citoyens aimables et productifs !

Entre fiction et réalité, ne dit-on pas que le rêve est permis ! Et si cela devait se produire ! Alors ! Nous dirons à l'unisson, que vive l'esprit de l'école des sapeurs-pompiers ! Après tout, n'est-ce pas là encore une fois qu'une affaire de gouvernance et de volonté collective ! Il appartient à tout un chacun d'apporter son propre jugement, après avoir interrogé sa conscience en toute bonne foi, avant de porter un doigt accusateur sur les autres qu'il considère être la source de tous ses problèmes ! Il faut se dire que chacun de nous est un maillon de cette si longue chaîne qui nous lie et dont la cohésion de notre société en dépend ! Saurions-nous être capables de relever ce défi ?

* Professeur

DERNAHA AU PRIX EXCEPTIONNEL
DE 1 099 000 DA
DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT



NOUVELLE RENAULT SYMBOL EXCEPTION
CLIMATISATION • VITRES ÉLECTRIQUES AVANT ET ARRIÈRE
• RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS ÉLECTRIQUES

NOUVELLE VERSION EXCEPTION ÉQUIPÉE DE :
ORDINATEUR DE BORD • PROJECTEURS ANTIBROUILLARD • RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS ÉLECTRIQUES • SIEGE ISOFIX
• ALERTE OUBLI CEINTURE CÔTÉ CONDUCTEUR.

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



OFFICE PUBLIC : MAÎTRE BENHAMED ABDELLATIF
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL DE TLEMCCEN
BT-B N° 09 RESIDENCE EL-BAHDJA - IMAMA - TLEMCCEN
TEL & FAX : 043-21-34-95

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le Commissaire-priseur met en vente, aux Enchères Publiques Verbales et Soumissions Cachetées, de divers Matériels,

LE MARDI 02 JUIN 2015

10 HEURES 30 MIN : AU PARC DE L'ENTREPRISE CERAMIG GHAZAOUET TLEMCCEN

LOT N°	DESIGNATION		
01/1	GAMME SABA BLANCHE DECALCOMANIE : 626 Lavabos + 772 colonnes + 102 Sièges anglais + 640 Réservoirs + 283 Bidets + 51 Tablettes + 51 Porte-savons petits modèles		
01/2	GAMME SABA : 3388 Lavabos + 3029 Colonnes + 228 Sièges anglais + 1487 Réservoirs + 1129 Bidets + 1516 Tablettes + 1580 Porte-savons + 1332 Porte-savons grand modèle		
01/3	GAMME ALIA : 280 Lavabos + 253 Cache-Siphons + 181 Sièges anglais + 320 Bidets.		
01/4	GAMME ICHRAF : 473 Lavabos + 1302 Cache-Siphons + 784 Sièges anglais + 293 Bidets.		
02/1	GAMME SABA : 1034 Lavabos + 2731 Colonnes + 24 Sièges anglais + 31 Réservoirs + 441 Bidets + 2030 Porte-savons.		
02/3	GAMME ICHRAF : 187 Lavabos + 341 Sièges anglais + 127 Bidets		
03	Abattant en plastique Vert, Beige, Bleu : 36685		
04	Pièces de Recharge industrielle et Quincaillerie Voir Listing		
05	Lot de Briques réfractaires (Différents Modèles et Dimensions)		
06	Lot de Pièces de rechange (2) : FIAT 238 - 239 + OM55 + FIAT 131 + FIORINO - RITMO (Voir Listing).		
07	Lot de Pneus usagés + Lot de Ferraille (au Kilo)		
08	Lot divers Pièces de Rechange		
09	Camion GBH 280 RENAULT	MN102774	4588-282-13
10	S/Remorque SERSOU 013	01483	2163-888-13
11	Camion Benne SONACOME C290 + Climatiseurs + Equipement Inform. + Téléphonique + Equipement de bureau	JFC0080	1294-291-13
12	Camion Plateau TOYOTA + Outillages + Equipement de laboratoire + Pompes à eau + Divers	02000311	34-202-13
13	Véhicule ACCENT HYUNDAI	5M111969	1701-106-13
14	Véhicule MICRA NISSAN FAAK 11	U.3279548	567-100-13
	+ Différent Matériel informatique + bureautique Voir Listing + Bétonnière + transpalette électrique		

CONDITIONS DE VENTE: Habituelles.
* Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'Office du Commissaire-priseur.
LE COMMISSAIRE-PRISEUR



SARL LES FILS DJILALI RAHMOUN
Desserte N° 05 Zone Industrielle - Chetouane - TLEMCCEN
MAISON FONDÉE EN 1928

AVIS

Notre société est une entreprise classée, nous produisons nos boissons dans les normes nationales et internationales des boissons (HACCP).

Depuis 1928 notre boisson a toujours été et restera commercialisée sous la marque

L'EXQUISE

Nous avisons notre chère clientèle que la société artisanale qui appose sur son étiquette «fondée en 1928» n'est qu'une tromperie commerciale, nous n'avons aucune relation, ni de près ni de loin, avec cette société sauf la similitude du patronyme.

Nous maintenons que notre boisson est commercialisée sous la marque L'EXQUISE. Nous déclinons toute responsabilité concernant des problèmes de qualité ou de sécurité qui pourront surgir.

Le Gérant

Humain, trop humain

La reconnaissance de l'Etat de Palestine par l'Etat de la Cité du Vatican et les propos tenus à cette occasion par le pape François, 266ème évêque de Rome, est sans doute l'acte de paix le plus important de ce début d'année.



Par Hadj-Chikh Bouchan

Il traduit, par un acte politique et diplomatique, une aspiration commune à tous les hommes épris de paix et de justice par delà leur croyance et leurs rites. Le chef de l'Etat le plus petit qui soit au monde, avec ses 0,44 km², peuplé de 961 habitants est, en effet, ce pays vers lequel se tournent les regards de plus de deux milliards d'âmes. Il est leur interprète ou, pour parler le langage approprié, leur berger.

Elu pape le 13 mars 2013, il canonisa, dans la même veine, le 17 mai dernier, soit un peu plus de deux ans après le début de son pontificat, deux religieuses palestiniennes, Mariam Bawardi et Marie-Alphonsine Ghattas, au cours d'une cérémonie place Saint-Pierre de Rome, ainsi que la Française Jeanne-Emilie de Villedieu et l'Italienne Maria Cristina de l'Immaculée Conception. Au cours de sa rencontre avec le président palestinien, Mahmoud Abbas, à cette occasion, il le qualifia d'« ange de paix ». Actes et propos qui ont été mal reçus par l'entité sioniste, naturellement.

Si mon cœur s'est alors serré depuis, en prenant connaissance de ces informations, en regardant toutes les images qui les ont accompagnées, en cascade, c'est que je ne pus me retenir de revoir

le pape Jean-Paul II dans sa voiture, ce 13 mai 1981, en pleine place du Vatican, saluant la foule des fidèles et la main armée d'Ali Agca lui tirant dessus par trois fois. Attentat inouï en terre de paix, la terre que le Palestinien, l'apôtre Pierre foula pour fonder l'Eglise catholique, selon la tradition chrétienne, comme il le lui rappela le président Arafat.

Comme pour « conforter » ces craintes, la CIA et le Mossad ont émis des mises en garde contre la préparation d'attentats contre la personne du pape François. Attentats djihadistes, précisent les deux centrales de renseignements. Bien entendu. Comme on le prétendit une première fois pour expliquer l'acte d'Ali Agca avant de s'embourber dans la filière bulgare. A ce jour on ne sait toujours pas qui l'a armé et ce n'est certainement pas la « confession » de ce tireur pour le moins perturbé, dans sa cellule, au pape Jean-Paul II, qui a pu éclairer le monde.

J'évoque cette crainte parce que les soupçons de meurtres commis par des services spéciaux à travers le monde - les mystérieuses maladies et décès des présidents Boumediene et Arafat n'en seraient-elles pas ? - contre quiconque gêne le cours du monde décidé par les puissants, ne sont pas du domaine des « théories du complot », mais bel et bien des faits documentés.

A la discrétion des commanditaires, des chefs d'Etat. Le livre document « Les tueurs de la République », de Vincent Nouzeville, paru récemment, nous apprend que, sur le bureau des chefs d'Etat existe une « hit list », la liste des hommes à abattre par la section « homo », (pour « homicide ») des services spéciaux de la DGSN.

Le président Chirac ne s'y référa pas, assure-t-il. Mais les autres ? La CIA ? Le Mossad ? Le documentaire, « Repentir d'un agent d'influence », de Stalio Kouh n'en fait pas mystère en recueillant les confessions de l'agent Perkins Jones. Pour ajouter au trouble, le 16 avril dernier, Normand Hodges, un agent retraité de la CIA confessa sur son

lit de mort l'assassinat de Marilyn Monroe et de 36 autres personnes pendant sa carrière. L'actrice génaît.

Comme gênent les propos et les actes du pape François. Informer ses services de sécurité sur un attentat en préparation serait-il s'en aboudre ?

A la suite de la tentative d'assassinat de Jean-Paul II, pour d'autres raisons, le pape Benoît XVI, en fut victime un 25 septembre 2007. Il y échappa, lui aussi, de peu. Ainsi qu'à d'autres tentatives. Quatre au total. A se demander si ces actes avortés ne sont pas à l'origine de sa démission tout à fait inattendue.

J'imagine bien le casse-tête des agents de sécurité et leurs craintes durant la moindre des sorties papales.

Parce que l'homme a le courage d'exprimer des idées fortes, avec bonhomie, certes, mais des idées clairement en faveur d'une autre Eglise, d'une autre vision du monde et des relations entre les hommes, d'une justice qui n'est pas, le moins que l'on puisse dire, l'un des fondements cardinaux (sans jeux de mots) des relations internationales actuelles.

Dans un monde devenu totalement hystérique à propos de l'Islam, il a rappelé que cette religion est une religion de paix. Propos qui n'ont pas suscité de commentaires ou de reprises dans la presse pour apaiser les tensions communautaires. Pas d'amplifications démesurées non plus de ces mots d'un berger, « humain, trop humain ».

Prémonition ? Conscience que les réformes qu'il veut introduire et ses déclarations gênent ? (comment les ignorer ?). Toujours est-il que, de retour de Corée du Sud, au cours d'une conférence de presse tenue dans l'avion, il disait qu'il vivait sa popularité « comme une générosité du peuple de Dieu ». Et il ajouta : « parce que, je le sais, ça durera peu de temps. Deux ou trois ans. Et puis, à la Maison du Père ! », a-t-il ajouté en guise de boutade.

Là encore mon cœur s'est serré.

LA CHRONIQUE DU BLEND

Paris : Akram Belkaïd



Zyed, Bouna et les promesses oubliées de 2005

En matière d'actualité, il est parfois des coïncidences tout autant regrettables que symboliques. C'est le cas de deux informations tombées cette semaine. La première est la relaxe définitive des policiers poursuivis pour non-assistance à personne en danger dans la triste affaire de la mort, il y a bientôt dix ans (c'était le 27 octobre 2005), de Zyed Benna (17 ans) et de Bouna Traoré (15 ans). Le drame s'était déroulé à Clichy-sous-Bois et les deux jeunes avaient été électrocutés après être entrés sur un site d'EDF pour échapper à un contrôle de police. On se souvient des événements qui ont suivi. Trois semaines d'émeutes violentes, des voitures brûlées par centaines, des arrestations, des biens publics détruits : tout cela a projeté l'image d'une société française malade de ses quartiers et de la manière dont étaient - et sont encore - traitées ses populations reléguées.

La seconde information concerne, quant à elle, la décision du gouvernement français d'abroger la loi du 31 mars 2006 qui prévoyait la généralisation obligatoire du curriculum vitae anonyme -sans nom ni photographie- à toutes les entreprises de plus de 50 salariés. Il faut rappeler que le décret d'application n'a jamais été publié par les quatre équipes gouvernementales qui se sont succédées depuis l'adoption de cette loi. Il y a un an, le Conseil d'Etat a bien rappelé les autorités à l'ordre mais en vain. Après

neuf années de tergiversations, ce serpent de mer que l'on appelle CV anonyme passe donc à la trappe. Là aussi, comme pour la relaxe des deux policiers, l'affaire est définitivement close.

Définitivement ? On se doute bien qu'il n'en est rien. Concernant Zyed et Bouna, il n'est pas besoin d'être expert pour comprendre que le verdict de la justice française ne fera que renforcer la rancœur et la colère qui existent au sein d'une partie de la population. Rancœur et colère à l'encontre de la police mais aussi de la justice. Sur les réseaux sociaux, le slogan « je suis Zyed et Bouna » s'est immédiatement répandu et les internautes n'ont eu de cesse de clamer leur dégoût vis-à-vis d'un jugement qualifié de raciste. Nombre d'entre eux relevaient aussi que dans de telles affaires, les policiers incriminés finissent toujours par s'en sortir et qu'il n'est pas besoin d'aller aux Etats-Unis pour observer de telles situations d'iniquité.

La société française ne va pas très bien et il est évident que cette relaxe ne va pas arranger les choses. Bien sûr, on peut toujours clamer que la justice est indépendante mais cela n'effacera aucune des mauvaises passions qui minent l'Hexagone. Et face à la colère des uns on trouve les provocations des autres. Celle de Marion Maréchal-Le Pen qui, via twitter, a affirmé que ce verdict était la preuve que la « racaille » avait mis « par plaisir » les banlieues « à feu et à sang ». Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur en 2005, doit être certainement satisfait, lui

qui, quelques jours avant la mort des deux jeunes, avait contribué à médiatiser cette puanteur qu'est le mot « racaille ». En l'employant, la Maréchal a attenté à la mémoire de Zyed et Bouna mais elle a aussi cherché à provoquer la colère de dizaines de milliers de gens touchés au plus profond d'eux-mêmes par ce drame.

Pour user d'un vocabulaire militaire, le Front national n'est plus en embuscade. Sûr de lui et de ses forces, il se permet désormais d'aller au contact pour chercher l'affrontement. Autre provocation, celle du député UMP Christian Estrosi. Celui qui est aussi maire de Nice n'a pas hésité à qualifier Zyed et Bouna de « délinquants » ayant commis un « excès de vitesse » ce qui aurait justifié, selon lui, qu'ils soient poursuivis par les policiers. Or, et contrairement à ce qu'a « éculé » le

motocrate de Nice, les deux victimes étaient à pied et la police a reconnu elle-même que ni eux ni les autres jeunes n'avaient commis de délit ou de tentative de délit. Pourquoi alors s'étaient-ils enfuis ? La réponse est simple : ils revenaient d'un match de football, ils n'avaient pas leurs papiers sur eux et ne pouvaient ignorer que, comme de coutume, les policiers les embarqueraient après les avoir soumis à un enième contrôle d'identité mené, bien entendu, dans les règles les plus élémentaires du respect et de la courtoisie...

Le lecteur peut se demander quel lien peut bien exister entre le drame de Clichy-sous-Bois et le CV anonyme. La réponse est simple : la réponse n'est pas uniquement liée au fait qu'ils font partie d'une large thématique mêlant actualité des banlieues et lutte contre les discriminations. En réalité, il convient de rappeler que ce sont les émeutes de 2005 qui ont permis que le sujet d'une égalité des chances à l'embauche soit enfin abordé au plus haut niveau politique. Sans la mort de Zyed et Bouna, sans l'onde de choc qui a suivi, jamais le CV anonyme n'aurait été médiatisé comme il l'a été au point que le gouvernement de Dominique de Villepin s'est dépêché d'en faire une mesure phare de sa loi de mars 2006.

Il faut donc bien se souvenir des bonnes intentions et des promesses nées de ces émeutes. Le changement était, affirmait-on, en route. Soudain, les minorités devenaient enfin visibles. Les politiques, les patrons et les médias réalisaient qu'il fallait leur faire un peu de place. Ainsi, sans Zyed et Bouna, sans les émeutes de Clichy-sous-Bois, le Club XXLème siècle - qui regroupe des « réussites » au sein des diverses communautés d'origine étrangères - n'aurait pas bénéficié d'une audience aussi importante. Et, en forçant un peu le trait, on est en droit de se demander si les Rama Yade, Rachida Dati et compagnie auraient été nommées ministres en 2007 sans les engagements d'égalité et d'équité de l'automne 2005. Dix ans plus tard, les promesses de lutte contre les discriminations ont certes bénéficié à quelques heureux élus et élues. Un peu de saupoudrage pour faire croire à une prise de conscience définitive. Mais l'abandon du CV anonyme - tout comme d'ailleurs celui du récépissé de contrôle d'identité (un outil évoqué lui aussi en 2005 pour empêcher les contrôles répétitifs des jeunes des cités) - ainsi que l'absence de condamnation dans l'affaire Zyed et Bouna montrent qu'il faudra peut-être attendre les prochaines émeutes dans les banlieues pour que les choses changent de manière structurelle.

Publicité



ASTRA 4 PORTES
À PARTIR DE
1 790 000 DA TTC
taxe véhicule neuf incluse

ASTRA 4 PORTES

LA QUALITÉ DE CONDUITE PAR EXCELLENCE.

REMISE DE 300 000 DA VALABLE SUR TOUS LES MODÈLES D'ASTRA 4 PORTES.

Nous suivre sur : www.facebook.com/OpelDZ

DIAMAL 3 ans de garantie et d'assistance ou 100 000 Km

Information Réseau Opel : **021 98 00 12**

www.opel-algerie.com

Dans son livre 'Ibn Saoud, le Loup et le Léopard', Benoist Mechin écrit : Les Arabes s'enorgueillissent d'avoir fourni 40.000 prophètes au monde et nous possédons des témoignages historiques sur au moins 200 d'entre eux.

Par Mimi Massiva

L'examen de leurs vies révèle une similitude étrange : toutes reproduisent la même trajectoire, avec une obstination monotone... la frange des déserts arabes est jonchée de croyances brisées. Le « miracle » des Ibn Saoud c'est d'avoir kidnappé la dernière croyance et sauvé des sables les brisures pour mieux les immortaliser. Il y a quelque chose de pas naturel pour ne pas dire de détraqué, d'irréparable bien symbolisé par l'épée. On constate, de plus en plus, que cette dynastie « élue » représente la plus efficace et la plus rapide des sélections « naturelles » à la Darwin. La fratrie royale ne semble pas s'essouffler, encore moins hésiter. Depuis 1953, à la mort du Patriarche, chaque rejeton inaugure le règne avec la formule : « rien ne va changer ». Pourquoi changer ce qui marche si bien avec la « baraka d'Allah » ? Leurs sujets ne sont pas bêtes quand ils revendiquent juste un peu d'oxygène, un morceau plus gros de pain. Dans une étude sociologique américaine, faite dans les années 50, alors que la plupart des pays arabes étaient décolonisés, partout les gens interrogés ne révaient pas de démocratie, mais de protection. Il suffit de comparer l'Algérie, début des années 1990 et celle d'aujourd'hui, pour les comprendre. C'est connu, le désert n'enfante que le prophète, le guerrier et le poète. C'est si simple quand le prophète est guerrier et le poète bouffon...

Le Monde des Ibn Saoud

La ville de Djeddah s'est construite autour du tombeau d'Eve. Personne ne peut, aujourd'hui, l'étudier pour confirmer ou infirmer l'authenticité puisque le fondateur du royaume a décidé de le détruire dès son accession au pouvoir. Le cerveau de l'homme a émergé des ténèbres quand il a commencé à honorer ses morts, disent les ethnologues et les sociologues. Les Arabes, quelles que soient leur religion, leur connaissance, leur ignorance, y compris du temps du Prophète, n'ont jamais eu l'idée de voir un quelconque danger dans ce tombeau. En envahissant le Hidjaz, l'armée, cimentée par l'idéologie wahhabite, les Ikhwan (les frères), a reçu l'ordre de tout raser, des ornements de la Kaaba, aux mausolées des saints jusqu'au moindre signe glorifiant un passé non saoudien, islamique ou pas, jusqu'à l'aube de l'Humanité. Comme leur avatar 'Daech' qui est en train de liquider les derniers vestiges de la Mésopotamie, berceau des civilisations.

Un monsieur de La Palisse dira c'est facile de détruire un cimetière que de construire des tombes. Quand Ibn Saoud et ses soldats rentrèrent à La Mecque, ils trouvèrent une ville morte, pétrifiée. Pèlerins, commerçants et habitants avaient fui terrorisés. Mais Ibn Saoud 1^{er}, cette « force de la nature » d'après les Anglais, savait se dépouiller du renard pour se faire agneau, quand la victoire l'exigeait. Ses rivaux, les Hachémides, « raffinés et cultivés », proches des Persans, ne purent résister au « léopard » qui avait fondu sur eux, dans leur sommeil. Les Ibn Hachim n'étaient pas fiables, incapables de se défendre, de protéger leurs ouailles, encore moins d'imaginer que la foudre peut jaillir d'un ciel limpide. C'est comparer un émir du GIA, enrichi au propre et au figuré par son « repentir » à un Tahar Djaout enterré, définitivement, sous les fleurs desséchées de sa tombe. « On ne sert une cause qu'en lui survivant » et on ne peut lui survivre qu'en attaquant le premier, sans souci du moyen.

Pour décimer un régiment de soldats turcs, les Ikhwan se transformaient en brigands, mas-

sacrant, pillant les convois de ravitaillement malgré les accords de paix, signés avec la Sublime Porte. Ibn Saoud n'hésitait pas à massacrer toute une tribu qui refusait de le suivre, à décapiter les meneurs et obligeant la foule à assister au carnage... Pour monter sur le trône d'Arabie, il pataugea dans le sang d'un demi-million de bédouins. Mechin admiratif écrit : « Tout jeune encore, le fils d'Abdul Rahman se jure d'unifier l'Arabie... Ibn Saoud partira à la conquête de son royaume, à la tête de 40 compagnons résolus. Patiemment, impatiemment, par la force et la ruse, jamais il ne cessera d'élargir son domaine... Au bout d'un demi-siècle, suzerain de La Mecque et détenteur d'un immense empire pétrolier, il se trouve à la tête d'un royaume, trois fois et demie grand comme la France, surgi, comme par miracle, des sables du désert. » Le miracle est une trinité qui s'appelle : les Américains pour le pétrole, les Français pour l'eau et les Anglais qui, abandonnant les descendants de l'oncle du Prophète, permirent la victoire des Saoudiens. De cet abandon Lawrence, l'auteur des 7 Piliers de la Sagesse, ne s'en est jamais remis : « l'imposture inaperçue habillait si juste, si bien, la camelote humaine !... Tout l'intervalle n'est que trahison ou duperie. Quand on ne détient pas l'absolu du commandement, il faut se réfugier dans l'absolu de l'obéissance. » En Arabie, on lui aurait coupé la tête, en Angleterre on l'a laissée pourrir. Le 11 septembre 2001 qui aurait dû sonner le glas du crépuscule des ex singes dorés, les a transformés en dresseurs de singes savants. Un poète, gagné à leur cause, dit : « Ce que désire la fleur du monde, ce n'est pas la sécurité matérielle, mais le danger surmonté en bonne compagnie, l'amour, le rire, le contraste et la conquête. »

Dans le monde des Ibn Saoud, il n'y a aucun danger puisque, sans amour, sans rire, sans bonne compagnie que le flot des pétrodollars qui jaillit des profondeurs pour combler le néant de la surface. Mais d'où vient leur sorcellerie ? Non seulement, ils règnent sur la conscience de 1,5 milliard de musulmans, en plus ils réussissent à faire baver tous les puissants de ce monde. À l'exception de ces satanés Persans qui refusent de se soumettre, si doués pour la menace malgré leur isolement international. Pas étonnant que ce soit Khomeiny qui a eu la seule parole sensée, sous le Croissant, depuis des siècles : internationaliser les Lieux Saints de l'Islam.

C'est durant le pèlerinage de 1979 que la France des « Lumières » avec ses gendarmes du GIGN, convertis, dans l'urgence conformément à la charia, est venue au secours des « Serviteurs » et libérer la Grande Mosquée du « serpent » iranien. Pourquoi le grand gendarme et le petit gendarme du monde, l'Amérique et la France protègent ce « degré zéro de la culture », expression du diplomate français Jean Michel Foulquier, dans son ouvrage « Arabie Saoudite, la dictature protégée » ? L'auteur évoque le témoignage d'un officier de police, à la retraite, au sujet de l'impressionnant trafic de drogue, à bord de la flotte privée de la monarchie, vers la France en contradiction totale avec l'enseignement, sans concession, dispensé par les « sauveurs » d'un Islam pur et dur. L'affaire a été divulguée par la revue allemande 'Stern' et reprise, sans entrain, comme toujours, par la presse française (1). Aucune puissance au monde n'échappe au bâton ou à la carotte wahhabites. Selon 'The Gardien' (2) « ... les dirigeants de l'Arabie Saoudite ont menacé de faciliter des attaques terroristes contre Londres si les autorités britanniques ne mettaient pas fin à des enquêtes sur des ventes d'armes les impliquant... Le prince Bandar, chef du Conseil saoudien de la sécurité nationale a été identifié... comme celui qui avait menacé... » La presse russe, aussi, a révélé que ce prince avait menacé, avec les mêmes mots, Poutine s'il s'obstinait à soutenir le régime syrien. Ajoutons Obama, Prix Nobel de la Paix, le fan de la « communauté internationale », qui n'ose pas froisser le 'Jurassic park' qui détient le pouvoir de vie ou de mort sur ses 30 millions de sujets et condamne, le monde entier, à une insécurité chronique. Pire, des bloqueurs se retrouvent en prison, en instance de flagellation pendant qu'au palais des 'Mille et une nuits', le rais américain fait honneur au méchoui que lui offrent ses illustres hôtes habillés en blanc cernés d'or et de lumière tels des anges échappés du Paradis. Pourtant, la justice américaine a été saisie sur le pourquoi de cette étrange servitude. Des victimes se sont plaintes, notamment, des femmes des Noirs, des Juifs et autres spécimens considérés comme parias par la « sainte » monarchie.

Le premier cas concerne la compagnie pétrolière d'ARAMCO, de 1959, véritable lampe d'Aladin que les Ibn Saoud n'avaient pas besoin de frotter pour passer de l'enfer de la tente

à l'eldorado du sérail. Jugeant qu'il était plus rentable d'utiliser des Autochtones que d'importer des travailleurs d'Amérique, ARAMCO a construit des logements des écoles, des hôpitaux, des universités pour avoir une main-d'œuvre locale qualifiée et en bonne santé. Des chercheurs du 'Baylor College of Medicine' ont été sollicités.

Un tri racial, confessionnel et sexuel a été imposé aux candidats. Le tribunal a conclu que seul le personnel du Collège était responsable, guidé par l'envie d'être plus royaliste que le roi. Dans un article datant de 2002 « Le scandale des relations Etats-Unis / Arabie Saoudite », signé Daniel Pipes, on peut lire : « ... En novembre 1990, le Président Bush est allé... rendre visite aux 400.000 soldats réunis en Arabie Saoudite, envoyés, là, pour protéger ce pays contre une invasion irakienne. Lorsque les autorités saoudiennes ont appris que le Président avait l'intention de dire le bénédicité, avant un dîner festif de Thanksgiving, elles ont protesté ; l'Arabie Saoudite ne connaît qu'une religion, ont-elles dit, et c'est l'Islam. Bush a obéi... En avril 2002, comme le prince héritier Abdallah d'Arabie Saoudite, véritable dirigeant du pays, était sur le point de voyager, à travers le Texas, pour rendre visite au Président Bush, des gens envoyés, en avant, ont parlé au directeur de l'aéroport de Waco... et lui ont dit qu'ils ne voulaient pas de femmes sur la passerelle et... qu'il ne devait pas y avoir de femmes pour prendre la parole dans l'avion... 'La Federal Aviation Administration' (FAA) à Waco s'est conformée à cette demande... » En 1995, le lieutenant-colonel, Martha McCally, pilote de chasse, ayant le plus haut grade, dans la Force aérienne américaine en Arabie Saoudite a porté plainte : « Je suis capable d'être en position de leadership et de voler dans les sorties de combat, en territoire ennemi, mais quand je quitte la base, je mets les clés à mes subalternes hommes, je m'assois à l'arrière et je porte la tenue musulmane qui est très dégradante et humiliante. » Ignorée par le système, elle rend l'affaire publique, le ministère de la Défense américaine, obligé de s'expliquer sur ces graves violations de la Constitution, réagit avec sagesse : il lui donne raison. En 2002, la Chambre des représentants a voté, à l'unanimité, l'interdiction pour le 'Pentagone' d'obliger les femmes soldats à porter l'abaya. Mais la situation n'a pas changé, l'armée américaine continue à acheter des abaya pour ses femmes « fortement encouragées » à respecter « la sensibilité de la nation hôte ». Traduction, celles qui copient McCally ont la certitude qu'il vaut mieux être humiliées, ouvertement, que sanctionnées subtilement...

Dans le royaume des Saoud, les grandes compagnies américaines n'emploient aucune femme parfois en contradiction avec leur logo. L'Amérique ne réagit pas plus, quand ses citoyens sont emprisonnés par les milices de la Vertu, encore moins quand des pères saoudiens kidnappent leurs enfants nés sur le sol américain pour les emmener dans leur pays... sans parler de la situation des chrétiens, des chiites... Plus étonnant, l'attitude des responsables de la Maison-Blanche, après le 11 septembre 2001. Tous les Ben Laden eurent le temps de quitter les USA, avant même que les enquêteurs ne puissent les interroger. Idem pour la princesse, Haifa al-Fayçal, épouse de l'ambassadeur saoudien aux USA, qui a donné, la veille du 11 septembre 2001, à l'un des terroristes une forte somme d'argent. Au point de faire dire au sénateur démocrate de New York, Charles Schumer, « Il semble que chaque fois que les Saoudiens sont en jeu, nous nous arrêtons (faire une enquête...) » En revanche l'administration Bush a présenté des excuses au couple... D'après le 'New York Times', l'épouse de Colin Powell et la mère du président ont même téléphoné à la princesse saoudienne pour lui témoigner leur « soutien et sympathie ». Mohamed Al Khilewi, diplomate saoudien, ayant obtenu l'asile politique aux USA a eu ce commentaire : « En ce qui concerne la relation américano-saoudienne, la Maison-Blanche devrait s'appeler la Tente Blanche. »

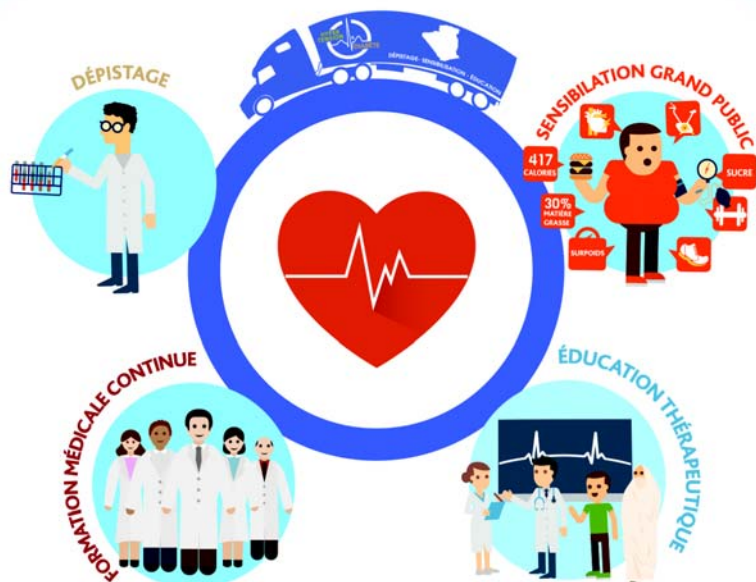
Que dire des autres pays et notamment des « pauvres » pays arabes. C'est un secret de polichinelle d'affirmer que « l'argent saoudien officiel ou non, est derrière une grande partie de la rhétorique et de l'action islamistes extrémistes, dans le monde d'aujourd'hui. » (3) On a prouvé que tout était saoudien dans le 11 septembre : l'idéologie, le personnel, l'organisation et le financement. L'ambassadeur saoudien, le prince Bandar bin Sultan explique son succès, auprès des Américains puissants : « Si la réputation vient à s'établir que les Saoudiens traitent bien leurs amis, quand ils quittent leurs fonctions...

Suite en page 16

Publicité

Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière

Le chemin de la prévention

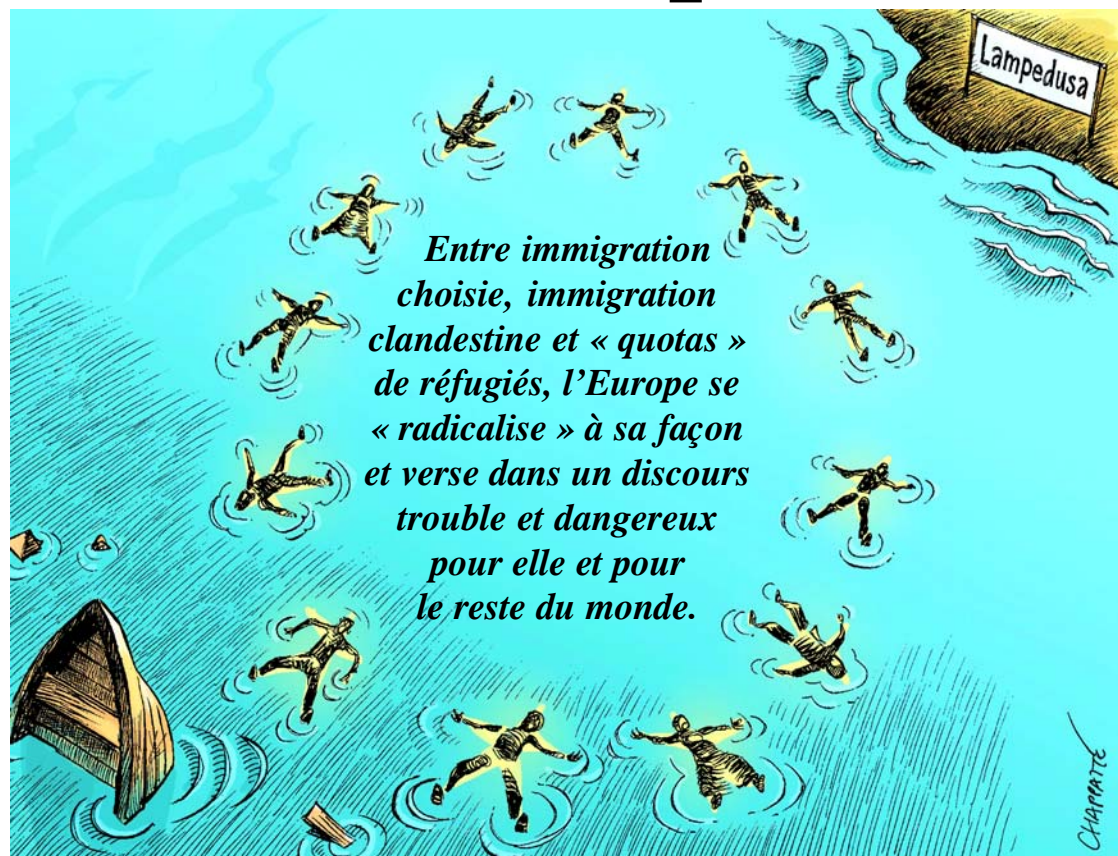


Esplanade RIADH EL FETH
du 14 au 21 Mai 2015

Mettons du cœur pour la santé et le bien-être

Pour plus d'informations, veuillez contacter le **N° Vert 30 34**

Le naufrage de l'Europe



Bruxelles : Par
M'hammedi Bouzina Med

L'Europe échappera-t-elle à son propre naufrage ? En arriver à débattre du destin d'êtres humains désespérés avec un vocabulaire mercantile de producteur agricole ou industriel en quête de parts de marché est en soi cynique, pathétique, révélateur par-dessus tout d'un risque élevé de la fin de l'idée même du « rêve » des pères fondateurs du projet européen : union, paix, liberté et humanisme. « Quotas », et en plus pas d'accord sur leurs poids, tailles et part de chacun des membres de la famille européenne. 20.000 sur deux ans pour les 28 pays de l'Union. Cela fait 10.000 par an, moins que le nombre de croisiéristes d'une seule compagnie de voyage sur la seule mer Méditerranée au cours d'un seul été. A peine annoncée, la proposition du nouveau président de la Commission européenne a provoqué une dispute honteuse des dirigeants européens : « Non aux quotas de réfugiés ! », a crié le Premier ministre français. « La Grande-Bretagne n'est pas concernée par les quotas ! », répliqua David Cameron, fraîchement réélu. Jusqu'au Hongrois Victor Orban qui répond lui aussi qu'il n'est et ne sera jamais question pour son pays d'accepter des lots de réfugiés chez lui. 10.000 réfugiés à accueillir au milieu de plus de 500 millions d'Européens et le reste à refouler, à abandonner au ventre de la mer ou à « couler » sur les rives de la Libye et celles de tout le sud méditerranéen, et l'Europe estime que c'en est trop.

Mais pour se donner bonne conscience, l'Europe veut prendre à témoin le reste du monde et l'impliquer pour légitimer ce projet fou de piraterie moderne : elle saisi le Conseil de sécurité de l'ONU pour « l'autorisation » de lancer ses frégates et navires de guerre à l'abordage contre des rafiots, barques et chaloupes bondés de moribonds, de misérables êtres humains en détresse, à la recherche d'une aide, d'un geste de générosité, d'un secours, d'une main tendue.

Prévoyant le refus de la Russie de Vladimir Poutine, le Conseil de sécurité a opposé un niét. Même pas l'effort de discuter d'une telle réso-

lution. En souvenir, aussi et sans doute, de la précédente résolution sur la Libye terminée en invasion militaire et le chaos en cours qui déverse ses flots de réfugiés contre lesquels l'Europe veut encore « guerroyer ». Du coup, comme alertée sur la folie de son projet, l'Europe charge ses ministres des Affaires étrangères, lors de leur réunion au Luxembourg de lundi dernier, de convertir le projet de piratages des rafiots de réfugiés en un autre projet si répété par le passé, si « vague » et incertain : « démanteler le modèle économique des trafiquants et passeurs » annonce le communiqué du Conseil des ministres. Il ajoute « déployer un effort systématique pour identifier, capturer les bateaux et équipement utilisés par les trafiquants. »

Comment, par qui et à quel prix ? En renforçant l'opération « Triton » menée par l'Italie et celle dite « Poséidon » aux mains de la Grèce. L'Agence « Frontex » n'a pas été évoquée. L'UE s'est donné jusqu'à la fin juin prochain pour évaluer, lors du Sommet européen, le bilan de ces opérations en mer. Au final, ce seront les mêmes pays du sud méditerranéen, particulièrement l'Italie, la Grèce et Malte qui devront se débrouiller avec les réfugiés. Face à la problématique du siècle, c'est-à-dire le déplacement des populations en raison des guerres, sécheresses, violences politiques et les effets d'une mondialisation économique menée et imposée par les Occidentaux, l'Europe n'a de réponse autre que celle de la fermeture, de l'égoïsme, de la force et de la violence. Autrement dit, l'Europe et les Occidentaux d'une manière générale détruisent les frontières économiques pour la libre circulation des marchandises au nom de la mondialisation, imposent leur modèle financier et économique et érigent dans le même temps des frontières et des forteresses contre la circulation des êtres humains qui fuient les conséquences désastreuses de cette même mondialisation. Mieux, menacée par une inversion de la pyramide des âges, un vieillissement de sa population active, l'Europe affirme un besoin urgent de 20 millions d'immigrés pour les 20 prochaines années et refuse 10.000 réfugiés par an. Calculons : 10.000 X 20 = 200.000. Il restera à l'Europe de trouver 19 millions et 800.000 mille autres « étrangers » pour les 20 ans à venir afin de sauver son actuel

modèle économique. Etrange fin de courses : l'immigration si décriée attendue en sauveur futur du modèle social européen. Etrange discours politique ambiant sur les « étrangers ». Enfermés dans des surenchères politiciennes, obsédés par les rendez-vous électoraux, les leaders européens cultivent et engraisent les terreaux des idéologies nationalistes, révisionnistes, racistes et désespèrent leurs concitoyens du projet commun d'une Europe ambitieuse, sereine, solidaire et fraternelle et surtout engagée pour une paix chez elle et avec les autres. L'image offerte par l'Europe en Méditerranée se répercute à l'autre bout du monde : en Asie du Sud-est. La Malaisie, les Philippines, l'Indonésie abandonnent des naufragés birmans et bangladeshis fuyant la misère et la violence. Excepté quelques centaines de réfugiés recueillis en Indonésie par des habitants et des associations, les rafiots et chalutiers à la dérive sont repoussés au large. Personne ne sait ce qu'ils sont devenus. Les Européens, si prompts à donner des leçons d'humanisme aux autres, se sont tus. Silence.

Ils ne peuvent pas cette fois-ci ; ils l'ont pire et donnent l'exemple en Méditerranée. Qui va sonner l'alerte sur ces drames quotidiens qui se répètent et s'intensifient ? Où vont finir tous ces malheureux et ceux qui suivront ? Le département de l'immigration (OIM) de l'ONU ? Ce « forum » mondial qu'est devenu l'ONU semble impuissant face à la multiplication des tragédies à travers le monde. 70 ans après sa fondation, les injustices dans le monde n'ont jamais été aussi violentes contre les plus faibles, les plus pauvres et démunis. 70 ans après la création de l'ONU, les Occidentaux n'ont jamais été aussi riches, puissants et les plus pauvres plus pauvres. Entre les désastres des guerres au Proche et Moyen-Orient, l'anarchie et le chaos en Libye, l'instabilité politique et risques de conflits dans les pays du Sahel, les flots de survivants et de réfugiés submergeront l'Europe. Une raison suffisante pour qu'elle change sa conception « agressive » de la géopolitique et en reconnaissant sa part de responsabilité dans le désordre mondial.

A commencer par, vite, bannir ce discours stupide sur la question migratoire en évitant de confondre des êtres humains avec des produits manufacturés ou agricoles.

Le Monde des Ibn Saoud

Suite de la page 15

Vous seriez surpris de voir combien vous avez d'excellents amis lorsque vous venez juste d'entrer en fonctions. Traduction : la corruption. Le bakchich. Pour paralyser l'administration de l'Oncle Sam, en leur faveur, les Ibn Saoud n'hésitent pas à corrompre les fonctionnaires bien placés, à offrir de fabuleux cachets aux ténors du barreau pour leur garantir une réputation immaculée etc. Heureusement que les pères fondateurs de l'Amérique ont eu la prudence de donner au dragon plusieurs têtes. Aujourd'hui ce qui empêche les USA de s'agenouiller, sans s'allonger, aux pieds des Ibn Saoud c'est ses élus. Cette démocratie participative qui permet à chaque citoyen de sanctionner le temps d'un vote. Les gardiens de l'Islam, pour ne pas dire ses kidnappeurs, ne reconnaissent aucune élection que celle divine dont seuls eux en sont bénéficiaires. Le Président Roosevelt avait, déjà, un pied dans la tombe quand il signa l'accord avec Ibn Saoud, deux hommes puissants vieux malades intelligents, mais là où le premier complète, avec une sorte de naïveté relative, l'autre lui oppose une brutalité définitive. Le président américain aurait dû se méfier quand il a su que son invité a pris la précaution de venir au rendez-vous historique du 'Quinty' avec plusieurs otages de tribus dont il suspectait la fidélité. Au contraire, Roosevelt fut impressionné : « Parmi tous les hommes auxquels j'ai eu affaire, au cours de ma vie, je n'en ai pas rencontré un seul dont j'ai pu moins tirer que ce monarque arabe à la volonté de fer. »

Trois ans avant la mort du Patriar- che saoudien, un délégué de l'ONU, invité au Palais exprima sa fascination à la vue des milliers de lampadaires s'allumant, dès la tombée de la nuit, cernant en lucioles jusqu'à l'horizon, les alentours paradisiaques de la résidence royale.

Assis sur le fauteuil roulant, cadeau de Roosevelt, Saoud leur précisa : « Ce que vous voyez là, Excellence, ce sont les colliers de perles de l'Arabie nouvelle. Cependant, les plus beaux bijoux que je possède, ce ne sont pas ces lumières. Ce sont mes fils... Si Dieu les aide autant qu'il m'a aidé... ils arbitreront, un jour, les destinées de plus de 100 millions de Croyants. » Son excellence s'étonna : « N'est-il pas imprudent de vouloir prévoir aussi loin ? Le monde vit sur un volcan... » Réponse du géniteur des bijoux : « Il n'est de pouvoir qu'en Dieu... Il m'est apparu dans le désert, au temps de ma jeunesse, et m'a dit une parole que je n'ai jamais oubliée. C'est elle qui a inspiré tous les actes de ma vie... » « Peut-on savoir ce qu'il a dit à votre Majesté ? » Après réflexion, le souverain inspira répliqua : « Pour moi tout n'est qu'un moyen, même l'obstacle. » Une réponse terrifiante et sans camouflage. Un pouvoir absolu sur des millions d'êtres humains avec même l'obstacle comme moyen. À l'annonce de son décès, tous les habitants se sont figés, sur place, comme des marionnettes coupées de leur fil, la mort du Prophète n'avait pas suscité un tel effet : « Lorsque les habitants... apprirent que le cœur, le plus puissant d'Arabie, avait cessé de battre, ils furent saisis d'une sorte de stupeur. » Si la nature après 50 naissances donne un génie, à la race humaine, dans le monde arabe, elle est contrainte de le faire naître dans le harem des Ibn Saoud ou de

l'étouffer dans le ventre de sa mère. L'or noir, en imbibant les sables d'Arabie, les a rendus mouvants.

Le prophète se contente de fabriquer des fatwas, plus c'est hallucinant plus c'est amusant. Quant au frère siamois, le guerrier, il est devenu « roi fainéant » sans perdre une once de gloire grâce au « serment des barbares ». Le Liban, l'Irak, l'Algérie, la Libye, la Syrie, le Yémen... tous doivent goûter, à égalité, la décadence noire sous l'étendard noir. Un Khalid Ibn Walid est remplacé par un taulard, un drogué, un maboul, c'est bien pratique pour ne pas salir d'augustes mains. Qui mieux que les pétrodollars savent diluer les encombrantes nationalités, engendrées par le leurre des indépendances.

Lawrence d'Arabie ajoute : « On peut lier les Arabes à une idée, comme à une longe. La libre allégeance de leurs esprits en fait des serviteurs fidèles et soumis. Aucun d'eux n'essaie de s'échapper avant le succès. On les entraînerait aux quatre coins du monde, rien qu'en leur montrant les richesses et les plaisirs de la terre. Mais qu'ils rencontrent sur leur route le prophète d'une idée, sans toit pour abriter sa tête et sans autre moyen de subsistance que la chasse ou la charité, et ils le suivront aussitôt... Ce sont d'incorruptibles enfants idéalistes, aveugles aux couleurs comme aux nuances... peuple aussi instable que l'eau, mais, précisément comme l'eau, assuré, peut-être, à la fin de la victoire... ». Imaginer les Lieux Saints sans les Ibn Saoud c'est rêver d'une Algérie, sans FLN et sans généraux. Le ressort a perdu son élasticité, mais quel ressort ? Les opposants survivants ont peur du changement, ils finissent tôt, pourquoi une malédiction renouvelée ne vire pas à la bénédiction ? Les Anciens croyaient que c'est l'obstiné qui remporte la victoire sur le méchant. Aujourd'hui, la cellule maboule s'est mise à fabriquer l'obstiné avec la pâte du méchant et vice-versa. L'Arabie Saoudite n'a rien cédé, la « volonté de fer » du Patriar- che guide les fils sans avoir besoin d'utiliser la ruse et la prudence. Rien qu'un léger lifting pour s'adapter au look du monde moderne. Par contre, le monde moderne semble s'adapter à elle, en profondeur. Les rats et les cafards survivent bien aux abeilles et aux papillons. 20 années plus tard, après le livre 'Ibn Saoud', Benoist Mechin écrit en 1974, sa déception dans Un Printemps Arabe : « et si c'est la faute aux Arabes, ces grands enfants du désert, si les vapeurs du pétrole leur sont montées à la tête... Abdul Wahab les avait cuirassés d'austérité, parce qu'ils les avaient avides et jouisseurs. »

La cuirasse est brisée et l'avidité triomphe... » Aujourd'hui, ce commentaire ferait sourire les « Indignés » et les psychologues. Pour les premiers, le désenchantement est omniprésent, les vapeurs pétrolières ont envahi la planète entière. Par nature, l'enfant est joueur, l'adulte joueur s'il ne se l'interdisait les lignes rouges qui menacent l'équilibre social. Quant aux seconds, confortés par moult expériences scientifiques, les spécialistes de la nature humaine savent qu'on ne peut cuirasser le genre humain, sans le déshumaniser, en faire un Frankenstein, un zombie. En plus, qui peut avoir la prétention de cuirasser des millions de ses semblables sinon un malade mental ?

M. M.

1 : Quotidien français 'Libération' 2 août 1995
2 : 'The Gardien' 15 janvier 2008
3 : Ben Gilman (président des relations internationales)

Le casse-tête des cours particuliers

Pour la plupart des élèves, le marathon de la Sanawiya amma commence par l'inscription dans un centre de cours particuliers, où il faut réserver sa place plusieurs mois auparavant. Un véritable parcours du combattant.



Chaque année, c'est le même scénario. Avant même de terminer leur deuxième secondaire, les élèves sont déjà engagés dans la troisième secondaire, le fameux baccalauréat. Pour décrocher leur diplôme, ils devront travailler sans relâche pendant 365 jours. Deux ans d'affilée de dur labeur. En effet, l'année du bac est décisive et durant laquelle les familles doivent jongler pour que leurs enfants obtiennent le plus haut pourcentage de notes, sans lequel ils ne pourront pas s'inscrire dans les facultés de leur choix où les places sont limitées (100 247 places pour 625 538 candidats).

Selon le rapport du bureau d'orientation du bac pour l'année 2014, le pourcentage d'admission à la faculté de médecine était de 97,8 %, 97,3 % en chirurgie dentaire, 96,3 % en pharmacie, 91,6 % en polytechnique, 94,6 % en économie et sciences politiques et 92,8 % pour la faculté de communications de masse. La compétition s'annonce farouche et les parents doivent tout prévoir à l'avance.

Dans un centre réservé aux cours particuliers situé dans le quartier d'Héliopolis, le téléphone ne cesse de sonner. Il faut à tout prix réserver une place avec l'un des meilleurs professeurs de chimie. Deux fonctionnaires se chargent d'organiser l'affaire. Le premier s'assure que l'élève est déjà inscrit sur la liste, avant de remettre aux parents un bon pour le versement de 2 600 L.E. Une somme à payer à l'avance pour s'assurer que l'élève va suivre les cours. Là, un délai de 10 jours est accordé aux parents pour la réservation. Les retardataires risquent de ne pas trouver de place.

Dalia Oussama, 42 ans, dentiste et maman d'un garçon qui doit passer le bac l'année prochaine fait la queue. Elle a dû prendre un congé pour accomplir cette mission. Des disputes éclatent entre les employés et certains parents d'élèves venus réserver des places à leurs enfants. La réponse du fonctionnaire est claire : «la priorité va aux élèves qui ont réservé au mois de novembre dernier par téléphone. Ceux qui ne l'ont pas fait seront sur la liste d'attente jusqu'à ce que les professeurs acceptent de prendre des élèves en plus», lance le fonctionnaire sur un ton ferme. Et c'est le parcours du combattant qui commence.

Dans les écoles, les classes sont quasiment désertes depuis la mi-avril puisque la plupart des élèves suivent des cours particuliers de révision dans les centres. Une réalité qui a obligé

les écoles à suivre ce système qui dure depuis des années. «Nous n'avons pas le choix. Nous sommes obligés de suivre ce système malgré nous», confie Dalia qui se presse dans les couloirs du centre pour accomplir cette mission délicate. Le fonctionnaire lui remet un papier sur lequel est indiqué le reste de la somme à payer en trois versements. «Bien que les cours particuliers pour le bac ne commencent qu'au mois d'août prochain, nous devons prendre nos dispositions une année à l'avance. Les centres nous obligent à verser des sommes très tôt, car les places sont limitées par rapport au nombre d'élèves qui se présentent. J'ai dû faire une tontine de 26 000 L.E. pour payer les quatre matières importantes, à savoir les maths (9 250 L.E.), la chimie (7 100 L.E.), la physique (6 000 L.E.) et l'anglais (3 200 L.E.) sans compter les cours de français et d'arabe qui sont payés au fur et à mesure, environ 130 L.E. par semaine. Et puis il y a les frais de scolarité, alors que les élèves ne vont plus à l'école depuis les fêtes de fin d'année. Cela nécessite un budget important même si je gagne 15 000 L.E. par mois», avance-t-elle.

Pour l'économiste Salma Hussein, c'est une vraie compétition, car les chances d'emploi sont rares sur le marché du travail. «Les familles n'hésitent pas à payer pour assurer l'avenir de leurs enfants. C'est le reflet d'un système où celui qui a de l'argent peut assurer un meilleur avenir à ses enfants», avance-t-elle. Un avis partagé par le Dr Kamal Moghis, chercheur au Centre des recherches pédagogiques. «La bataille a lieu souvent entre les 32 % de lycéens issus de la classe pauvre qui ont réussi à accéder au bac et ceux de la classe moyenne dont le niveau de vie a beaucoup baissé. Dans ces deux catégories, l'éducation est primordiale pour améliorer les conditions de vie», confie Moghis.

Et dans cette course contre la montre, celui qui va jouer le rôle du coach, c'est le professeur. Chaque famille souhaite fournir à son enfant le meilleur «coach» possible. Pour cela, elle se base sur les conseils des parents dont les enfants ont déjà passé le bac une ou deux années auparavant et qui habitent généralement le même quartier. «Les professeurs de troisième secondaire agissent comme des stars de cinéma. Leurs actions ne cessent de monter en Bourse en fonction des pourcentages obtenus par leurs élèves. Un bon professeur impose ses conditions, il est maître du jeu. Avant l'apparition des centres de cours particuliers à la fin des années 1980, la somme versée par les parents était répartie en deux moitiés,



l'une pour le prof, l'autre pour le centre. Car les professeurs avaient besoin de ces centres pour se faire connaître, chacun suivant ses compétences. Aujourd'hui, la situation a changé et le centre ne reçoit qu'entre 15 et 20 % de la somme. C'est grâce au professeur que les centres deviennent célèbres», se lamente Magued, propriétaire de plusieurs centres dans les quartiers de Madinet Nasr et d'Héliopolis. «Certains professeurs ont même ouvert leurs propres centres», poursuit-il. Pire encore, ils imposaient aux élèves la révision des cours dès la deuxième année secondaire sous prétexte que ces élèves puissent mieux comprendre leur méthode d'enseignement, alors qu'en réalité, c'était pour multiplier les gains. En effet, jusqu'en 2012, le bac était étalé sur deux ans avant qu'il ne soit ramené à un an seulement.

D'autres professeurs n'acceptent pas tout le monde. Ils exigent que les notes des élèves dans la matière souhaitée ne soient pas inférieures à un certain stade. Ils prennent les élèves les plus studieux afin de faire moins d'effort, mais aussi pour garder leur bonne réputation. Selon Mervat Emam, directrice adjointe d'une école à Héliouan, trois critères déterminent les honoraires du professeur. La langue dans laquelle est enseignée la matière, le quartier où se trouve le centre qui donne les cours particuliers et les résultats réalisés par le professeur au cours des années précédentes. Ainsi, un cours de chimie en arabe coûte 23 L.E., en anglais c'est 60 L.E. et en français ou en allemand, cela atteint les 150 L.E. «Le même professeur exigera plus d'argent dans un quartier huppé comme Maadi, alors que dans un quartier modeste, il baissera ses prix, à l'exemple de la région de Wadi Houf», assure la même source.

Mais certains parents ne peuvent pas payer les meilleurs professeurs. C'est le cas de Ghada Ahmad, 46 ans, traductrice dont le fils passe le bac l'année prochaine. Elle confie avoir choisi des professeurs moins connus. «Je n'ai pas voulu courir derrière les stars, je veux que mon fils prenne ses cours à la maison pour qu'il ne perde pas de temps dans les moyens de transport. D'ailleurs, j'ai refusé de l'inscrire dans ces centres qui ressemblent à une boîte de sardines

et où le nombre d'élèves peut atteindre les 200», confie-t-elle.

Lobna, élève en terminale, est déjà lancée dans cette compétition. Elle confie l'avoir commencée depuis le mois d'août dernier. «Je me sens déjà épuisée et l'année a été éreintante et stressante. Je n'ai pas le temps de souffler, car mon emploi du temps est surchargé. J'assiste à deux cours par jour pour compenser la journée scolaire. Je dois réviser un programme chargé, environ 15 pages pour chacune des cinq matières afin de pouvoir suivre. Et ce, sans compter les examens qui ont lieu régulièrement. Je me sens lessivée. De plus, les professeurs menacent de nous mettre à la porte si on obtient de mauvaises notes», dit la jeune fille qui a perdu son sourire, car elle doit travailler 10 heures par jour. Une chose qui a bouleversé le quotidien de sa famille. Tous les membres de la famille sont privés de sorties et de divertissements. «Ma vie dépend totalement des professeurs qui ne veulent pas ralentir le rythme. Même pendant les congés de Pâques, personne n'est sorti hors du Caire, car les cours ont été intensifiés sous prétexte que les examens de fin d'année approchent», assure la jeune fille qui déjà commencé certaines matières au second trimestre comme la géologie, sans compter les cours de grammaire qu'elle prend chez elle pour compenser les leçons qu'elle a ratées en classe. Elle vient de terminer un cours de biologie et se hâte pour prendre un sandwich dans une gargote avant d'aller à un cours de français dans un autre centre. Dans les moyens de transport, elle profite du temps pour réviser le vocabulaire. Pas une minute à perdre. Une raison qui a poussé la jeune fille à remplacer son portable par un autre démodé afin de ne pas perdre son temps sur Facebook ou Whatsapp.

A Imbaba, quartier populaire, la même scène se répète. Mariam est fille d'un fonctionnaire à la retraite et dont la pension ne dépasse pas les 500 L.E. «Le prix d'une matière dans un centre de cours particuliers peut atteindre les 600 L.E. Autre chose, nous sommes obligés de payer le prix des examens que les professeurs nous

imposent chaque mois, (entre 20 et 40 L.E. par mois), sans compter les leçons à photocopier et les frais de transport», énumère Mariam. «Ma mère a lancé un projet de préparation de repas chauds qu'elle livre aux familles des alentours afin de couvrir les dépenses de l'année», poursuit la jeune fille qui assure que dans ce même quartier, les institutions religieuses et caritatives aident les élèves et leur donnent des cours à bas prix. Malgré ce calvaire, Mariam, comme les autres élèves de la terminale, ne peut s'empêcher de penser à l'avenir. «Il est vrai que le bac est un cauchemar, mais il peut aussi être le début du rêve», conclut la jeune fille.

HISTOIRE D'UN DIPLÔME

Avant l'époque de Mohamad Ali pacha (1805-1848), l'Égypte ne connaissait pas le système du bac. Les enfants recevaient une éducation religieuse dans les kottab (cercles d'apprentissage non officiels) pour étudier le Coran ou bien la Bible. En 1837, on a créé le Diwan des écoles qui est devenu plus tard le ministère de l'Enseignement. Le pays n'avait pas encore connu un examen national du bac. Chaque école supérieure organisait ses propres contrôles.

En 1905, les écoles secondaires ont témoigné d'une réforme. La durée des études était de quatre ans et en deux étapes. Après la première, l'élève obtenait le certificat d'Al-Kafaâ (compétence) qui lui permettait d'occuper des postes modestes au gouvernement. Quant à la deuxième étape, elle comprenait deux sections, lettres et sciences. L'élève qui terminait cette étape obtenait le baccalauréat.

En 1920, il y avait en Égypte 9 écoles secondaires, et la première école secondaire pour filles a été créée.

En 1951, une deuxième réforme a été initiée par Taha Hussein, alors ministre de l'Enseignement. Les élèves devaient faire cinq ans d'études pour obtenir la Tawguihiya avant de faire leur entrée à l'université.

En 1956, on a séparé le cycle préparatoire, qui dure trois ans, du cycle secondaire, trois ans aussi aux termes desquels l'élève obtient la Sanawiya amma.

Etats-Unis: mort de Ben Laden, une enquête très polémique

Depuis la publication, le 10 mai, dans la London Review of Books de l'enquête du journaliste américain Seymour Hersh sur le raid qui a coûté la vie au chef d'Al-Qaïda.



Est-ce l'enquête de trop pour le vétéran des journalistes d'investigation américains, Seymour Hersh, âgé de 78 ans et lauréat d'un Pulitzer ? Ou est-ce au contraire le dernier coup d'éclat d'un journaliste à l'ancienne qui n'a jamais reculé pour faire éclater la vérité ?

Une chose est sûre, la publication de l'enquête remettant en cause la version de la Maison-Blanche du raid sur Abbottabad qui a coûté la vie à Oussama ben Laden, en mai 2011, ne laisse pas le Landernau médiatique américain indifférent.

Et pour cause, Seymour Hersh est presque une légende du journalisme d'investigation aux Etats-Unis : c'est lui qui a révélé le massacre [504 victimes] de My Lai par l'armée américaine au Vietnam en mars 1968, ainsi que le scandale de la torture dans la prison irakienne d'Abou Ghraïb en 2004.

UNE NOUVELLE VERSION DE LA MORT DE BEN LADEN

D'aucuns, à l'instar du site internet Vox, n'hésitent cependant pas à parler du penchant du journaliste pour la théorie du complot. Pour le journaliste Max Fisher, "l'enquête de Seymour Hersh est certes impressionnante à lire, mais elle ne résiste pas à un examen minutieux des faits et est bourrée de contradictions et d'incohérences". Elle serait une bonne illustration de la dérive de Seymour Hersh "qui s'est éloigné, ces dernières années, du journalisme d'in-

vestigation pour s'engager sur le terrain glissant des conspirations". Parmi les griefs retenus par Vox contre Hersh, le fait que son enquête ne repose que sur deux sources : Asad Durrani, ancien chef du renseignement militaire pakistanais entre 1990 et 1992, et une source anonyme issue des rangs du renseignement américain.

The Wall Street Journal relève, pour sa part, "trois raisons d'être sceptique" au sujet de la version donnée par Seymour Hersh de la mort de Ben Laden. Là encore, la fiabilité des sources est mise en cause, ainsi que la crédibilité des longues citations émaillant l'article et "le fait que, début 2011, les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis traversaient une crise profonde, ce qui invalide l'idée que la CIA et les services de renseignements pakistanais aient pu coopérer de façon étroite pour organiser un raid contre Oussama ben Laden".

The New York Times, quant à lui, reste prudent. "Quatre ans après le raid des forces spéciales américaines sur la résidence de Ben Laden à Abbottabad, des questions persistantes demeurent sur le raid en lui-même et la manière dont celui-ci a été monté", souligne le quotidien en préambule. Le New York Times se fait également l'écho de la réaction du porte-parole de la Maison-Blanche, Josh Earnest, qui a déclaré que "l'article était truffé d'inexactitudes et de mensonges".

Pour le quotidien de la Grosse Pomme, l'enquête de Seymour Hersh "mêle des alternatives plausibles à la version présentée par la Maison-Blanche avec des affirmations plus douteuses". Et le journal de conclure : "L'article aurait probablement fait beaucoup moins de bruit si le gouvernement Obama n'avait pas fourni des détails souvent contradictoires après le raid et laissé de nombreuses questions sans réponse."

Rencontre avec Fatima Azzahra, interdite de soleil, qui vit la nuit pour protéger sa vie

TELQUEL

Quand Fatima Azzahra décide enfin d'entrer dans le salon pour nous rencontrer, la pièce s'illumine. Un comble pour cette jeune fille qui ne peut s'exposer à la lumière du jour. Et pourtant, sa peau tachetée n'enlève rien à sa beauté et son sourire timide. Si elle est peu bavarde, son père El Habib, qui a changé de vie pour celle qu'il protège comme un trésor, n'a aucun mal à nous décrire son quotidien.

Fatima Azzahra, aujourd'hui âgée de 23 ans, est atteinte de la Xeroderma Pigmentosum. Les personnes qui en sont atteintes contractent des cancers de la peau et des yeux s'ils s'exposent aux UV.

UNE VIE NOCTURNE

C'est à deux ans qu'a été diagnostiquée la maladie de Fatima Azzahra, qui commençait alors à avoir des tâches sur la peau. «Au début, quand le médecin me l'a dit, je ne l'ai pas cru. Un autre me l'a confirmé mais je n'ai pas tout de suite pris conscience de la gravité de la maladie», nous explique El Habib. Dans un premier temps, il a donc décidé de scolariser sa fille, qui se rendait tous les jours à l'école, bien que protégée par de l'écran total. Mais quand Fatima Azzahra est arrivée au CM2 et que son père voyait les tâches se multiplier, il a décidé de changer de vie.

Il a alors quitté son travail pour se consacrer à sa fille, faute de pouvoir la scolariser dans une école spécialisée, comme cela existe en Europe. Fatima Azzahra ne vit plus le jour. A partir de 20 heures, elle a enfin le droit de sortir de chez elle. Après quelques heures passées avec ses amis, elle regagne la maison, où elle dîne seule. Internet et la télévision l'occupent ensuite jusqu'à 5 heures du matin, heure à laquelle elle a l'habitude de se coucher. L'appartement, dont les fenêtres sont couvertes de films protecteurs filtrant les UV, est alors très calme, les uns vivant le jour

«Les enfants de la lune» sont atteints d'une maladie très rare qui les empêche de s'exposer à la lumière du jour, au risque de contracter des cancers de la peau. A l'occasion d'un gala de charité organisé en leur faveur, rencontre avec Fatima Azzahra, l'une d'entre eux.



et «la princesse de la maison», comme l'appelle son père, la nuit.

UNE PEAU À SURVEILLER DE PRÈS

Toute la vie familiale est en effet organisée autour d'elle. «On ne peut jamais aller à la plage. Sinon elle me dit 'c'est interdit pour moi donc pour vous aussi', nous explique par exemple El Habib qui qualifie son activité de «psychologue». «Parfois il faut la secouer pour lui faire oublier la maladie et la traiter comme tout le monde», nous explique son père. D'un autre côté, il sait lui procurer un peu de bonheur.

Ce père de famille serait prêt à tout

pour le sourire de sa fille, qu'il ne cesse de décrire comme étant sa «moitié». Il a par exemple campé pendant des heures devant le Hyatt Regency de Casablanca, rien que pour qu'elle puisse se prendre en photo avec son idole, la chanteuse libanaise Amal Hijazi. D'ailleurs, Fatima Azzahra esquisse son plus beau sourire au moment de nous montrer le fameux cliché.

Fatima Azzahra et sa famille surveillent sans cesse sa peau. Quand certaines tâches deviennent noires : cri d'alarme, tumeur à l'horizon, opération en urgence. La jeune fille a ainsi déjà subi une quarantaine d'interventions chirurgicales. Les tu-

meurs touchent en premier le nez et les lèvres.

«ELLE N'A AUCUN OBJECTIF DANS LA VIE»

Si on les appelle «les enfants de la lune» c'est que leur espérance de vie est très limitée. El Habib Ghazaoui, vice-président de l'association de solidarité avec les enfants de la lune, a connu plusieurs enfants maintenant décédés. En général, les parents avaient fait le choix d'offrir une vie «normale» à leurs enfants, jusqu'à ce que la mort les emporte. «On connaît quelqu'un qui a eu son bac, mais il a perdu la vie après». Lui a préféré placer sa fille dans un cocon, cons-

cient d'être impuissant face à ce qu'il appelle «l'inévitable».

L'espérance de vie des personnes atteintes de Xeroderma Pigmentosum, lorsqu'elles ne sont pas protégées du soleil, est de moins de 20 ans, en raison du développement de multiples cancers. En suivant des mesures très rigoureuses permettant d'éviter complètement les UV, les personnes atteintes peuvent vivre plus longtemps, mais on manque de recul pour avoir des données précises.

«C'est la routine», nous explique timidement Fatima Azzahra lorsqu'on lui demande de nous décrire ses activités quotidiennes. Elle avoue ne pas réussir à se projeter dans l'avenir, «elle n'a aucun rêve», commente tristement son père. Toute menue, la jeune fille fait preuve d'une grande maturité, mais «quand elle était petite, elle a eu beaucoup de mal à accepter. Elle se frottait contre sa mère pour avoir la même peau qu'elle», se souvient El Habib.

PLUS DE 20 000 DIRHAMS DE FRAIS MÉDICAUX PAR AN

300 enfants atteints de la maladie sont recensés au Maroc, mais il doit en exister beaucoup plus. Comme la consanguinité est parfois à l'origine de la maladie, celle-ci a une prévalence de 1 sur cent mille dans les pays arabes, contre 1 sur un million dans le reste du monde. Entre masque pour sortir, écran total dont l'application est à renouveler toutes les heures et opérations, les coûts sont très difficiles à supporter, 20 000 dirhams par an environ. Pourtant, l'Etat ne prend rien de tout cela en charge. «Certaines familles ne peuvent pas gérer», s'alarme El Habib.

Alors, des associations mènent de temps en temps des collectes. Le 23 mai prochain les deux associations Lueur d'espoir Casablanca et le Rotaract Iscae organisent un gala de charité au Sheraton de Casablanca en faveur de ces enfants malades. Les billets sont vendus à 500 dirhams (300 pour les étudiants) et l'ensemble des gains sera reversé à l'association des enfants de la lune.

Le Tunisien entre stress et «Tanbir» !

Tous les jours j'entends: «J'ai une boule dans la gorge, j'ai une sensation d'oppression thoracique, j'ai des palpitations cela ne peut plus durer».



RÉALITÉS TUNISIE

Pourquoi cette tension, ce sentiment d'angoisse ont-ils augmenté chez nous ? Le tunisien semble plus stressé et plus vulnérable. La violence a augmenté qu'elle soit dirigée contre soi ou envers les autres ! Certes, toute période de transition entraîne un changement voire souvent un bouleversement de repères et de références; ce qui induit aussi des troubles exis-

tentiels de personnalité. Des enfants se donnent la mort de plus en plus jeunes, chose jamais vue auparavant. Pourquoi ?

Nous sommes effectivement passés d'une société où la primauté concerne avant tout l'ordre avec le respect de la «discipline» et souvent la «peur» du pouvoir à une société de «compétition» où les vulnérables à divers points de vue, ceux qui ne rentrent pas dans le moule sont exclus, rejetés, et surtout se sentent dévalorisés... Le sentiment de «hogra» qui veut dire mépris et dédain signifie que nous ne sommes pas écoutés!... nous n'avons pas de répondants!... «ils ne font rien pour

nous»... le pouvoir ne nous écoute pas!», nous n'avons pas de protecteur; avec le sentiment du père perdu ! Certes, nous avons eu un père, un bon père, pendant 31 ans puis un faux père et nous avons cherché par la suite un grand père, puisque il n'y avait pas de père disponible. A un grand père, on demande beaucoup comme le font les petits enfants gâtés! Certes les besoins sont immenses et justifiés; mais en échange on ne pense pas à ce que nous pouvons donner et à la nécessité de s'atteler à travailler pour le pays.

Des mois après les élections, ou en sommes-nous de nos espérances ! Déçus, oui, nous le sommes mais si c'était à refaire, on ferait le

même choix ! Pourquoi ? Il vaut mieux qu'on cohabite en ayant la majorité «relative» que le contraire. Oui il est actuellement illusoire de croire qu'on peut gérer un pays comme le nôtre sans serrer la poigne... on attendait un miracle! On pensait que le tunisien allait travailler doublement. Le tunisien n'a pas une psychologie qui lui est propre, le tunisien «exporté» se tue au travail et brille en général. Mais aujourd'hui il est dans la transgression.

Il est impossible de faire abstraction de près de la moitié de la population qui vit dans la difficulté dans toutes les sphères ! Une bonne frange de gens vit par la «débrouillardise» et la transgression.

OÙ EST L'ERREUR ?

Les réseaux sociaux et les media «trop muselés auparavant» sont un lieu de déchainement général avec ses failles et ses forces. Les cris qui en sortent sont le plus souvent un genre de catharsis et sont «dépressogènes». On ne sait plus qui est expert ? qui est le charlatan ? Qui est de bonne foi ? Chaque faction a son site et les problèmes sont abordés d'une manière superficielle en «surfant» sur le BUZZ.

On est trop critique, rien ne nous plait; est-ce cela la démocratie ? Car en démocratie, on ne peut censurer ! Et pour interdire, il faut une raison ! Alors que pourrait-on interdire ? Et au nom de quoi ? Actuellement on semble perdre de plus en plus la fonction du réel, le sens du relatif et la nécessité de respecter la bienséance comme l'exigeaient les règles de l'art classique au XVII^{ème} siècle ! Reprenons pied et regardons ce beau pays, cette mer, ce soleil, cette place que géographiquement la Tunisie a dans le monde et dans l'histoire. Cessons d'être dans la consommation pour se consoler de certaines frustrations narcissiques. Oui, frustrations non constructives. Il ne s'agit pas de l'opposition qui critique mais ce sont des personnes qui ne sont pas au pouvoir qui se sentent capables de mieux gouverner et de critiquer mais sans construire. Oui, après 50 ans d'infantilisation, on s'est libéré, mais en se sentant dans le supposé «savoir» de tout. Et reprenons le travail sans «TANBIR».

«Nous allons vers un homme mi-chair, mi-machine»

Rue89

La rencontre a lieu à l'université Paris Descartes ; pas dans les couloirs jaunés, comme sur la photo, mais sur la moquette de l'école européenne de chirurgie. Cette école, c'est Guy Vallancien qui l'a fondée.

Ce chirurgien urologue, bientôt 70 ans, n'a pas pris sa retraite. Faut comprendre : dans ce métier, dit-il, on ne cesse de s'améliorer, alors lui ne décroche pas, pas encore.

Membre de l'Académie nationale de médecine, de l'Académie nationale de chirurgie, officier de la Légion d'honneur, Guy Vallancien, c'est un gradé. Il a récemment sorti un livre : «La Médecine sans médecin ? Le numérique au service du malade» (éd. Gallimard), un ouvrage qui le change des rapports ministériels qu'il a pu écrire.

On y trouve une réflexion sur la manière dont le système sanitaire doit évoluer pour intégrer au mieux les évolutions technologiques :

«J'espère que, pour les prochaines élections présidentielles, les candidats liront mes propositions.»

Libérales, progressistes, en défense des industries, technophiles, les idées de Guy Vallancien vont en énerver plus d'un (au cours de notre entretien, il a même dit qu'il détestait Pierre Rabhi ; dire ça à Rue89, c'est plutôt osé). Il le sait d'ailleurs : 25% des gens vont apprécier son bouquin, 25% vont dire qu'il a perdu la tête, et 50% vont dire «oui, pourquoi pas» mais ne bougeront pas leurs fesses.

Nous, le Guy Vallancien qu'on a voulu rencontrer, c'est le chirurgien urologue, celui qui a vu ses outils changer au fil de plusieurs décennies de carrière et qui fait de la futurologie dans son bouquin.

Rue89 : *Tout au long de votre ouvrage, vous dénoncez les cas-seurs de progrès. Vous dites : «Dans l'Antiquité, la médecine était ignorante, les hommes la sacralisaient. Lorsque, au XIXe siècle, elle devint savante, ils la respectèrent. Aujourd'hui, alors qu'elle est efficace, ils la suspectent !» Qu'est-ce qui cloche ?*

Guy Vallancien : Je pense que nous sommes entrés dans une civilisation de tristesse. Il y a comme un rejet de la science. On oublie que nous n'avons jamais aussi bien vécu qu'aujourd'hui.

Il ne faut pas oublier qu'en 1033, à Cluny, en Bourgogne, les Français mangeaient de la chair humaine à cause de la famine (l'un d'entre eux en vendait même au marché). En 1400, ni la ménopause ni Alzheimer n'existaient car on mourait avant d'avoir atteint 40 ans. Aujourd'hui, on va globalement mieux.

Etes-vous une sorte de positiviste ?

Je ne suis pas un béni-oui-oui de la science. Je dis simplement qu'elle est un outil nous servant quand nous sommes confrontés à une crise.

Il ne faut pas se laisser tromper par les «anti-sciences», bien souvent d'ailleurs antiscientistes. Et le capitalisme est, à ce jour, le système économique favorisant le progrès. Avec, malheureusement, tous les défauts qu'il a, comme la surchaleur ou la financiarisation insupportable.

Si «on va globalement mieux», si nous ne sommes pas dans une crise sanitaire majeure (je parle de la France), à quoi il sert, le progrès ?

En tant que médecin, mon but est de diminuer la souffrance et je vois encore un tas de gens malades, atteints du cancer par exemple. Nous n'avons pas encore gagné la partie. C'est pour ça qu'un débat comme «Faut-il se faire vacciner ?» m'énerve au plus haut point.

C'est bien parce qu'on est dans un monde où il n'y a plus de polio estropiant des gamins qu'on peut se permettre de remettre leur efficacité en doute. Les gens n'ont pas de vision collective. Si un pourcentage important de gens refusent la vaccination, les maladies peuvent repartir à une vitesse folle. L'absence de mémoire est flagrante.

Comment a évolué votre métier de chirurgien au cours des dernières décennies ?

Si je regarde ce que je faisais quand j'étais jeune interne et ma pratique de la chirurgie aujourd'hui, ça a complètement changé. A l'épo-



De la télémedecine à l'augmentation de soi, le chirurgien Guy Vallancien, auteur de «La Médecine sans médecin ? Le numérique au service du malade», décrit les bouleversements récents et à venir.

que, dans les salles d'opération, il y avait une table et des instruments classiques, comme des ciseaux et des pinces. Le seul instrument électrifié demeurerait le bistouri électrique.

Aujourd'hui, j'opère avec un échographe me permettant de repérer les tumeurs, je les extrais d'une prostate avec les bras robotisés d'une machine, ou à l'aide de lasers. Je ne «joue» plus du tout avec les mêmes instruments.

Lors d'un reportage en Charente, nous avons rencontré un garagiste regrettant de ne plus «mettre les mains dans le cambouis», à cause de l'électronique. Si on transpose ça au corps, vous, ça ne vous manque pas ?

Mes mains me servent de moins en moins. Cette tendance va s'accroître. Aujourd'hui, avec les robots type Da Vinci (on appelle ça des télémanipulateurs), j'opère grâce à des joysticks.

Demain, on va complètement robotiser un certain nombre d'opérations standardisées.

Dans ma spécialité, l'urologie, on pourrait d'ores et déjà programmer la résection endoscopique de la prostate, c'est-à-dire enlever des petits morceaux à l'intérieur pour faciliter le jet urinaire.

Avec les scanners et les IRM, on rentre dans les dimensions exactes de l'organe dans la machine, et un système robotisé se chargerait seul de l'extraction.

Et vous devenez inutile...

Non, les opérations nécessiteront toujours la présence humaine. Parfois, je n'aurai qu'un rôle de surveillant, vérifiant le bon déroulement d'une ou plusieurs opérations, dans une sorte de tour de contrôle. En revanche, s'il s'agit d'un gros chantier opératoire, une longue opération, l'humain s'en occupera.

Pour moi, la technologie nous servira à dégager du temps pour revenir à l'essentiel de notre profession : l'échange et la confiance.

Mon rôle sera davantage de l'ordre relationnel, celui de «décideur» et non plus seulement d'«effecteur». J'ai en partie perdu ce lien à cause des nombreuses tâches techniques et administratives qui ne devraient pas être miennes.

Vous savez, quand un patient discute avec nous de sa maladie, il dit souvent : «J'ai compris ce qu'il m'arrive, mais vous, docteur, qu'est-ce que vous feriez à ma place ?» Cette question, et la décision qui en découle, elle est la clef de notre métier.

Dans votre ouvrage, vous expliquez qu'une nouvelle médecine émerge grâce au numérique : la «médiamedecine». Qu'est-ce que c'est ?

Il s'agit d'une médecine qui éloigne le malade du chirurgien, voire plus globalement du médecin, tout en renforçant les moyens qu'il a d'agir sur la maladie.

Le premier exemple remonte à 1816. René Laennec, praticien breton, roule deux feuilles de papier ensemble pour écouter les bruits de poumons et le cœur d'une patiente obèse. Il invente le stéthoscope.

Au lieu de faire une auscultation «immédiate» – coller son oreille au thorax –, il fait une auscultation «médiante» – à distance. Aujourd'hui, cette «médiamedecine» est partout.

Je l'ai dit tout l'heure, mes mains sont de moins en moins utiles lors d'une opération, tout comme mes yeux et mes oreilles. C'est l'échographie qui montre la tumeur, ce sont les examens qui montrent le taux de sucre. Le diagnostic arrive bien avant les symptômes, au point qu'un patient m'a déjà dit :

«Mais, docteur, êtes-vous sûr que ces examens sont les miens ? Une erreur d'étiquetage peut-être ? Car je ne me sens pas mal.»

L'intérêt de la technologie, là-dedans, c'est d'apporter une meilleure connaissance, et à partir de cette connaissance, la possibilité pour les médecins de faire les meilleures décisions en termes de diagnostics et de traitements.

Cette distance, vous me la décrivez dans le cadre d'une opération. Mais peut-on imaginer un éloignement encore plus fort entre le patient et le médecin, notamment pendant la phase du diagnostic ? L'avènement, par exemple, de la télémedecine ?

On y est déjà ! J'ai l'expérience d'une consultation avec un malade, à 500 km de Paris, par Skype. C'est tout bonnement génial. On prévoit une heure et hop, on clique, je suis dans mon bureau, lui chez son généraliste, et ensemble on échange sur la maladie du patient et son traitement. Cela évite l'angoisse d'un rendez-vous à Paris, la queue à l'hôpital, la place de parking à trouver. La télémedecine offre la réponse appropriée avec le moins de dépense énergétique humaine.

Pour moi, la consultation à distance peut être aussi forte que la «présentielle». Nous y voyons aussi la personne et ses fragilités quand bien même nous ne la touchons pas.

Bien sûr, la télémedecine n'est pas applicable à toutes les situations. Un dermatologiste, par exemple, a besoin de voir la personne, la toucher et vérifier qu'il n'y a pas de boutons partout. On va vers un subtil équilibre entre le «présentiel» et le «non-présentiel».

On parle depuis tout à l'heure de

l'impact de la technologie sur le travail du médecin, ou du chirurgien. Mais qu'implique-t-elle sur le patient ?

On voit déjà que le patient est de plus en plus intéressé par ce qui lui arrive, il cherche à comprendre, sur Internet notamment, de quel mal il souffre. Il a la volonté de participer à l'action, à la décision de son traitement. Cela devrait augmenter avec la Big Data.

Expliquez...

Nous travaillons aujourd'hui sur des systèmes capables de faire des diagnostics grâce aux données recueillies. J'appelle ça les «médecins de synthèse». Dans très peu de temps, le patient posera sur son ordinateur une application «Ma santé».

Il y rentrera toutes les «données» le concernant : sa taille, son poids, son alimentation, le nombre de ses rapports sexuels, ses hobbies... on peut tout imaginer. Cela permettra de définir son profil, de le «pixelliser».

Et à partir de cette base de données, s'il ne se sent pas bien, l'application lui posera une liste de questions : avez-vous vomi ? Où avez-vous mal ? Depuis combien de temps ? etc. Si c'est bénin, l'application lui prescrit un médicament en autoprescription. Si c'est plus sérieux, elle lui envoie un médecin.

J'imagine que les objets connectés, type l'Apple Watch qui fait beaucoup parler d'elle, vont aussi récolter des données utilisables ?

Honnêtement, concernant les applications du type «Self Quantified» [en français, on peut traduire par «l'auto-mesure de soi», ndlr], les plus avertis sont conscients que nous nous trouvons dans une bulle, qui va bientôt exploser. 90% des applications proposées aujourd'hui vont disparaître.

Moi, j'en ai une sur mon iPhone, ça calcule le nombre de pas marchés. J'en conviens, c'est très amusant à regarder au début. Et après un mois, je me suis lassé et ne regardais plus le compteur. En revanche, les applications destinées aux patients chroniques, comme pour quelqu'un souffrant d'un diabète et équipé d'un pancréas artificiel, celles-ci vont être primordiales. Le malade va pouvoir contrôler quotidiennement son taux de sucre, de façon optimale. S'injecter la bonne dose, au bon moment.

Pareil pour les patients atteints de problèmes respiratoires. Ils vont pouvoir calculer le taux de CO2 dans l'air et éviter les zones hautement chargées en dioxyde de carbone.

Ces objets connectés aux bonnes applications vont permettre d'améliorer l'état constant du malade. Il ne subira plus les pics «ça va bien», «ça va pas bien».

Et vous ne craignez pas que ces données soient utilisées à mauvais escient par des entreprises privées (au pif, les assurances), ou des administrations ?

Là-dessus, il faut vraiment arrêter de dramatiser. Tous les jours, nous naviguons sur nos ordinateurs. Oui ! Nous sommes suivis à la trace, alors qu'on en fasse un petit peu plus ou un petit peu moins, je m'en bats les flancs !

Le patient qui souffre s'en fiche de la Cnil [Commission nationale de l'informatique et des libertés, ndlr] ou de la protection de ses données. Par mail, il m'envoie déjà des documents confidentiels : l'image du scanner, de l'IRM, les résultats des examens biologiques. Savoir qu'un Big Brother va jeter un coup d'œil sur leurs données, ils s'en foutent. Ce qu'ils veulent, c'est être soignés.

Ces données aussi, elles doivent nous permettre d'accroître l'efficacité de la santé publique. En France, nous possédons un nombre incroyable de données de santé (la Cnam et l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation ou ATIH). En les utilisant, un cas de crise sanitaire, comme le Mediator, ne pourrait plus arriver. En croisant les données, notamment celles de la Caisse d'assurance maladie qui connaissait le problème, on se serait rendu compte que des généralistes prescrivaient le médicament à des non-malades, comme coupe-faim.

Tout à l'heure, vous parliez d'un homme avec un pancréas artificiel. Par définition, il s'agit d'un cyborg, un humain avec des greffes mécaniques. La médecine nous amène-t-elle sur cette voie-là ?

Je pense effectivement que nous y allons. C'est une vraie question de société et je déplore qu'elle n'intéresse ni les citoyens ni les politiques en France.

Le scénario est déjà écrit : nous allons commencer par nous réparer. Comme ce patient équipé d'un cœur artificiel [décédé le 2 mai, neuf mois après son implant, ndlr], cet autre équipé de prothèses audio, de hanches artificielles...

A partir du moment où l'on sait se réparer, et on progresse vite, on saura s'augmenter. Nous allons vers un homme mi-chair, mi-machine.

Réparer un homme, pour lui endiguer tout handicap, c'est une chose ; l'améliorer, c'en est une autre.

On détournera les procédés de réparation pour nous augmenter. Comme ces militaires qui décideront un jour d'avoir besoin d'une vision infrarouge ou d'une audition ultrasons.

La question, c'est : à quoi ça va nous servir ? Pourquoi être augmenté ? Dans quel but ? Quelle est ma finalité d'homme ?

Des questions que se posent les transhumanistes. Dans votre livre, d'ailleurs, vous dites que ses «adeptes considèrent le handicap, la maladie, la souffrance, le vieillissement et la mort» comme «inutiles, indésirables». Vous partagez ce point de vue ?

Non, ils sont notre lot de finitude. Si j'emploie des termes informatiques, je dirais que les humains sont bourrés de bugs et que, jamais, nous n'atteindrons la perfection. Les transhumanistes, eux, veulent limiter les bugs.

Si je poursuis ma comparaison avec l'ordinateur, je regrette en revanche que la nature ait mal «programmé» notre mort. Le rêve de tout homme, ça serait de «crasher» comme un ordinateur. Rideau d'un coup, écran noir, type infarctus au lit sans déchéance progressive.

Vous considérez-vous comme un transhumaniste ?

Non, je ne suis pas un transhumaniste. Ce courant, extrêmement puissant aux USA, n'a pas encore franchi l'Atlantique, mais ça commence à venir [aux élections législatives britanniques, on a découvert l'existence d'un jeune parti transhumaniste, ndlr].

En France, il y a quelques personnes bien plus transhumanistes que moi, comme Laurent Alexandre, un ancien interne à moi en urologie.

Le plus important, c'est d'alerter les politiques sur ces enjeux, pour éviter des choses comme l'eugénisme forcé.

Mais pour être honnête, aujourd'hui, nous sommes déjà dans l'eugénisme : nous avortons tous les poly malformés détectés pendant une échographie.

KITEAL

MEUBLES & DÉCORATION

SALON
SALLE À MANGER

DECOR

RANGEMENT

ACCESSOIRES CUISINE
SALLE DE BAIN
PETIT-ELECTRO

CHAMBRE
ADULTE
ENFANT

LINGE
DE MAISON

RÉINVENTEZ VOTRE INTÉRIEUR

- 5000 M² AVEC PARKING
- CONSEILLERS CLIENTÈLE
- MONTAGE ET LIVRAISON OFFERTS
- CARTE DE FIDÉLITÉ
- CAFÉTÉRIA
- GARDERIE D'ENFANTS
- OUVERT TOUS LES JOURS DE 11H À 20H - VENDREDI DE 15H30 À 20H

Zone showroom B, axe Oran-Aéroport, Es-Sénia / Tél. : 041 21 10 74 / 041 29 23 49 / Fax : 041 29 23 52
email : contact@kiteal-dz.com / Site web : www.kiteal.com

GHkomatsu

KOMATSU

DYNAPAC

GHKomatsu filiale du Groupe Hasnaoui, représentant officiel des marques KOMATSU et DYNAPAC, développe et renforce son réseau d'agents agréés sur tout le territoire national.

Fort d'une expérience dans la distribution, vous disposez d'une capacité financière et vous souhaitez représenter nos marques, contactez-nous au : 021 21 03 97 / 021 21 04 97 ou par email contact@groupehasnaoui.com

Groupe HASNAOUI

OXFAM

APPEL D'OFFRES
ECHO/NF/BUD/2015
SAHUC182 - phase 3

Dans le cadre d'un projet humanitaire, Oxfam-Solidarité est dans le marché pour l'achat de:

Pommes de terre rouges de conservation	125.000 kg
Concombres catégorie 1	62.500 kg
Pommes catégorie 1	62.500 kg

(Il est possible de se présenter à tous les lots ou seulement à un ou plusieurs d'entre eux.)
Les produits devront être acheminés dans les camps de réfugiés sahraouis près de Tindouf (Algérie) pendant les mois de juillet 2015.
Les cahiers des charges complets peuvent être demandés à Oxfam Solidarité,
Adresse : 60, Rue des Quatre Vents, 1080 Bruxelles - Belgique,
Fax +32-2-511.89.19
Courriel : tender@oxfamsol.be
Les offres doivent nous parvenir au plus tard le 31 mai 2015 à 20 heures CET (GMT + 1)
Cet appel n'engage pas Oxfam-Solidarité à un achat.

L'USINE MCL
"1^{er} FABRIQUANT ALGERIEN"

FABRICATION DE MOBILIER EN BOIS DUR POUR L'EXTERIEUR :
Balancoires - tables - chaises - parasols ...
Transats - canapés pour piscines, plages et jardins
Espaces lounge - cabines de plage

AMENAGEMENT DE CRECHES :
Accueils - lits - tables - bancs - vestiaires - tapis de sol
espaces jeux - toboggans - tunnels

USINE OUVERTE DU SAMEDI AU JEUDI
DE 8h A 16h30
TEL :
0555.03.01.75
0560.01.60.28
0560.94.33.77
sarl_mcl@yahoo.fr
www.sarlmcl.com

ZONE INDUSTRIELLE ES-SENIA ORAN

Importante Sté recrute

- **01 Chef du Personnel diplômé**
Ayant au moins 5 années d'expérience.
Sachant manipuler l'outil informatique.
Salaire selon compétence.
- **01 Comptable diplômé dans sa filière**
Ayant moins 5 ans d'expérience dans l'exercice de ses fonctions dans le secteur privé,
Maîtrisant parfaitement les règles comptables du SCF.

Adressez votre demande et C.V. par email
au : burecalgerie@yahoo.fr
Ou par Fax au N° 041 74 80 47

Présentoir vitré Convient aux :

- Pharmacies
- Salons de coiffure
- Boutiques informatiques
- Parfumeries
- Pâtisseries
- Bijouteries
- Opticiens

Plusieurs modèles

(Lumineux avec roulettes et verrouillage)
votre vitrine sur mesure c'est possible !

Contactez nous ou Consultez notre Site epstar.net
GSM : 0555 05.02.94 - 0550 57.62.74 Livraison Gratuite
GSM : 0555 05.02.52 - 0550 57.63.41

Vente des Lots de terrains de 200 m² entièrement viabilisés dans un nouveau lotissement à ORAN, quartier SIDI MAAROUF.

Téléphone : 041 240 338
Mobile : 0560 069 555
(Joignable de 09 h à 17 h)
Siège : 03, Rue Beni Handel
(Ex-Vaucluse) Boulanger - ORAN

Promotion Immobilière

recrute un Architecte

expérience 05 ans.

Veuillez envoyer CV sur email :

Annonce.prom@hotmail.com

ETE DE REVE

OUZBEKISTAN

13 jours / 12 Nuitées
du 16/08 au 28/08/2015

Pension Complete
Excursions - Visites
Guide Français

CALIFORNIE

16 jours / 14 Nuitées
du 30/07 au 16/08/2015

DP - Excursions
Visites - Guide Français

Inscription et Reservation

Agence TTS
5, Rue Jean-Marie Laribere Oran
Tél : 041/333743 / 041 33 60 66 / 041 33 63 25
Mili voyage Alger : 021 63 36 43 / 44 / 55
NE VOUS Y PRENEZ PAS A LA DERNIERE MINUTE

Association des auto-écoles de la wilaya d'Oran

Des amendes plus importantes au lieu des retraits de permis ?

L'association des auto-écoles de la wilaya d'Oran, par le biais de son président, a émis hier le vœu de revoir le rôle de la commission chargée des retraits de permis de conduire, lors d'une rencontre organisée hier en son siège en présence des adhérents.

K. Assia

En effet, cette mesure est considérée, selon le porte-parole de cette association, inefficace puisqu'elle a généré une série d'intervenants d'où la nécessité de revoir une nouvelle disposition afin de ne pas pénaliser le contrevenant et rendre les instruments de l'Etat plus efficaces. L'association propose au lieu et place des retraits de permis une augmentation des amendes dressées à l'encontre des contrevenants. Ces amendes seront déterminées en fonction de l'infraction. Autrement dit, la corporation suggère une hausse de la contravention payable en 48 heures, ce qui permettra au contrevenant de récupérer son permis de conduire et éviter la lourde tâche à l'administration, a noté le président. Cette proposition, si elle est retenue, va inciter vraisemblablement le contrevenant à se conformer davantage à la

réglementation, indique-t-on. En cas d'infraction grave, le contrevenant sera traduit directement devant la justice. Ce sont en effet, les principales doléances de l'association qui a également mis l'accent sur la nécessité d'instaurer un fichier national pour tout individu ayant fait l'objet d'un retrait de permis. Il s'agit d'une centralisation des données liées aux automobilistes en infraction et ayant fait l'objet de retrait de permis de conduire. En l'absence d'informations, certains parviennent à obtenir un second permis de conduire dans une autre wilaya. Face à ces pratiques frauduleuses, l'association souhaite avoir accès à ce type d'informations. Par ailleurs, pour l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des gérants d'auto-écoles et afin de garantir un enseignement de qualité au profit des stagiaires, le président a mis l'accent sur l'importance de la qualification professionnelle, autrement dit l'expérience pour

l'obtention du diplôme de gérant d'auto-école. La réglementation exige du candidat désirant obtenir un agrément un diplôme d'enseignement supérieur notamment une licence de fin d'études.

Cette condition reste de l'avis de M. Yagoubi, président de l'association des auto-écoles de la wilaya d'Oran, insuffisante pour garantir cette formation portant sur la gestion et l'exploitation des auto-écoles. Notre interlocuteur recommande donc une expérience pratique sur le terrain. Cette expérience doit varier entre deux et quatre ans.

Tout en soulignant l'impact de cette condition dans la réorganisation de l'activité, le président n'a pas hésité à expliciter le programme d'action mis en place par l'association quant à la lutte contre la criminalité de la route. «Tous nos efforts sont fournis actuellement dans le renforcement du dispositif de prévention contre les accidents de la route», ajoute-t-il.

Ain El Turck

La Place du 1^{er} Novembre de évacuée par la police

Rachid Boulélis

Les forces de l'ordre public ont procédé, dans la matinée d'avant-hier, mardi, à l'évacuation de la Place du 1^{er} Novembre 1954, sise en plein cœur du chef-lieu de la daïra d'Ain El Turck. Des chaînes ont été installées autour de cette esplanade et ce, pour empêcher tout stationnement de véhicule. Notons que cet illustre point de repère, véritable pan de l'histoire contemporaine de cette région côtière, située juste en face de l'ex-siège de ladite daïra, a été transformé, durant plus d'une année, en parking sauvage, au vu et au su de tout un chacun. L'information rapportée, avant-hier, à ce sujet par 'Le Quotidien d'Oran', a été, en fait, à l'origine de la

décision de l'évacuation de cette place, qui a, déjà, subi certaines détériorations et la dégradation des bancs publics, qui la cernent. Cette opération a suscité la satisfaction des riverains qui ont, toujours, dénoncé le détournement de cet espace public de sa vocation initiale. Il importe de noter que cette esplanade a été inscrite dans le cadre d'un plan d'action quinquennal consistant à la réalisation de 58 opérations pour l'année 2014. L'aménagement de la Place du 1^{er} Novembre 1954 a été inscrit sur le volet du secteur de l'amélioration urbaine dans ladite commune. Ce projet d'aménagement urbain a été estimé à un montant de 16 millions de dinars, pour un délai de réalisation de 4 mois (document en notre

possession). Cependant et au grand dam des riverains, le lancement des travaux de ce projet d'aménagement urbain (rapportée à l'époque par 'Le Quotidien d'Oran'), qui devait, en principe, être lancé, une année auparavant, demeure, à ce jour, en suspens. Sa réhabilitation, synonyme d'une renaissance de ses cendres, est vivement souhaitée par les riverains, qui n'ont pas cessé de dénoncer son massacre, en revendiquant sa restauration. Notons, également, que cette esplanade a toujours abrité, dans le temps, des concerts de musique et autres festivités culturelles commémorant la fête de l'Indépendance ainsi que le déclenchement de la guerre de Libération comme le porte bien son nom de baptême.

Saison estivale 2015

33 plages de la wilaya d'Oran autorisées à la baignade

Au total, 33 plages du littoral oranais sur 34 sont autorisées à la baignade, durant la saison estivale 2015, a-t-on appris du directeur local du Tourisme. «A l'exception de la plage d'El Mac-taa, dans la daïra de Mars El Hadjadj, déclarée interdite, momentanément, pour cause de montée du niveau des eaux de baignade, due aux essais techniques de la station de dessalement des eaux, située dans son voisinage immédiat, les 33 plages réparées, à travers les communes côtières de la wilaya d'Oran seront, toutes, ouvertes à la baignade», a indiqué à l'APS, Kaïm Benamar Belabbes.

«Outre les 112 millions de DA, oc-

troyés par la wilaya, au titre des Plans communaux de développement (PCD), pour la réhabilitation de l'éclairage public, au niveau des plages, nous avons bénéficié d'une enveloppe financière émanant de la tutelle pour renforcer l'équipement des plages, entre douchettes, cabines de déshabillage et toilettes (60 unités chacune) ainsi que le matériels de balisage des zones de baignade», a ajouté le même responsable. Cette opération d'équipements des plages, devant assurer un meilleur confort aux estivants, est en cours, a-t-il fait observer.

Par ailleurs, le directeur du Tourisme a assuré qu'une dotation financière sup-

plémentaire a été accordée, par la wilaya d'Oran, pour l'acquisition d'équipements spécifiques des plages tels que les cribeuses, miradors pour maîtres-nageurs et autres équipements. Il a, également annoncé la mise sur pied d'une commission mixte, formée des services des directions du Tourisme et de l'Artisanat et du Commerce, pour entamer, dès la semaine prochaine, des opérations de contrôle des établissements hôteliers balnéaires.

Durant la saison estivale précédente, les 33 plages autorisées à la baignade ont drainé quelque 27 millions d'estivants, avec un pic durant le mois d'août, rappelle-t-on.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Dors, dors



qui nous rappellent forcément un événement, un visage, un lieu, une occasion. C'est trop dur de jeter. Et

pourtant, il n'y a pas de quoi creuser sa prison soi-même. D'un appartement à un autre, on trouve les mêmes codes de décoration, les mêmes règles de mise en scène... à tel point qu'un autre sport des ménagères prend place. On compare d'un foyer à un autre la capacité de la maîtresse de maison à prendre soin des objets du foyer en comparant leur conservation sur plusieurs années. Kiffach ton vase est resté aussi étincelant qu'à l'achat, comment fais-tu pour l'entretenir ? demande la visiteuse.

On échange les bons tuyaux. On prend des idées d'installation des décorations pour les mettre encore plus en valeur que chez la cousine. Pourvu qu'avec les mêmes choses, on se distingue dans ce monde sans distinction. Dans un monde où les sedariettes servent de pied d'égal à un monde pressé de s'allonger. Frèreux Hmida dormez-vous, dormez-vous... ? Le monde partout s'est réveillé.

Cheikh Khaled Bentounès au centre Claverie

«La violence coûte plus de 9 trillion de dollars par an» à l'humanité

Ziad Salah

Devant une foule nombreuse venue l'écouter au centre Claverie, Cheikh Khaled Bentounès a commencé son intervention en rappelant ses amitiés avec feu Claverie tué par le terrorisme en disant « j'ai un lien particulier avec cette maison. (...) L'ami enterré ici venait souvent à la zaouia de Mostaganem où on discutait notamment de l'avenir de notre pays».

Ce qui l'a amené à avancer que «la tradition musulmane incite à la rencontre de l'autre». Après un long développement, il conclura «c'est la rencontre avec l'autre qui nous permet d'accéder mieux à nous-mêmes». Il ajoutera que «Dieu a mis en chacun de nous un secret: cette capacité de comprendre l'autre». Ce qui pourrait nous faire éviter «ce labyrinthe de classification» consistant à trier les humains en noir et blanc; croyant, non croyant; musulman; non musulman; sunnite, chiite.....

Une fois le cadre défini, la place « de la rencontre des autres » dans les religions, Cheikh Khaled Bentounès abordera le sujet de sa conférence portant sur son initiative pour « l'institution d'une journée du vivre-ensemble » par les Nations unies. Il s'interrogera « que faire dans un monde rentré dans les turbulences ? » Et de surprendre son assistance en tonnant « nous vivons une époque magnifique ». Il se réfère aux statistiques des Nations unies pour affirmer que « la violence a baissé de l'ordre de 17% par rapport au 18 et 19^{ème} siècle » alors que « la population mondiale s'est multipliée par sept ». Il estimera que « la communication au niveau universel se fait sur la violence et non la paix » ce qui nous

donne l'impression de « vivre dans un monde violent ». Abondant dans ce sens, il réfutera que la région du Moyen-Orient, berceau de toutes les religions monothéistes, soit la région la plus violente. « C'est l'Amérique du Sud où sévit la violence », lance-t-il. Pour Cheikh Bentounès « la réalité n'est pas aussi catastrophique ».

Sur son projet, présenté à l'ONU il y a quelques mois, suite au Congrès mondial sur « la Femme et la Paix » organisé à Oran, en novembre dernier, il affirme « qu'il a été bien reçu » par les instances internationales. Il ajoutera que « 6000 délégués » représentant les pays membres de l'ONU, l'ont reçu. Ceux avec qui il s'est entretenu lors de son passage à New York lui ont demandé pourquoi juste « une journée pour le vivre-ensemble », indique-t-il. Façon de dire que « le vivre-ensemble » supposant l'acceptation de l'autre en dépit de ses différences, doit être l'attitude de tout un chacun l'année durant. Cheikh Bentounès réclame un million de signatures pour pouvoir imposer son projet. Dans ce sens, il dira « une signature, c'est votre empreinte que vous allez apposer à ce merveilleux édifice ». Il donnera juste un chiffre pour expliquer la nécessité et l'urgence de s'inscrire dans une démarche pour la paix. « Le coût de la violence se situe à 9,47 trillions de \$ par an ». Or, le 1/10 de cette somme peut permettre à tous les enfants d'Afrique de s'épanouir et de rêver d'un monde meilleur au lieu de se lancer dans des suicides collectifs en voulant rejoindre les rivages du Nord.

Le Cheikh a été trop sollicité par l'assistance lors des débats. Mais le temps ne lui a pas permis de répondre à tout le monde.....

Arnaque et escroquerie Deux individus sous les verroux

K. Assia

Suite à une plainte déposée pour Escroquerie et arnaque, les éléments de la brigade criminelle de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Oran sont parvenus à identifier les auteurs impliqués dans cette affaire. Les mis en cause, âgés de 43 et 49 ans ont procédé à l'achat de 150 têtes d'ovins ce qui équivaut à 840 millions de centimes auprès de 2 maquignons.

Ils avaient convaincu leurs victimes que cette transaction est pour le compte d'une société nationale et que l'argent sera versé dans leurs comptes personnels. Une fois le marché conclu, les victimes ont découvert que l'argent n'a jamais été viré. La plainte déposée, par la suite, a permis aux enquêteurs d'identifier les auteurs de cette escroquerie et de récupérer 52 millions de centimes. Ils ont été arrêtés et seront présentés au tribunal.

Rond-point 'El Bahia' et CANASTEL Une dizaine de blessés dans trois accidents de la circulation

Une dizaine personnes ont été blessées, durant les dernières 24 heures, dans 3 accidents de la circulation, survenus à Oran et Canastel.

Au rond-point El Bahia, une voiture de marque 'Seat Ibiza', a dérapé. Bilan : 4 femmes âgées entre 18 et 53 ans ont été blessées et évacuées à l'hôpital '1^{er} Novembre'. Trois autres personnes âgées entre 24 et 39 ans ont été blessées dans une collision entre une 'Renault Clio' et une 'Hyundai Accent' au rond point de l'hôpital de Canastel. Toujours à Canastel et au lieu-dit 'rond-point Bouchikhi', un motocycliste a été blessé après avoir été heurté par un camion de marque Mercedes.

ARZEW

Un blessé grave dans l'effondrement d'un mur à Haï Zabana

Un homme âgé de 31 ans a été, gravement blessé, suite à l'effondrement d'un mur à Haï Zabana, commune d'Arzew. Victime de plusieurs fractures et de blessures à la tête, la victime a été transférée à l'hôpital d'El Mohgoun.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Benouza Hanifi, 73 ans, Petit Lac

Tobji Benamar, 66 ans, rue Ahmed Benmabrouk

Chahto Rakaïa, 92 ans, rue Larbi Ben M'hidi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 chaâbane 1436				
El Fedjr 04h13	Dohr 13h00	Assar 16h48	Maghreb 20h09	Icha 21h41



TLEMCEM

Saison estivale, 10 plages autorisées à la baignade

Khaled Boumediene

Le littoral de Tlemcen s'étend sur quatre-vingt kilomètres, de Honaine à Marsat Ben M'hidi. La saison balnéaire sera officiellement ouverte dans douze jours, le lundi 1^{er} juin. Elle durera jusqu'à la rentrée des classes début septembre. Selon la Protection civile de Tlemcen, dix plages seront surveillées cette année à travers la wilaya dont 2 nouvelles stations balnéaires qui sont rouvertes au grand bonheur des estivants. Ils s'agit des plages d'Ouled Abdellah à Ghazaouet et Agla à Honaine. Pour rappel, la première plage a été fermée à la baignade durant plusieurs années, en raison de l'absence de commodités, confort, et structures de sécurité et de surveillance. La deuxième pour des raisons de travaux pour la réalisation de la station de dessalement. Les plages de ces deux coins paradisiaques ont subi un grand lifting pour l'accueil des estivants qui s'impatientsaient pour remettre leurs pieds dans l'eau. «Quand la plage d'Oued-Abdallah, qui est la seule de la ville, était fermée à la baignade, on allait se taper la bronzette mais on pouvait pas s'y baigner. C'était pratiquement l'enfer pour nous». Ce souvenir d'un habitant de Ghazaouet résume bien le désarroi des estivants de cette ville portuaire qui n'attendaient que «le feu vert pour se jeter dans la grande bleue. Les familles de Ghazaouet vont enfin se ressourcer et se régaler du plaisir de leur plage de cœur cette saison estivale», s'enthousiasme-t-il. Les beaux jours ensoleillés du mois de mai ont

déjà poussé les baigneurs à envahir la côte de la wilaya pour prendre la température avant que la foule habituelle ne fasse son entrée au début du mois prochain, où l'effervescence s'accroît quelque peu avant ramadan (le 18 juin). Des dispositions ont été prises par la wilaya pour permettre aux estivants d'évoluer dans des conditions appropriées notamment aux plans sanitaire, contrôle de la qualité des eaux de baignade, le nettoyage et l'entretien du milieu, la préservation du consommateur et la sécurité des estivants plus particulièrement. Les services de la Protection civile ont mis en place leur dispositif d'intervention dès le 15 mai dernier. Selon un communiqué de la wilaya de Tlemcen, la nouveauté de cette saison réside dans le fait que l'accès des plages du pays sera gratuit et aucune concession ne sera accordée aux particuliers comme cela a été en 2014. Dans ce cadre, une instruction émanant du ministère de l'Intérieur a été adressée aux responsables locaux pour ne plus permettre la concession des plages et les invite à s'investir intensément et de veiller personnellement au confort des estivants en leur offrant un meilleur cadre. Une enveloppe financière conséquente puisée du fonds communal a été dégagée par le ministère pour être allouée aux 371 communes côtières du pays à l'effet de faire face aux différentes dépenses liées à la saison estivale notamment l'acquisition des équipements pour le nettoyage des plages et la préservation de l'environnement. Ces mesures sont une bonne chose en soi pour les estivants, mais, selon des

spécialistes, elles restent insuffisantes. Aucun changement notable pour la saison estivale 2015. En effet, quand est-ce que nos pittoresques plages deviendront-elles de vraies stations balnéaires, avec des labels d'excellence, capables de drainer des touristes étrangers et rivaliser avec d'autres stations balnéaires étrangères ? «Nous devons engager de grands investissements et de longues procédures pour que ces petites agglomérations côtières deviennent "stations de tourisme. Pour arriver à ce stade et obtenir cette qualification, de nombreux critères entrent en jeu. Ils ne se limitent pas à l'étude de l'hébergement touristique ou aux activités de loisirs mais on évalue aussi les structures de soins médicaux, les actions en faveur de l'environnement. Ce classement représente un important gage de qualité auprès des touristes locaux et étrangers et il entraîne des avantages juridiques et économiques pour toute ces petites villes côtières», explique un professionnel du tourisme. «La fréquentation des estivants et émigrés algériens reste stable et fidèle. On constate même une forte poussée ces dernières années. Donc, c'est à nous de nous adapter et de répondre à la demande. Rien qu'à Marsat Ben M'hidi, environ 6 millions séjournent en été. Alors à cette période-là, il est difficile de trouver une chambre ou une place dans les hôtels ou les campings. Des estivants se rabattent même sur des garages pour passer leurs vacances. Tous ces endroits affichent complet. Les infrastructures manquent cruellement, les loisirs et l'activité commerciale font défaut dans ces rivages», ajoute-t-il.

AÏN-TEMOUCHENT

Un programme d'accompagnement des activités de la pêche



Ph.: Arch.

Mohamed Bensafi

En vue d'arrêter les conditions et les modalités d'application des mesures de bonification des taux d'intérêt et d'assurance au profit des activités liées à la pêche maritime arrêtés dans l'article 90 de la loi de finance 2014, un important processus de concertation élargie et de proximité a été engagé, ce mois de mai 2015, par la DPRH d'Aïn-Temouchent, et ce conformément à des instructions du ministère du secteur, a indiqué Hafid Zenani, le directeur en poste du secteur de la pêche. A cette consultation, à laquelle sont invités tous les professionnels et les opérateurs liés à la pêche des 02 ports de la wilaya (Béni-Saf et Bouzedjar), quel que soit la filière ou l'activité, et ce afin de recueillir leurs propositions et suggestions pour la mise en œuvre de ces mesures d'accompagnement. Les propositions qui seront retenues, à propos de la mesure de bonification des taux d'intérêt, doivent pouvoir être exécutées au courant du quinquennat

2015-2019, et être dans la limite des crédits disponibles et aussi en privilégiant la production nationale. Il faut également privilégier les actions qui permettent d'atteindre le plus grand nombre possible de professionnels et enfin encourager les professionnels et les opérateurs à adhérer à la chambre de pêche et de l'aquaculture pour bénéficier de la mesure. A ce titre, conformément aux orientations du ministère, la direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Aïn-Temouchent a arrêté un agenda. Une première séance de travail s'est tenue le 14 mai dernier au siège de la DPRH et a réuni autour de la même table tout le staff de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya et des représentants des filières de pêche. Ce processus, en cours, aboutira à une rencontre nationale, prévue le 04 juin prochain, pour la consolidation et l'adoption consensuelle du mode de mise en œuvre de ces mesures qui viendront renforcer le système d'accompagnement SAI-PA (Système d'accompagnement à l'investissement productif dans les filières de la pêche et de l'aquaculture).

seconde réunion a eu lieu, ce mardi 19 mai, sous la présidence du DPRH, M. Zenani, avec l'ensemble des professionnels des 02 ports de la wilaya (Béni-Saf et Bouzedjar) et qui a porté sur la présentation et l'explication des mesures de cette opération. Le DPRH tiendra encore trois autres réunions, le 24 et 25 mai prochains, avec les représentants de chacune des trois filières (sardinier, chalutier, petit métier). A l'issue de ce processus, une réunion de consolidation sera tenue 03 jours plus tard toujours au siège de la DPRH, avec la participation des membres du bureau de la chambre de pêche et de l'aquaculture de la wilaya et des représentants des filières de pêche. Ce processus, en cours, aboutira à une rencontre nationale, prévue le 04 juin prochain, pour la consolidation et l'adoption consensuelle du mode de mise en œuvre de ces mesures qui viendront renforcer le système d'accompagnement SAI-PA (Système d'accompagnement à l'investissement productif dans les filières de la pêche et de l'aquaculture).

STIDIA

Des dizaines d'espèces végétales détruites

Ayache Djamel

De grands efforts sont constamment fournis par les services des forêts pour la préservation du patrimoine dans la localité balnéaire de Stidia située à 15 km à l'ouest de Mostaganem aux abords d'un massif forestier très dense s'étendant sur plus de 30 ha, parmi les plus importants de la wilaya. Toutefois, à l'entrée est du village, loin des regards, un talus d'arbustes millénaires surplombant la mer

appelé le Pigeonnet vient de subir des dépassements et des agressions graves. Le constat est amer, avons-nous constaté sur place. Des centaines d'arbustes de diverses espèces, indispensables pour la fixation des dunes et la stabilisation du sol, ont carrément été décimés. Il ne reste plus rien de cette verdure splendide et cette pureté d'air incomparable qu'offrait le bois. Les arbustes déracinés sont entassés au fond d'un oued. Un groupe de jeunes rencontrés

sur les lieux cachent mal leur colère. «Nous venons souvent du village jusqu'à cette petite forêt pour nous distraire et même faire du sport. La moitié de la petite forêt vient d'être anéantie.

Plusieurs espèces animales et végétales qu'y vivaient ont carrément disparu. Pourquoi a-t-on fait ça ?» Alertés, les services de la commune ont dépêché une commission comprenant les services de la sécurité et les forêts. Nous reviendrons sur cette affaire.

TISSEMSILT

Publication de cinq ouvrages sur l'histoire et l'archéologie

Cinq ouvrages sur l'histoire et l'archéologie de Constantine seront publiés prochainement, a indiqué lundi à Tissemsilt l'auteur, Abdelkader Dehdouh, chercheur en archéologie au centre universitaire de Tipasa.

La publication et l'édition de ces ouvrages dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», a eu l'aval des ministères de la Culture et des Affaires religieuses et Wakfs, a indiqué A.Dehdouh à l'APS en marge d'une journée d'étude sur le patrimoine culturel de l'Ouar-

nis dont les travaux ont pris fin lundi à Tissemsilt. Le premier ouvrage traite des étapes historiques et sites archéologiques de Constantine, de la préhistoire jusqu'à l'époque ottomane. Un ouvrage intitulé «urbanisme de la ville de Constantine à l'époque ottomane» devra également paraître prochainement, de même qu'un autre en deux tomes traitant des sites archéologiques islamiques dans la capitale de l'est algérien à la même époque. L'ouvrage comprend une étude archéologique détaillée de 15 sites dont les mosquées relevant des écoles

de Sidi El Kettani et de Sidi Lakhdar et le Palais de Ahmed Bey. Le quatrième ouvrage sur le wakf à Constantine propose une étude historique et une enquête approfondie de l'urbanisme à Constantine du 14^{ème} au 17^{ème} siècles.

La cinquième publication aborde les ulémas et érudits de Constantine traitée de plus de 200 savants et 100 personnalités ayant gouverné cette ville depuis les foutouhate musulmans. Dr Dehdouh a indiqué que ces nouvelles publications sont le fruit de recherches et d'études de plus de dix années.

BÉNI-SAF

Le corps du noyé repêché à Rachgoun

Le corps du jeune malheureux, porté disparu sur la plage de Rachgoun1, l'après-midi du vendredi dernier, a été finalement repêché ce mardi vers 18h par les plongeurs de la Protection civile de Béni-Saf, non loin des mêmes lieux, apprend-t-on de sources sûres. La dépouille mortelle a été acheminée vers la morgue de l'hôpital de

Béni-Saf. Le malheureux, âgé de 20 ans, lycéen et originaire de la commune de Remchi (Tlemcen), avait été ce jour-là emporté par les courants marins. Ses 3 compagnons ont eu la vie sauve grâce aux citoyens qui ont alerté les secouristes. Les 4 amis auraient profité de la hausse de la température prévalant ce jour-là pour s'offrir un bap-

tême de mer. Et en l'absence de surveillants de baignade en cette période de l'année, des habitués de cette plage ont aussitôt alerté les agents de la Protection civile de l'Unité marine de Béni-Saf. Depuis, des recherches entamées par les plongeurs n'ont jamais cessé jusqu'au repêchage de la victime.

Mohamed Bensafi

NAÂMA

Un parc d'attraction en perspective

M. S. Laradji

Après Méchria, c'est autour de Naâma, chef-lieu de wilaya, de répondre à l'attente de ses citoyens en matière de loisirs et de détente avec la création, par l'agence de régulation foncière locale, d'un parc d'attraction pour meubler quelque peu le quotidien des enfants, avides de loisirs et en proie à un vide poignant surtout en période de vacances. En effet, la structure en question, implantée juste derrière l'auberge des jeunes, sur un site spacieux, s'étend sur une superficie de

3 ha. Elle a été tout récemment mise en concession dans le cadre du Calpiref, après avoir bénéficié d'une grande opération d'aménagement qui a touché, outre les espaces verts, la réalisation des allées des promenades et la délimitation des espaces destinés à l'installation des équipements de jeux.

Trampoline, grande roue, train magique, voitures de tamponnage sont autant d'attractions prévues pour répondre à l'attente des amateurs des sensations fortes. «Compte tenu de l'espace

qui caractérise cette infrastructure, souligne M. Baouche, directeur de l'agence foncière, la possibilité d'organiser des soirées musicales au profit des familles durant le mois sacré du ramadhan n'est pas exclue puisque cette structure est équipée d'une grande scène couverte pour les activités de musique et de théâtre ainsi que des kiosques pour servir des glaces et autres rafraîchissements. En somme, tout a été prévu pour rendre la vie agréable dans l'enceinte du parc dont l'ouverture au public est imminente», devait-il rassurer.

MÉDÉA

Un 19 mai 1956

Rabah Benaouda

Rehaussée par la présence de MM. Mohamed-Benamar Zerhouni, Tayeb Zitouni et Saïd Abadou, respectivement conseiller à la Présidence de la République, ministre des Moudjahidine et secrétaire général de l'Organisation nationale des Moudjahidine (ONM), la célébration, cette année, de la «Journée nationale de l'Etudiant», à Médéa, a eu un cachet bien particulier avec le choix de la wilaya de Médéa pour abriter les festivités nationales officielles. Accueillie au siège de la wilaya par MM. Brahim Merad et Abdelkader Chekkou, respectivement wali et P/APW, en présence des autorités locales civiles et militaires, la délégation officielle, hôte de la wilaya de Médéa, aura une courte pause-café avant que le cortège prenne la direction du cimetière de Chouhada, situé à la sortie sud de la ville de Médéa, pour le cérémonial du recueillement et du souvenir avec levée des couleurs au rythme de l'hymne national, dépôt de gerbes de fleurs et lecture de la 'Fatiha'. Ce sera, ensuite, le pôle universitaire qui accueillera la délégation officielle et à l'entrée duquel elle fera le tour d'une exposition estudiantine, mettant en exergue les diverses activités culturelles, artistiques, scientifiques... auxquelles s'adonnent les étudiants et étudiants. De là, la délégation officielle se rendra, directement, à la bibliothèque centrale de ce pôle universitaire qui a été baptisée du nom du défunt moudjahid, le capitaine Boualem Ousseddik, décédé, tout récemment. Une bibliothèque dont les différentes ailes seront visitées en même temps qu'une exposition de livres et autres manuels, ouvrages de travail... Une baptisation qui sera suivie de la cérémonie officielle de la célébration de cette «Journée nationale de

l'Etudiant», dans son 59^{ème} anniversaire, qu'abritera la salle de conférences 'Ahmed Hadj-Hamdi', archicomble. Après une courte allocution de bienvenue prononcée par le Dr Ahmed Zaghdar, recteur de l'Université Dr Yahia Fares de Médéa, la parole est donnée à M. Mohamed-Benamar Zerhouni qui donnera lecture de la longue lettre adressée, à toutes les étudiantes et à tous les étudiants algériens, par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, dans laquelle ont été mis en exergue «la fidélité au serment fait à nos valeureux chouhada», «La reconnaissance éternelle à tous les étudiants qui avaient décidé de rejoindre les maquis de l'Armée de Libération nationale (ALN) à l'issue de la célèbre grève des étudiants, le 19 mai 1956».

L'occasion, pour le conseiller du président de la République, d'appeler «toute notre jeunesse, en général, à maintenir, tout haut, le flambeau qui nous a été transmis et légué par nos vaillants chouhada.» et, à l'adresse de la communauté universitaire, en général, il dira : «Votre combat à vous, aujourd'hui, est de placer l'Algérie tout haut dans le concert des nations. Hier, vos aînés, vos pères et grands-pères s'étaient servis d'un fusil. Aujourd'hui, vous avez le stylo.» Une allocution qui sera suivie de la projection d'un film documentaire, mettant en exergue le rôle de l'étudiant dans le mouvement national ainsi que dans la guerre de Libération nationale, avant qu'un enseignant de l'UDYF de Médéa n'anime une courte conférence en rapport avec cet événement national.

Une cérémonie officielle qui prendra fin avec la remise de cadeaux symboliques et diplômes d'honneur à trois enseignants universitaires ainsi qu'à trois étudiants et étudiants auteurs des meilleurs travaux de recher-

ches historiques relatives à l'histoire du 19 mai 1956.

Ce sera, ensuite, le futur 'Complexe régional de la Wilaya IV historique', tout proche du pôle universitaire, qui accueillera la délégation officielle pour une visite de ses différentes ailes. Une infrastructure qui aura coûté une enveloppe financière de plus de 34 milliards de centimes et dont le taux d'avancement actuel des travaux tourne autour de 90%. Le lycée de jeunes filles 'Dr Mohamed Bencheneb', situé au centre-ville de Médéa, sera l'avant-dernière étape de cette journée du recueillement et du souvenir, pour la délégation officielle et les nombreux invités. Un lycée, mythique, d'où étaient «montés au maquis» près d'une centaine d'élèves parmi lesquels très peu survivront. L'occasion pour M. Tayeb Zitouni de faire une brève déclaration à la presse, dans laquelle il dira, notamment et en substance : «la Révolution armée était, en elle-même, une école. Et la grève décidée le 19 mai 1956 par le Front de Libération nationale (FLN), à travers les étudiants et les lycéens, n'était qu'une suite logique dans la démarche vers l'Indépendance du pays. Une date qui a constitué l'un des plus importants maillons de la guerre de Libération nationale, dans ce sens que la frange intellectuelle était devenue, dès lors, partie prenante intégrale dans le combat libérateur.»

Une célébration qui prendra fin au musée du Moudjahid 'Si M'Hamed Bougara', situé au centre-ville de Médéa, où la délégation officielle fera un large tour de visite de l'imposante et très intéressante exposition de photos, documents, armes, effets personnels... ayant appartenu à des chouhada, comme des restes d'un avion colonial abattu lors d'une célèbre bataille dans la région de Ouled Bouachra.

L'Education recrute

Pas moins de 10.706 candidats, issus de la wilaya de Médéa, prendront part, le 27 mai aux épreuves orales du concours de recrutement d'enseignants, organisé par la direction locale de l'Education, en vue d' étoffer son encadrement pédagogique, a-t-on appris auprès des responsables de cette structure, précisant que le nombre de postes

budgétaires, octroyés au secteur de l'Education, au titre de l'exercice 2015, est estimé à 318, couvrant les 3 cycles.

Les responsables locaux de l'Education ont indiqué que le cycle primaire enregistre le plus grand nombre de candidatures, avec un effectif de 7.300 candidats qui concourront pour les 200 postes d'emploi, ouverts à travers les dif-

férents établissements du primaire de la région.

Les 3.406 candidats restants, répartis entre les cycles moyen et secondaire, tenteront, à l'occasion de cette ultime épreuve, de décrocher l'un des 118 postes, à pourvoir, dans ces deux cycles, dont 98 postes d'enseignants réservés au cycle moyen, a-t-on ajouté de même source.

relevant du domaine forestier, ont empêché, il y a 4 semaines, des forestiers d'accomplir leur travail allant jusqu' à les menacer physiquement.

Selon la conservation des Forêts de la wilaya d'El Tarf, cette opération est appelée à se poursuivre, dans les jours à venir, afin d'éradiquer cette culture de ces espaces sensibles, notamment, pour la nappe phréatique de Bouglez qui alimente de nombreuses communes de la région et une partie de la wilaya de Annaba.

gendre cette culture qui peut rapporter jusqu'à 300 millions de centimes pour un coût de 30 millions à l'hectare.

Cette culture, strictement interdite, tout le long du cordon dunaire, véritable rempart naturel contre l'érosion pour lequel l'Etat a consacré des sommes colossales pour son reboisement et sa préservation, était devenue, depuis quelques années, la cible de prédateurs spécialisés dans cette culture. Pour rappel, ces agresseurs des terres agricoles,

ALGER

Habitat précaire : des centaines de familles relogées

Des centaines de familles algéroises ont quitté, mardi, leur habitat précaire dans le cadre de l'opération de relogement de 2.313 familles habitant dans 52 sites insalubres.

C'est d'ailleurs, à Alger-centre, à la rue Larbi Ben M'hidi que le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a donné le coup d'envoi de cette opération.

Des familles, habitant des bidonvilles ou logeant dans des caves ou sur des terrasses, que ce soit à Bab Ezzouar, El Madania, El Mouradia ou Sidi M'hamed, étaient, aussi, concernées par l'opération. Sur les sites d'accueil à la cité '1.450 logements' dénommé 'Souachette' à Rouiba ou à la cité '128 logements' de 'Haouch Mouhoub' à Baraki, les nouveaux occupants étaient satisfaits de cette opération de relogement. Nombreux étaient ceux à avoir déclaré qu'ils sont heureux de quitter à jamais leurs anciennes demeures de fortune pour loger dans des appartements neufs équipés de toutes les commodités. Pourtant, il reste, toujours, les aménagements extérieurs à terminer ainsi que les écoles et autres infrastructures publiques, à construire. Interrogé à ce sujet, le directeur du Logement de la wilaya d'Alger, Smail Loumi, a souligné que cette tâche revenait aux services concernés par les Travaux publics.

A Rouiba, sur le site

'Haouch Chaâlal 3', il y a, aussi, des familles mécontentes car n'ayant pu bénéficier d'un nombre suffisant de logements.

Ce problème d'éclatement de familles (plusieurs membres mariés vivant sous un même toit) a été posé au wali qui a conseillé le dépôt de recours pour lesquels des bureaux étaient d'ailleurs ouverts, au sein des nouveaux sites.

Sur 51 familles, habitant le 'haouch', 5 n'étaient toujours pas relogées. Pour toutes les autres, la journée de mardi restera, dans les mémoires.

Les familles ont emballé tous leurs biens et les ont chargés sur des camions pour rejoindre les nouveaux sites. Les familles sont affectées dans 12 cités parmi lesquelles 5 sont neuves comme à Dar El Beida, Bordj El Bahri, Soudania et Baraki.

Les bénéficiaires viennent aussi des communes de Bordj El Bahri, Bachdjarah, El Maqaria et Oued Semmar. Les 2.313 familles concernées sont réparties à travers 34 communes de la wilaya et 2.000 d'entre elles bénéficient de la 18^{ème} opération de relogement alors que 313 autres bénéficient de logements publics locaux. 475 familles habitaient dans des bidonvilles et 335 autres logeaient dans des caves, sur les terrasses ou encore dans des bâtiments menaçant ruine.

A propos des futures opé-

rations inscrites au programme d'éradication de l'habitat insalubre, le wali a souligné qu'elles « pourraient intervenir avant le Ramadhan pour reloger les familles habitant au bidonville de 'Remli' à Semmar et à 'Bateau cassé' à l'est d'Alger ».

Le directeur du Logement a ajouté que 2.000 logements sociaux participatifs allaient, aussi, être attribués, sans en préciser la date.

Pour assurer le bon déroulement de l'opération de mardi, 8.300 agents sont mobilisés en plus des services de sécurité et d'autres cadres. En ce qui concerne les moyens matériels, 4.000 camions et 100 bus sont mobilisés. Par ailleurs, les citoyens ont déposé 5.272 recours après leur exclusion du relogement et 284 familles ont eu gain de cause alors que 4.779 recours sont rejetés et les autres dossiers sont en cours d'étude. La wilaya a déposé 525 plaintes contre des bénéficiaires de logements dans des opérations antérieures pour diverses fraudes dont la falsification des documents des dossiers et 15 familles sont déjà expulsées.

Des peines d'emprisonnement et des amendes sont d'autres sanctions prononcées par la justice contre 51 personnes. Les opérations de relogement, à Alger, ont débuté en juin 2013 et ont concerné plus de 20.373 familles, soit 122.000 personnes.

HAMMAM MELOUANE

La terre a tremblé

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,7 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, mercredi (9h36) à Hammam

Melbourne, dans la wilaya de Blida, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), dans un com-

munique. L'épicentre de cette secousse a été localisé à 4 km au nord-ouest de Hammam Melouane, précise la même source.

TAMANRASSET

Opérations d'entretien des puits et des canaux destinés à l'Agriculture

Des opérations ont été retenues, cette année, pour la réhabilitation et l'entretien du réseau de foggaras (système d'irrigation traditionnel), à In Ghar et Foggaret Ezzoua, dans le Tidikelt, a-t-on appris auprès de la Subdivision de l'Agriculture de la daïra d'In Salah (750 km au nord de Tamanrasset).

Ces opérations consistent en la réhabilitation d'une dizaine de foggaras, dans les zones agricoles de la daïra d'In Ghar avec des travaux de restauration et d'entretien des puits et des canaux d'aduction de l'eau destinés à l'irrigation des jardins et palmeraies, dans le but de conserver ce système ancestral d'irrigation agricole, a révélé le responsable de la Sub-

division, Abdelkader Saâsaâ. L'opération, qui va toucher quelque 590 mètres linéaires a été confiée au Commissariat au développement de l'Agriculture saharienne, basé à Ouargla, selon la même source. Dans le même cadre, une étude a été réalisée pour la réhabilitation des foggaras de Moulay Hiba, dans la commune de Foggaret Ezzoua, sur 200 mètres linéaires, a affirmé le membre de l'Assemblée populaire de wilaya, Abdessemed El-Maghrebi.

L'opération vise à revivifier le système des foggaras dans cette région qui n'a pas bénéficié, depuis plusieurs années, de ce genre de travaux, rendant leur débit très faible, ce qui s'est répercuté, négativement sur l'irrigation des

palmiers-dattiers productifs et autres cultures, a-t-on indiqué. Elle va permettre, également, de conserver ce système hydrique, unique en son genre, qui est également un moyen de subsistance et un legs culturel des habitants de la région.

Les agriculteurs de la région fondent de grands espoirs sur ces opérations qui devront permettre d'augmenter le débit des foggaras et réactiver l'irrigation des palmeraies. Les foggaras sont considérées comme un patrimoine, dans le domaine agricole de la région de Tidikelt (In-Salah), encore utilisé dans l'irrigation des jardins et des palmeraies. Elles sont constituées de puits reliés, entre eux, par des canaux souterrains pouvant atteindre des centaines de kilomètres, et qui représentent la colonne vertébrale de l'irrigation agricole dans de vastes régions du Sud.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 chaâbane 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h52	12h45	16h35	19h56	21h31



APARTEMENTS

■TLEMCCEN : Vds F3 Résidence Bahdja - Imama - toutes commodités sur Gd Bd - 80 m² - 3ème étage - Interm. s'abstenir - Tél. 0552.99.67.13

■TLEMCCEN : Vends Appartement F3 aménagé en F4 - Imama sur boulevard - Tél. 0770.40.73.62 / 0559.84.55.40

■Vends Appartement F3 Cité les Falaises à proximité de la mosquée El Nour. 40 m² : 02 Pces. C. SDB. Cour - Courbet - Prix raisonnable - Vide - Nvile Const.

■Vends F3 d'une superficie de 90 m² - Convient Fonction libérale - Rue Dumanoir parallèle de Mirauchaux (ORAN) - Tél. 0770.65.01.53 / 0550.48.16.64 - Curieux s'abstenir

■AGIM - Tél : 041.74.80.29 / 0557.29.15.30 - Vend Maison F2 bâtie en RDC. 40 m² : 02 Pces. C. SDB. Cour - Courbet - Prix raisonnable - Vide - Nvile Const.

■Vends Appart F4 aménagé. 4ème étage à Cité Elouz Exilés - Les Amandiers - ORAN - Veuillez me contacter sur numéro : 0773.04.11.67

■Vends ou Ech. 3 F4 AADL : F4 3ème AADL Pépinière - F4 7ème en face CRASC. USTO - F4 8ème en face Tramway. USTO - Etude Ttes propositions - Tél : 0550.19.38.68 / 0773.20.58.64

■Vds Appart Akid Lotfi 4ème avec Ascenseur F3 86 m² (Gd Sal. + 2 Pces) Promoteur BATIOIR. Très ensoleillé. Incessibilité 05 ans avec Procuration Notariale - 1 Mrd. Nég. - 0555.35.25.46

■Vends Appartement F3 - 70 m² à Haï Seddikia. Refait à neuf (Dalle de sol - Peinture - Electricité et Plomberie) immeuble calme, bon voisinage et aucun vis-à-vis - Courtiers s'abstenir - Tél : 0559.52.07.81

■A vendre un F2 modifié en F3. 4ème étage. Sup. 52,96 m² - Haï Yasmine côté Hasnaoui - P.D. : 700 U - Tél : 0552.15.87.57

■Vends Appartement F3 - Bien situé - Acté - En face Daïra A.E.T. - Prix Off. 750 U - Prix Dem. 900 U - Curieux s'abstenir - 0796.04.04.45

■Vente Appart à Victor Hugo : F3, 2ème étage, à côté de l'ancien Commissariat - Tél : 0783.06.77.81 - 0792.96.38.07

■Vends un bel Appartement à Saint Hubert, un bel emplacement et bon voisinage - Veuillez contacter : 0772.79.46.47

■Vends Appart F3 à Haï Yasmine - 8ème étage - Refait à neuf - Avec Ascenseur - Tél : 0773.36.42.71

■A vendre Appartement grand standing F5 + grande terrasse - Le tout 210 m² - Bir El Djir - Tél : 0559.43.11.11

■A vendre Appartement F2 - Désistement - Haï Sabah. 4ème étage. ORAN - Tél : 0771.58.34.39 - 0541.69.26.44

■A vendre bel Appartement F3 modifié F4 (Acté) Rez-de-chaussée (110 m²) Résidence Sonatrach fermée et sécurité à Ain El Bia (Bethioua) - Tél : 0561.28.22.59 - 0771.30.56.36

■Vends Appart F3 - Acté - Bien ensoleillé. Double façade donnant sur un grand boulevard à Akid Lotfi - 2ème étage. Ascenseur - ORAN - Tél : 0552.26.52.60

■A vendre Appart F3. Sup. 75 m² ADL Pépinière. Dble Faç. avec barreaudage. 9ème étg. avec Ascens. en face Univers. USTO - Veuillez me contacter à partir de 18 h SVP - Tél : 0556.01.10.48

■Appartement à louer F2. 2 Pces. Propre - Adresse : N° 500 Kara II - Senia - Peinture - Tél : 0559.36.37.03 - 0793.97.27.27

■Vends ou Loue F1 - F2 - F3 - Niveau de villa meublé ou sans à Fernandville - Possibilité Garage - Tél : 0696.45.86.70

■Vends F3 - Acté - 53 m² au Rond-point de la Wilaya d'Oran. 2ème étage - Tél : 0799.427.752

■Vds F3 + Cuis. + SDB + hall. Refait à neuf. 1er étage et le dernier. Convient Cabinet médical ou Habitation, situé près de l'hôpital Plateau - Prix Off. 1,100 - Tél: 0776.29.07.92

■A louer Appart F3 meublé. Résidence. Garage. 5ème étage. Ascenseur. Face Sheraton. Vue sur mer - Tél. Internet. Chauffage. Clim - 0555.19.71.21

■Vends Appartement F3 - RDC à GDYEL - Tél : 0556.82.15.38

■A vendre ou à louer Appart F4. 1er étage à Adda Benaouda. Acté - Contacter le 0799.98.86.33

■A louer à ES-SEDDIKIA : F3 RDC. Meublé. Refait à neuf - Climatization - Chauffe-eau - Chauffage - Citerne 2000 L - Courte durée - 10 U/mois fixe - Tél : 0552.48.79.07

■A vendre à ES-SEDDIKIA : F4 RDC. Refait à neuf. Cuisine - SDB - Chauffe-eau - Chauffage - Citerne 2000 L - côté CNEP - Curieux s'abstenir - Tél : 0552.48.79.07

■TLEMCCEN : A vendre F3 - 81 m² - Acté - 1er étage. 2 façades, à côté FAC Bouhanak - Tél : 0557.71.51.50

■Ag. Immo. LITTORAL - 0550.56.65.17 - 0550.31.09.46 - Loue : F2 meublé 4ème étg. Akid - F3 5ème étg. dans résidence fermée en face l'hôpital pédiatrique - F3 Yasmine - F3 1er étg. Akid

■Vends Appart F5. 135 m². Acté. 4ème étage. Avec Barreaudage. Réservoir 2000 L. 2 Climatiseurs. Tél. Internet. Parking - à Ain El Bia - BETHOUA - Prix demandé 1 MD - Tél. 0662.74.74.06

■Location Appart Résidence Hasnaoui : F4 équipé - 16 millions - Tél : 0549.21.96.73

■A vendre Appartement F2 - Acté - à Oued-Tielat Centre - Tél : 0560.36.72.83

■Vends F4 - Acté - Meublé. Standing. 110 m². Cuisine équipée. Chauffage central. USTO Pyramides (Nouveau) 4ème étage - Prix offert 1,7 - Curieux s'abstenir - Tél : 0782.21.11.73

■A louer Appart F3 à Gdyl en côté d'une garderie d'enfants, proche de mosquée et polyclinique H.24 - Tél : 0557.41.87.61

■Vends Appartement à ORAN Centre au 1er étage Rue Khemisti. 4 Chambres. Refait à neuf - Convient : Médecins - Avocats - Notaires... Double vitrage - Climatisé - Tél : 0553.23.38.76

■A vendre Appart F3 - 92 m² : 2 chambres, 1 grand salon, 2 SDB, cuisine - Camp 5 (Dure) - Prix : 900 U - Tél : 0770.25.88.38

■Vends un bel Appart - Acté - F3. SDB. Cuisine - 85 m². 5ème étage. Cité clôturée. Tél. Internet. Climatization. Résidence Sonatrach Haï Fellaoucen. ORAN - Tél: 0661.64.61.78

■Vente Appart F2 à Haï Yasmine. 58 m². 5ème étage. Cuisine équipée - Cité fermée avec gardiennage 24/24 + Parking - Vue sur Boulevard - Tél : 0661.50.45.59

■Vends F4 - 87 m². 4ème étage. Haï Akid Lotfi, tout près de Joy - Cité calme avec bon voisinage - Tél : 0560.01.86.85

■Location Apparts meublés : F3 Bd Frt de mer + F3 lycée Lotfi + F4 Akid + F6 Mobilart + F3 Bd des Chasseurs - AG. BENSALID - 04, Rue Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 / 0550.58.43.72

■Vends un beau et spacieux F2 - Sup. 65 m² au 3ème étage avec Ascenseur - bien situé à Akid Lotfi - P.O. 920 - P.D. 950 - Tél : 0554.09.53.79

■Vends : F3 C. SDB 1er étage Seddikia vue panoramique + F3 C. SDB L. Ben M'hidi + F2 Rue Michelet - AG. BENSALID - 04, Rue Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■Vends Appart F4 refait à neuf. 4ème étage. 76 m². 2 façades. Situé Bd Abderrazak. Avec parking. Proche toutes commodités. Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0668.27.62.04

■A louer Appart F2 meublé, grand standing. 4ème étage, situé dans un immeuble propre et sécurisé centre-ville ORAN - conviendrait pour couple ou personne seule - Tél : 0792.18.76.86

■Vends Appart F4. 80 m². Akid Lotfi. 1er étage immeuble de 4 étages. 2 façades - Très ensoleillé - Parking - Jardin - Bon voisinage - Tél : 0661.809.336

■A vendre des Appartement F2 - F3 - F5 - Possibilité Promesse de vente : Centre-ville ORAN - Résidence + 2 (deux) Locaux à louer - Tél : 0661.10.10.67

■Vends Appart F3 - Acté - 2ème étage. Libre de suite. Toutes commodités. Bien ensoleillé - Prix après visite - Courtier, Agence et Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0778.30.25.71

■A vendre : F4. 2ème étage Terbia cité clôturée, libre de suite + F4 USTO HLM + F3 Seddikia à Villa à Fernandville sur Bd commercial avec Pizzeria - Cafétéria - 0555.70.94.92 - 0555.65.37.03

■Vends Apparts F3 et F4 Top - Cuisine équipée - Chaudière - Garage - dans immeuble de 3 étages / 2 par étage à Belgaïd - ORAN - Tél. 0550.46.18.22

■Loue F2 centre-ville d'ORAN pour Bureau ou Habitation - Tél : 0661.20.18.07

■A louer F4, 120 m² - 1er étage cité CNEP face Rond-point Bahia - 75.000.00 DA/Mois - Tél. 0661.20.63.01

■Loue F3 Carteaux RDC 350.000 DA / F2 Dumanoir 26.000 RDC / F3 USTO 27.000 DA / F2 Miramar + cour pour 18 mois ou 24 mois 29.000 DA - AGENCE DJIWED EL ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■Vends F4 - 1er étage Ht standing (3 façades) - toutes commodités + garage S/Sol + Cellier - Résidence Hasnaoui - ORAN - Tél : 0540.93.50.22

■A vendre un bel Appartement F3 en plein centre-ville 21, Rue Lamartine. Michelet. 5ème étage. 77 m² avec un balcon vue sur Front de mer. Refait à neuf - 0552.06.60.21 / 041.33.32.93

■A vendre Appart individuel F2, cuisine, S. de bain, toilettes et grande cour. Valable Bureau ou Cabinet. Possibilité pour extension - Acté avec Livret Foncier - " Gambetta ". ORAN - Tél. 0555.93.90.15

■Vds Appart F3. Sup.135 m². Gd Salon. 2 Pièces. Cuisine. SDB. WC. 2 Balcons - Meublé totalement. 3ème étage. Nvile Const. Endroit très calme : l'Hippodrome. ORAN - Tél. 0779.19.81.68

■SIDI BEL-ABBES : Vends Appart F4. C. SB. 3 balcons. Climat. Chauff. - 93 m². 3ème étg. et dernier Makam El-Chahid. Meublé ou sans meubles. Refait à neuf. Intermédiaire et Ag. Imm. s'abstenir - Tél : 0770.33.73.60

■TLEMCCEN : Loue à Biroouana un RDC Appart de 3 pièces + cuisine + SDB + entrée indépend. - Tél : 0771.78.10.70

■A louer un Appart F4 situé à Haï El-Sabah - Contacter le : 0668.67.49.67

■Loue 4 Apparts 110 m² chacun au 1er étage pour profession libérale à AFLOU - W. LAGHOUAT - Tél. 0668.19.02.36

■Vends F4 refait à neuf. 1er étage, au grand Boulevard Akid Lotfi. Toutes commodités - Acté - Conviendrait Cabinet médical ou Habitation - Tél. au : 0696.30.40.02

■Loue pour saison estivale à MERS EL-HADJADJ, 40 Km d'ORAN, des F2 et F3 équipés tout confort dans résidence standing pieds dans l'eau - Tarifs réduits jusqu'au 15 Juillet - Tél : 0552.12.20.12

■A vendre un Appartement F4 - Acté - au 2ème étage à la Cité Grande Terre - ORAN - Tél. 0541.42.25.62

■A vendre F3 - Acté - RDC : 790 Logements Bloc 621. USTO - ORAN - Tél : 0771.61.00.91 - 0794.09.80.05

■Bureau d'études recherche en Location F5 ou Niveau Villa à ORAN ou environs immédiats - Merci d'appeler le 0556.54.1.775

■Vends Appartement F3 + 3 cours et garage ? salle de bain, cuisine. Rez-de-chaussée. 132 M. Point du Jour. ORAN - Tél. 0772.15.82.90

■A louer 2 Appartements F5 à Point du Jour + Loue une Cafétéria équipée + un Magasin de 30 m² au centre-ville - Boudaoud Tél : 0661.20.94.95

■Vds très joli Cabanon à BOUZEDJAR-plage 2ème Zone avec vue sur mer - Construction récente. Toutes commodités - R+2 - Courtiers et curieux s'abstenir - Tél. 0665.70.91.89 (de 17 H à 20 H)

■Vds très joli Cabanon à BOUZEDJAR-plage 2ème Zone avec vue sur mer - Construction récente. Toutes commodités - R+2 - Courtiers et curieux s'abstenir - Tél. 0665.70.91.89 (de 17 H à 20 H)

■Vends / Loue Niveau de villa R+2 - 400 m² + Terrasse 320 m². Usage Habit. ou Bureaux. Dble façade (Refait à neuf) situé sur grand Bd (RTA) ORAN - Tél : 0033.687.597.709 - 0549.75.76.73

VILLAS

■TLEMCCEN (KIFFANE) : Vds Maison Actée + Livret foncier - Tél. 0777.86.87.53

■TLEMCCEN : Vends Chalet avec Terrain 360 m² - Acté - Cité des Roses n° 32 - Imama - Tlemccen - Tél. 0554.35.35.71

■TLEMCCEN : Vends à OUJLIDA Carcasse 200 m². R+2 - Tél : 0550.18.31.00

■Vends Villa RDC + 2 (287 m²). Actée (2 salons, 5 grandes chambres, 3 sanitaires + hammam, cuisine, jardin, terrasse, 2 garages) N° 04 Coopérative Colonel Abbès en face hôpital militaire. ORAN - Tél. 0771.16.56.12

■Vends à SENIA : Immeuble 3 façades, vue sur Rond-point. Sup. 1.100 m². Composé de Locaux avec deux étages non aménagés - Convient Showroom ou Promotion - Contact : 0540.01.33.92 - Interméd. s'abstenir

■Vends Maison de Maître 100 m² - RDC - 2 façades - Démolie - Actée + L. Foncier - située à ORAN-Ville - Tél : 0555.67.56.62

■Vends M.M. Vieux Bâti 127 m². 3 Pièces. Cuisine. SDB. Terrasse. Garage. Façade 6 m - face CEM Lakhdar Hafid - Savignon. ORAN - PO : 16 MDA - PD : 22 MDA - Tél : 0551.996.473 - Pas de courtier

■Vends à BOUTLELIS (W. ORAN) Maison. RDC : Local commercial 244 m² + 1er étage 244 m² Fini à 50%. 03 façades - Curieux et intermédiaires s'abstenir - Tél: 0774.84.92.89

■AÏN EL TURCK à la limite du centre-ville (W. d'ORAN) : A vendre Villa R+2 - Actée (267 m²) avec 3 Locaux commerciaux rue très animée - Prix raisonnable - Tél : 0669.71.02.72

■A vendre Villa R+1. Actée. Sup. 174 m² en face Mairie Sidi Senouci. Maraval : 4 Pces. 2 Salons. 2 Cuisines. 3 Toiletttes. Cour. Buanterie. 2 Locaux commerciaux - Tél : 0774.97.84.59

■Part. Vend Niveau de villa F4 avec possibilité de le réaménager en F5. Sup. 120 m² + Local 27 m² à Bir El Djir. Construction neuve - Tél : 0560.94.32.18

■Vds M.M. à Haï Badr. ORAN. Sup. 100 m² vaste en hauteur sur 121 m². Dble Faç. Actée + L.F. - R+3 semblables à 3 F3 - Ties Comm. + 3 garages (4 Vies) - Prix 44 M - Tél : 0776.99.33.16 - 041.34.50.62

■A vendre Carcasse R+2 - 2 façades - Sup. 112 m², située à Bir El Djir près du Bd du Millenium - Tél : 0555.27.14.51 - 0551.56.86.91

■A vendre belle Villa RDC + 3 étages + jardin à Cap Falcon - Prix demandé 24 M - Prix donné 20 M - Tél : 0660.61.43.70 - 0558.46.36.61

■Vends Carcasse à Douar Boudjemaa - 2 étages - 185 m² - 02 façades - Haï Chahid Mahmoud - Tél : 0561.51.33.13

■Vends Carcasse R+3. Sup. 145 m². 02 façades. Finie 80% - 1er étg. Appart fini 95% - 2ème étg. fini 80% - 3ème étg. fini 80% plus terrasse - sise Belgaïd - Ag. immobilière LIT-TORAL - 0550.31.09.46 - 0550.56.65.17

■V. Gde Villa 260 m². R+2 - 2 Faç. 2 Locaux. 1 Garage (4 Voit). Cour + Puits. WC - 1er : 3 Gdes Pièces et Gd Salon. 1 Cuisine. WC. SDB - 2ème : même chose - à St Remy. ORAN - 0773.39.84.19

■Loue Villa R+2 sur Bd Commercial sis Açyl côté Palais d'Or - Agence immobilière LIT-TORAL - 0550.56.65.17 - 0550.31.09.46

■Vends M.M. 750 m². Actée + L.F. - 19 m façade. Proximité Marché Eckmühl. Toutes commodités - Prix après visite - Tél : 0658.412.126 - 0661.125.934

■A MOHAMMADIA - MASCARA : Vente Villa de 260 m² avec Fonds de commerce Boulangerie - R+2 : 7 chambres + salon + cuisine américaine + garage + chaudière + clim + 2 terrasses + jardin - Tél : 0551.73.28.94

■Vente Villa R+3 à GDYEL - 250 m². Haut standing - Equipée - Courtier et Agence s'abstenir Tél : 0771.001.007

■A vendre Villa. Actée. A BAB EL ASSA située sur l'autoroute Boukanoue. W. TLEMCCEN : 8.500 m² avec sondage d'eau, électricité, arbres fruitiers - Tél : 0666.78.17.03

■Vends Niveau de Villa 108 m² + garage - Quartier Montplaisant - Tél : 0559.50.83.50

■Vends Maison R+1 à TLEMCCEN Kiffane derrière Hôtel Ibis. 182 m². 1 façade. Actée avec Livret Foncier. 1er étage fini. Garage. Puits - Tél : 0794.88.64.41 / 0033.6.49.81.31.95 (en priorité) - Propre - Bon endroit et bon voisinage

■Loue : Villa neuve à Trouville II - 260 m² - R+2 : 5 Chambres. 2 Salles de bain. Hammam - Piscine Jacuzzi - Garage 2 voitures - Tél : 0770.81.03.08

■ORAN. St Eugène : Vds Villa 450 m² - 20 m façade - R+1 - Composée de : 3 Garages. Gd Salon. Cuisine. 2 Gdes Terrasses avec Chauff. central - Convient Habitat. ou Promo Immob. - 0779.19.81.68

■A BOUTLELIS près de la Poste - (ORAN) : Vends Villa (R+1). Surface 255 m² : 8 pièces, cour, 1 garage et 2 locaux - Tél : 0559.53.05.41

■A Vdré M.M. - Actée - 02 façades. 135 m² : 2 pièces, salon, cuisine, sanitaires, terrasse, garage - Finie 90% - Village " Issaoui Bouziane " - Hassi Ghala - W. Aïn Témouchent - Possibilité Promesse - Tél : 0772.37.00.06

■Vend 3 Villas de : 200 m² - 209 m² - 229 m² à Belgaïd - Bâties sur 3 niveaux avec piscine achevée à 80% - Contactez le : 0555.03.33.83

■A vendre Maison de Maître de 112 m². R + 1 étage. 5 pièces + cuisine + SDB + 1 cour + 1 local : à 7, Rue Bekhti Mhamed proximité de Bd Benabderrezak (10 m) (en face BANGO) - Mobile : 0555.77.56.01 - 0551.80.12.11

■Vds Villa de 300 m² à Cité 200 Logts Es-Senia. ORAN avec toutes commodités (Piscine + Ch. Cent. - Alarme + Clim + Rid. Elect.) - Prix après visite - Tél : 0699.92.56.51

■Vends belle Villa finie 85 % - R+1 - Actée + L. Foncier à Terga (1 S + 5 chambres + SDB + WC + jardin + garage + 2 terrasses) + B. eau - TERGA - W. TEMOUCHENT - Tél : 0553.96.46.57

■A.V. Carcasse (ST) Villa 150 m². R+2 - RDC : 2 Pces. Cuisine + Hall. Fini 80% + garage + jardin. Coop. El Hachimia à Belgaïd ou Echange contre Appart ou Local plus Complément - Tél : 0777.90.27.72

■Vends : Habitation. Actée. R+2 de 230 m² à Cité Petit avec 2 façades, se composant de 04 locaux commerciaux et garage 03 voitures - Prix après visite - Curieux s'abstenir S.V.P. - Tél : 0771.05.91.39 - 0799.57.08.72

■A vendre Villa à Bir El Djir Lot. 119. ORAN. Bien située. Sup. 240 m² 1/2 - Tél: 0554.31.16.46

■Vends Habitation Actée de 392 m². Faç. parallèle sur Gd Bd Cité Petit - Prix après visite - Curieux s'abstenir S.V.P. - Tél : 0771.05.91.39 - 0799.57.08.72

■S. BEL ABBES : Vends belle Villa 200 m². R+2 - 02 façades : 6 Pces + 2 salons + 1 suite + cuisine américaine + 2 Gds halls + garage + Haouch + 2 terrasses + Hammam - Ch. central + Climat. - Tél : 0791.94.91.62

■Vends Villa. Sup. 265 m². R+2 - RDC : Garage. 1 Salon. Cuisine. 2 jardins. Cour. SDB (Fini) - 1er : 3 Pces. Salon. Hall. SDB (Fini) - 2ème : Non fini - à la Poste Belgaïd N° 4 - Bir El Djir - 0553.79.32.19

■Vends très belle Villa R+2 - Actée - 200 m². Finie 100% - Trouville. Aïn Turck - ORAN - Tél. 0560.70.49.08

■Loue Villa R+1 avec 2 Locaux à Bir-El-Djir - ORAN - Tél. 0770.10.69.61

■Vends Carcasse nouvelle construction R+10 Centre d'ORAN à usage Appartements ou Hôtel - Tél. 0560.28.98.99

■Vends Chalet américain F05 : 02 Salles de bain. Cuisine + Jardin + Garage sur 320 m² - Libre de suite - Camp 5. BETHOUA - Tél. 0550.28.71.02.

■AV. : M.M. 121 m². Actée. R+2 - RDC : deux Gds Salons. Cuisine + Cour - 1er étage : Cinq Chambres. SDB. Hall avec Dalle de sol et Faïence - 2ème étage : Deux Gdes P. NF + Terrasse - Rond-point Canastel vers Belgaïd - Tél. 0561.49.80.03

■ORAN. Vends Villa 500 m². Actée. Castors. Bd commercial (côté Mairie). 2 façades. R+3. Bâtie 400 m² + Cave 150 m² + Showroom en R+1 achevés à 80%. Prix après visite - Tél. 0772.18.05.57 - 0555.31.53.01

■200 Logts ES-SENIA : Vends Villa standing R+2 (Terrasse et Grenier). Grand jardin. Très bon voisinage - Prix : 5,6 Mds - Tél. 0561.42.83.35 - Pas d'intermédiaire

■Vends grande Villa de 585 m². Rue des Jardins. Wilaya de RELIZANE centre-ville - Tél. 0540.92.05.58

■Vds à ORAN Haï Nakhil (Belgaïd) T. belle Maison commerciale luxe - R+2 : 2 Gds locaux + 1 F4 et F3 - T. bien située face Labo Afak - Finition de qualité avec Matér. 1er choix Esp. - Tél : 0550.56.32.37 - 0776.

■Bureau de Comptabilité recrute un (e) Cadre Comptable ayant un minimum d'un an d'expérience, de préférence au sein d'un Cabinet de Comptabilité, avec maîtrise du S.C.F. - Envoyer CV : expertiseifrs@yahoo.fr

■Sté TLEMEN : Recrute une Responsable Commerciale. Conditions : Résidente à Tlemcen. Maîtrise la gestion commerciale et Outil Infor. (Excel / Word). Expérimentée dans le domaine / Salaire motivant - Transmettre CV à : tlemcen_recrutement@yahoo.fr

■La Station-service ALUB TOTAL LUBRIFIANTS ALGERIE recrute des Ouvriers Vidangeurs de véhicules Légers et Lourds - Tél. 040.21.61.44 - e.mail : alubcompagny1@gmail.com - www.alubcompagny.com

■Toutes les nouvelles Offres d'emploi, GRH, Responsable Commercial, Ingénieur IT, Comptable Senior, Agents de Vente... sont disponibles sur notre site Internet : www.lapem-dz.com

■Recrute : Secrétaire sérieuse, présentable et avec expérience - Vendeuse sérieuse, dynamique et présentable - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■Magasin cherche Vendeuse - Tél : 0551.57.93.92

■Entrep. en bâtiment cherche pour un grand chantier à MECHRIA : Maçon - Coffreur - Ferrailleur - Etancheïste - Ouvrier Electricien Auto - Mécanicien - Menuisier Poseur - Peintre - Tél. 0770.98.23.95 - Fax : 049.23.30.57

■Je cherche une Jeune Femme pour dégraissage polyvalente - Expérience 5 ans et plus - Tél : 0797.10.84.74 - ORAN Centre-ville - Vieille Mosquée

■Société de Production de Céramique recrute à ORAN : Electricien industriel - Expér. 05 ans - Transport assuré - Fax : 041 53.83.87 / info.bt@barkagroupe.com

■Pizzeria à Madina El Jadida cherche des Serveuses - Tél. 0555.94.16.04

■Ecole Privée EL HAYAT SCHOOL Place Fontanelle - GAMBETTA : Recrute Profs retraités Primaire - Moy. - Sec. (7/Matières) - Se présenter avec CV

VEHICULES

■Vends Camion Frigo ISUZU. 7 Tonnes. Année 2001. T. B. état + Camion KIA Frigo 2700. Année 2004. Refait T. B. état - Tél : 0664.80.07.01 / 0557.04.36.39

■Société de produit détergent à TLEMEN cherche Location Fourgons et Vendeurs qualifiés dans le domaine - Tél : 0558.46.08.68

■A vendre Remorque 20 Tonnes à benne - Année 1985. SONACOME - Bon état - ORAN - Tél : 0772.33.08.04

■A vendre 308 - 1,6 HDI - Année 2012. Première Main - Toutes Options + Toit Panoramique - Gris Métallisé - 64.000 Km - Tél : 0771.30.84.94

■Vends BMW. 745 Li - Année 2005 - 91.000 Km. Version rallongée « Limousine » présidentielle. Moteur V8 Essence 333 CH. DYN. En excellent état d'origine - Tél : 0554.07.63.83

■Location de voitures à Particuliers et Entreprises - Contacter : 0542.69.62.70 - 0773.01.62.49

■Achète petite Voiture RENAULT ou PEUGEOT (Clio ou 206 - 207 - Kangoo) - Bon état - Tél : 0772.22.86.83 - 0555.69.67.75

■A vendre Bus DAEWOO 100 places - Année 2009 - Contactez : 0550.31.09.17

■Vends Equipement de contrôle technique de Véhicule Lourd et Léger (Marque allemande) - Excellent état - Contacter : 0560.08.64.95

TERRAINS

■Vends Lot terrain. Sup. 150 m² à BOUHANIFIA - W. MASCARA - Tél. 0698.16.49.69

■Vente des Lots de terrain viabilisés de 150 m² à 194 m² dans un nouveau lotissement à SIDI HAMADOUCHE - W. SIDI BEL-ABBES - Mobile : 0771.19.23.43

■Vends Lot. Acté. 150,40 m² à Chekalil - Mehdiya / OUED TLELAT - Tél : 0554.16.12.69

■Vends Lot de terrain de 128 m². 2 façades à Gdyl - Hassi Mefsoukh - Acté - Tél : 0789.42.77.52

■Vente Lot de terrain 120 m² à Bir El Djir - Tél : 0553.28.41.27

■Vends T. Agricole 04 Ha - L.F. - Acté à Mef-tah - Tamazoura (W. TEMOUCHENT). Puits + Bassin - Retenue + Elect. - Clôture Barbelée et Sécurisée - Tél : 0559.42.73.72

■A vendre un Terrain de 198 m² nu (11 m x 18 m) une seule façade - Acté - près du Rond-point de la Pépinière Bir El Djir (ORAN) - Tél : 0541.42.25.62

■Vente Terrain Canastel 410 m² - Courtier et Agence s'abstenir - Tél : 0771.001.007

■A.V. Terrains : 240 m² Coop. 119 Bir El Djir - 280 m² D.F. La Poste Belgaïd - 200 m² Bd Coop. Fadji Bir El Djir - 21 Ha Gotni Acté + L.F. - Tél : 0795.02.70.10

■Vends des Lots de terrain : Actés - Viabilisés - dans une résidence fermée à Bir El Djir - Prix intéressant - Contacter le : 0555.03.33.83

■Vds Terrain avec Acte + P.C. - 252 m² (12 x 21) avec Eau - Electricité - Gaz à Gueddara (El-Ancor) 1,5 Km les Andalouses - ORAN - Tél : 0782.38.38.48

■Vends Terrain à ORAN-Est - GDYEL de 540 m². Viabilisé - Acté avec Livret foncier - Tél : 0797.44.43.06

■Vends des Terrains à bâtir. Viabilisés. Actés et Livre foncier - situés dans la Commune de Tilmouni W. de S.B.A. - Tél : 0558.00.07.07

PENSÉE
Une profonde et pieuse pensée à la plus douce et tendre sœur dont l'âme était si pure, partie un 21-05-1995 (20 ans déjà).
Repose en paix ma chère
MALIKA BELHADRI
Née MOULOUDI.
Nul ne t'oubliera.
رحمة الله الواسعة لك
Ta sœur Fadéla

PENSÉE
A la mémoire de notre cher père et époux
TLEMSANI Ahmed
Né le 27/03/1949 - Décédé le 30/10/2014 à SAÏDA.
Domicile : 18, Rue ACHOUR TABET Mohamed - W. d'Oran
Son épouse ABDI Chérifa et sa fille demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Tél : 0559.84.74.44 et 0778.26.62.57
إننا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
Il y a 01 an le 21 Mai 2014 quand nous a quittés à jamais notre cher père
El-Moudjahid HATTABI AEK (dit KADRIKOU).
En ce douloureux souvenir, toute sa famille prie tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Que Dieu t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis.
« A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons ».

■Vends Terrain à Hassi 6.000 m² - Canastel 4ème Périphérique terrain 240 m² - Carcasse 200 m² Canastel 4ème Périphérique - Tél : 0552.86.00.83

■Vds Lots de terrain 150 m² - 160 m² - 200 m² en face Université Belgaïd sur route Oran - Arzew dans une cité clôturée - Tél. 0550.46.18.22

■TLEMEN : A vendre Terrain 300 m² - 14 m Façade - Acté + Livret foncier - Début de la Route des Cascades - Tél : 0560.00.95.29 - 0560.00.95.28

■Vends à ORAN-Est (Belgaïd) dans quartiers résidentiels deux Lots de terrain (1 façade Est) 1er 159 m² Coop. Djebbari - 2ème 180 m² Coop. Hachimia - Tél : 0667.52.83.46

■Vends Terrain 1.500 m² à Sidi Aïssa (SAF SAF) à 05 Km de TLEMEN - Tél. 0556.31.06.01

■Vends Lot de 54 m² : Plate-forme - Entourage + Piliers à Misserghine - Prix : 450 U - Tél : 0555.30.68.57

■A vendre : (1) Lots de terrain de 272 m² - (2) Lots de terrain 280 m² dont 240 m² Bâti. Commune de Sidi Safi. Daïra de Beni-Saf (W. TEMOUCHENT) - Tél : 0699.60.20.82

■Vds des Lots de terrain à bâtir, endroit agréable et calme, vue panoramique sur mer, sis à Honaine (Ouled Youssef) - W. de TLEMEN - Prix à partir de 7.000 DA/m² - Tél : 0560.46.75.50

■A vendre Lots de terrain de 100 m² à 220 m² - Actés et Viabilisés totalement à Boufatis - Prix intéressant - Tél : 0552.13.04.97 - 0555.91.58.42 - de 09 H à 18 H

■Vends Terrain industriel 18.000 m² entre 2 multinationales avec P/Construire - Vends Terrain Z. d'Activités Boufatis 1.550 m² avec P/Construire - Tél : 0550.43.47.43 - Prix après visite

■Vends à Ain El Turck (ORAN) un Terrain de 168 m² - Acté avec Livret foncier - Quartier résidentiel avec chaussée goudronnée - Eau - Gaz et Electricité - Tél : 0792.20.71.45

■A vendre Lot de terrain 602 m² double façade à Fernandville. ORAN : 25 m sur 24 m - Tél. 0559.88.53.03

LOCAUX

■SIDI BEL ABBES : Loue des Hangars pour tous types d'entreposage dont la surface peut aller de 1.500 m² à 3.000 m² - toutes commodités - Tél : 0541.83.11.77

■Vends Local 15 m² avec soupente et sanitaires à USTO - Tél : 0771.03.20.39

■Vends ou loue Local en activité RDC + sous-sol 18 m² Maraval - Prix ferme 550 U ou 2,8 U par mois - Endroit commercial. Bien. Acté - 0661.20.59.90

■TLEMEN : Location d'un Showroom sup. 700 m² en face CHU - Tlemcen côté Makhoukh - Tél : 0560.06.92.42 - 0555.96.00.24/25

■Location Magasin 45 m² Akid Lotfi côté Cité BATIO. 40.000, 00 DA le mois. Contrat 19 mois réglés - Tél : 0662.42.07.38

■Ag. Mon Rêve - 0540.33.00.33 - 0771.91.66.82 - Loue local 48 m² Akid - Local 170 m² Pépinière - Local 250 m² Avenue d'Arcole + 112 m² Général Ferradou + 50 m² + 35 m² Yasmine

■Loue Local et grand Garage de 120 m² à El Kerma plein centre - Contactez le 0552.36.13.90

■Loue Local (25 x 25) m². Hauteur 08 m. Peut servir : Café. Pizzeria. Fast. Bureau. Labo... etc. à côté du Commissariat en face CEM et Local 20 m² - Tél : 0673.42.72.58 / 0559.68.90.77

■A vendre Boulangerie - Pâtisserie Fond et Murs, en activité, avec un puits d'eau douce - Sup. 350 m². Quartier Marché 32, Rue de la Bastille. ORAN - Tél : 0779.50.97.67 ou 041.33.18.56

■A.V. 3 Locaux : 35 m² 2 F. luxe Bd + 23 m² 1 F. + 40 m² 2 F. Dar Salam + 20 m² Marché USTO Bd - A louer Local pour Dépôt Millemium 30 m² luxe - Tél : 0795.02.70.10

■Vends Magasin refait à neuf - 210 m² - Bd Emir Abdelkader - ORAN - Tél : 0553.23.38.76

■Vends 02 Locaux bien aménagés avec sanitaires à Plateau - ORAN - Sup. 62 m² et 23 m² - Tél : 0553.16.92.88

■ORAN - Loue 2 Locaux : - 35 m², sanitaires, cuisine, soupente 9 m². Hai Khemisti Cité des Enseignants - 60 m² + cave 60 m², sanitaires, gaz, bien aménagé Bd Dubaï Akid Lotfi - Tél : 0560.36.69.99

■Loue à Haï Sabah - ORAN : Local 55 m² bien aménagé et aéré, avec sanitaires et Gde arrière-boutique comprenant Chambre et Cuisine. Convient pour tout type d'activités - Tél : 0551.02.74.35

■Loue Local : Convient Cabinet médical pour Médecin Spécialiste - TIGHENNIF (W. 29) - Tél : 0773.44.15.26

■Loue Local bien aménagé avec sanitaires sur le grand boulevard Bouisseville - Ain Turck - Tél : 0554.09.93.82 - 0796.45.17.52

■Pour des raisons de santé, je mets en vente un Fonds de commerce de Boulangerie - Pâtisserie - Viennoiserie. Bien équipée - Lieu : Bir El Djir - Bien située - Tél : 0551.73.28.94

■SIDI BEL ABBES - Sur Gde Avenue Rte d'Oran : Vends Local avec S/Sol 60 m². Convient pour Bureau - Atelier ou Commerces - Possib. d'utiliser S/Sol comme Habitation - Avec Acte + L. Foncier - Tél : 0542.15.50.82

■Loue Local 30 m². Eau - Elect. Centre-ville ORAN parallèle Mirauchaux à 3 min de Miramar - Tél : 0771.67.63.59 - Libre de suite - 25.000 DA/mois

■Vends Local Cafétéria au centre-ville W. de RELIZANE. Superficie 64 m² en face mosquée El Nour avec 2 façades - Tél. 0540.92.05.58

■A louer Local de 110 m² avec 2 sanitaires, bien aménagé, façade sur Gd Bd Route Nationale à Senia - Oran - Tél : 0780.65.98.14

■Loue 2 Locaux. Sup. 30 m² chacun avec sanitaires, bien situés à l'Avenue d'Arcole - Tél : 0552.32.86.35 - 0778.87.19.21

■Vends Local commercial 45 m² - Toutes commodités (Elect. - Eau - Gaz) à l'Hippodrome - ORAN - Tél : 0779.19.81.68

■A SIDI BEL ABBES : Loue Gd Local. 3 Faç. 300 m² dans un Gd Bd commercial, à usages Multiservices - Clinique - Ecole maternelle - Banque - Assurance - Entreprise - Vente multi produits - Restaurant... Visite sur RDV - Tél : 0662.56.97.84

■A vendre : Un Fonds de commerce avec deux (02) étages sis à la Rue de France. Sup. 1.333 m² - Convient à un Centre Commercial, avec 02 Locaux à la Rue Casanova, centre-ville CONSTANTINE -Tél : 0661.30.06.92

■Vds ou Loue 1 local commercial de 75 m² avec arrière-boutique de 2 pièces / cuisine / SDB en plein centre-ville AIN TEMOUCHENT - Tél : 0560.015.354 et 0773.49.65.15

■Loue Local commercial au 1^{er} étage en Open Space dans un immeuble très récent, plein centre d'ORAN Bd Hammou Boulélis. Superficie 232 m² - Convient pour : Société - Groupe de médecins - Laboratoires... etc. - Tél : 0551.42.09.21

■Loue Dépôt 450 m² couvert, bien aménagé, bureau + sanitaires, grand portail + 1 Appartement F3 au 1^{er} étage à proximité Av. Sidi Chami - ORAN - Tél : 0553.04.29.64

■Location Immeuble 1.300 m² sur 3 niveaux. Dble façade. Usage commercial - Bureaux - situé sur Gd Bd des 40 m (RTA) ORAN - Tél : 0033.687.597.709 - 0549.75.76.73

DIVERS

■A louer une Licence Cafétéria à ORAN - Tél. 0778.10.53.43

■Prend en charge des Travaux de : Démolition - Gros œuvres - Maçonnerie Gle - Décoration façade. Décoration moderne et classique pour Mur et Plafond F/P - Tél. 0770.42.47.57

■Maçon spécialité Faïence + Dalle de sol + Marbre - Démolition - Modification des Apparts et Villas, même Villages Carcasses - Tél. 0666.40.66.02

■Cause départ : Vends Matériel de coiffure : 2 Casques + Fauteuils + Bac (Matériel français) + Vêtements Femmes (36 - 38) + Congélateur à tiroirs - ORAN - I.G.M.O. (Curieux s'abstenir) - Tél. 0556.40.79.06

■Achète Meubles et Objets anciens datant de l'époque coloniale tels que : Bureaux - Consoles - Cheminées - Pendules - Horloges - Tableaux - Porcelaine... Merci - Tél : 0659.22.08.03 - 0552.02.71.45 - 0771.40.93.78

■Externalisation de votre Paye Mensuelle. Logiciel de G50 offert - Tél/Fax : 041.33.11.02 - email : sourcing-ouest@hotmail.com www.sourcing-ouest.com

■A vendre 03 Parcs - Lits pliables d'occasion en très bon état et 01 Chaise haute pour enfant, neuve - Tél : 0550.43.13.38

■Vends Matériel en bon état pour Cybercafé suite à une cessation d'activité : 8 Chaises - 8 Tables - 6 PC - Vitrine Mischler - Contacter Nazim : 0770.51.71.77 - après 17 h et week-end

■Cherche Achat anciens stocks Sandales toutes marques : Hommes - Enfants - Femmes (Solde) et Revues de Gâteaux - Broderie - Couture - Tél : 0557.17.70.68

■TLEMEN : Vends Unité de Conservation d'Olives avec Matériel + Huilerie + Unité de Séchage de Fruits - Tél : 0541.04.40.56

■SARL AIR DYNAMIC - Nouvel arri- vage : Compresseurs d'air à vis. Différentes puissances / Stationnaires / et Sécheurs - Mob : 0560.00.90.22

■Vends Bateau JEANNEAU LEADER 605. Année 2000. Entièrement équipé. Moteur JOHNSON 130 CV, bateau dédouané visible à ORAN ; Remorque en très bon état - Tél : 0661.20.16.84

■Cherche Numéro de Taxi (Oran-Ville) pour une durée de location d'un an (12 mois) - Tél : 0668.04.78.52

■Vends : Chambres à coucher - 8 Banquettes - 2 grandes Tables - 3 Lits d'enfants avec Armoires + Cuisinière - Réfrigérateur - Machine à laver - Tél : 0791.09.40.69

■Vente Machine à glace CARPIGIANI + Frigo Congélateur 2,5 m sur 1 m - Veuillez me contacter sur : 0781.49.54.66 - 0790.50.84.53

■Ets de Formation lance Formation Informatique pour enfants âge de 12 - 17 ans - 4 Niveaux Traitement de Texte - Montage Vidéo Conception sonore - Infographie - Début des cours : 24/05/2015 - Tél : 0550.326.327

■MASCARA - GHRIS - A vendre Matériel pour Cafétéria : 01 Machine CONTI + 02 Frigos verticaux + Frigo Comptoir + 16 Tables et Chaises - Tél : 0560.55.06.24 - 0790.55.32.66

■Proposons avec Garantie : Matériel Recyclage plastique local + Fabrication Moule injection - www.erei-dz.tk - Tél 0668.14.77.77

■A vendre des Machines à café marque CONTI 4 bras et 2 bras. Révision générale en marche normale avec essai sur place - Contacter : 0771.80.62.68

■Vds Plieuse + Guillotine 2 m + Rouleuse de tôle 2500 + V. et Contre V. pour Plieuse 3500 - Tél. 0772.36.60.77

■Vends Banc d'Essai 12 C. Marque BOSCH - Tél : 0558.67.19.01 / 0753.31.03.37

■Ouverture d'une Pâtisserie Le Nôtre. Tous gâteaux - Gâteau Ghribia - Charkia - Algérienne - Tarte Anniversaire et Mariage... Adresse : Haï Khemisti Route de Canastel - Dar Ediaf - ORAN - Tél : 0780.31.91.72

■Vends Lait Nakaa à Oued Lakhdar. Chouly - TLEMEN - Tél : 0663.77.34.67 / 0772.04.95.57

■Bateau avec Cabine 5 m 40. Plaisance et Pêche. Moteur YAMAHA 70 CV. Ration HFS et Sonde. Remorque AREA - Importé de FRANCE - Tél : 0556.75.00.52

■Vends Lot informatique 400 PC portable désigné pour la pièce détachée : Carte mère / Carcasse / Lecteur / Clavier... sur toutes les marques HP / Toshiba / Mac / Sony... Tél : 0772.15.82.90

■L'école EL HAYAT SCHOOL informe les parents désireux inscrire leurs enfants dans les cycles PR - Moyen et Secondaire que les inscriptions se feront sur le site : www.elhayat-school.dz

■Offre un Service de Gestion dans le domaine de la Comptabilité, Fiscalité, Gestion du personnel - Contacter : 0672.00.46.13

■Vends Jet Ski YAMAHA 4 temps, état neuf - Vends Cheval pur-sang anglais, de course converti au saut d'obstacle, né le 22 Mars 2006 - Tél : 0550.45.97.73 - 0661.20.13.84

■Assistance Plus : SPECIAL PREPAR - EXAMEN 2015 - 5ème - BEM - BAC - Révision spécifique - 5ème : 20 au 30 Mai - BAC : 22 Mai au 03 Juin - BEM : 04 au 11 Juin - Gambetta Tél : 041.53.30.27 - Maraval - Tél : 041.25.85.55

40ÈME JOUR
Cela fait 40 jours que nous a quittés notre cher regretté père
HOUARI HAMED
Son absence, son visage, ses qualités et sa gentillesse nous touchent énormément et personne ne pourra combler le vide qu'il a laissé. Toute la famille HOUARI, grands et petits, demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Ta famille
إننا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
Cher père
BENALI Ahmed.
Déjà 4 ans le 22 Mai 2011 tu nous as quittés. Nous demandons à tous ceux qui t'ont connu et aimé de prier Dieu avec nous et lui demander de t'accorder Sa Sainte Miséricorde et t'accueillir en Son Vaste Paradis. Repose en paix papa.
Ton fils Nacer, sa femme et ses enfants

PENSÉE
A la mémoire de notre cher père et époux
TLEMSANI Ahmed
Né le 27/03/1949 - Décédé le 30/10/2014 à SAÏDA.
Domicile : 18, Rue ACHOUR TABET Mohamed - W. d'Oran
Son épouse ABDI Chérifa et sa fille demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Tél : 0559.84.74.44 et 0778.26.62.57
إننا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
Il y a 01 an le 21 Mai 2014 quand nous a quittés à jamais notre cher père
El-Moudjahid HATTABI AEK (dit KADRIKOU).
En ce douloureux souvenir, toute sa famille prie tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Que Dieu t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis.
« A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons ».

PENSÉE
Le 22-05-2010 - le 22-05-2015 - Cela fait 5 ans que nous a quittés pour un monde meilleur notre cher grand-père :
VAVA : AÏT HABIB BELAÏD.
En cette douloureuse circonstance, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu pour sa bravoure, sa bonté et sa générosité d'avoir une pieuse pensée pour lui.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, lui accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Ton fils HADJ MOHAMED et MOKHTAR BRAHIM
إننا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
Qu'une pieuse pensée ira en ce jour du 21-05-2015 à la mémoire du grand sage qui a su nous inculquer les bonnes manières et le respect d'autrui.
ALLAH Yarahmak ya
El-Hadj Miloud ZEUDMI SAHRAOUI
Ta femme, tes enfants et petits-enfants

OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES ET ESTIMATION
Etude Maître DJENANE Ali-Noureddine - Commissaire-priseur près la Mahkama de Batna
32, Rue H'mida Benchaabane, La Verduze BATNA - Tél / Fax : 033.85.25.95

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETEES LE MARDI 26 MAI 2015

A la demande de la Commune d'Aïn Touta et de l'EPTIBA, le Commissaire-priseur Maître DJENANE Ali-Noureddine procédera à une Vente aux Enchères comme suit :

Lot	Désignation des biens	Etat des biens	Lieu de visite
01			

Le marché Bettou rouvre ses portes

Rekibi Chikhi

Le marché Bettou a certes rouvert ses portes hier matin, mais dans quel état d'esprit ? Des commerçants épuisés, exténués après un long combat pour arracher non pas des avantages mais seulement un droit des plus élémentaires, qu'ils ont dû de surcroît payer de leurs petites bourses.

La peur au ventre, aussi, face aux décisions de l'APC qui compte refermer le marché après l'Aid El Adha, pour entreprendre des opérations de réhabilitation plus approfondies. «Qu'ils aillent faire ces aménagements ailleurs, l'état de notre marché qu'on a réhabilité par nos propres moyens est assez satisfaisant comme cela, on est content et les clients aussi», nous déclare un fleuriste. «Ils doivent nous passer dessus, pour les laisser le fermer encore une fois, et nous laisser comme des corbeaux, voilà comment on vivait durant ces trois mois», s'insurge un autre commerçant. «Il faut rendre à César ce qui est à César, c'est seulement grâce aux âmes charitables et généreuses qu'on est arrivé à cela ; on ne pouvait en aucun cas, avec toutes les bonnes volontés du monde, ramasser à nous seuls, un milliard et demi de centimes, les charges de l'entrepreneur nous ont coûté 720 millions de centimes». «En toute honnêteté, nous n'avons récolté que 380 millions de centimes seulement, le reste ce n'est pas notre APC qui s'en est chargée, mais des bienfaiteurs qui n'ont pas pu rester insensibles à nos lamentations», nous confie un vendeur de fruits défiant les autres de dire le contraire. Le fleuriste nous confia que «pour faire vite et précis, on s'est chargé tout seul de tout, les traverses de bois, la peinture, c'est encore nous qui avons ramené les quatre citernes

et le compresseur pour nettoyer, même les ordures, les débris et les déchets de l'incendie, on leur a demandé de ramasser cet amoncellement d'ordures maintes fois, et si on ne les a pas menacés de les jeter en pleine rue, ils ne se seraient pas manifestés». S'ils sont heureux aujourd'hui ? Certes, ils le sont, mais un bonheur au goût amer, «tous les commerçants sont endettés, d'autres, à cause du stress ont récemment attrapé des maladies chroniques, certains doivent travailler pendant toute une année pour rembourser leurs dettes, s'ajoutant aux dépenses quotidiennes de ces trois mois de chômage forcé, les dépenses d'aménagement entrepris individuellement par chaque commerçant à l'intérieur même de son stand. Le vendeur de produits cosmétiques en plus d'un milliard de centimes de pertes, doit encore dépenser pour réhabiliter son magasin », nous informe un vendeur informel, «24 ans dans l'informel», souligne-t-il. Il poursuit «alors nous, les commerçants informels, c'est une autre paire de manche, nous sommes 45 en tout. Ceux qui vendent les herbes aromatiques dans l'allée jouxtant l'entrée principale, on leur a interdit d'exposer leurs marchandises jusqu'au passage de la commission, c'est leur gagne-pain depuis 23 ans ! On nous a promis d'aménager des loges avec des grilles métalliques à l'intérieur du marché, le long du mur d'enceinte depuis voilà quatre ans. On leur a remis des dossiers et rien jusqu'à présent». D'autres commerçants, en signalant que les loyers de ces trois mois, 3500 DA par mois, redevables à l'APC, ont été épongés, veulent plus d'aide encore, dont l'effacement des charges fiscales trimestrielles». Les inconditionnels du marché, déambulaient à travers les allées,

curieux du fait que tout le monde n'ait pas encore rouvert et rassurés en même temps, «je vous assure que pendant ces trois mois de fermeture du marché, on faisait semblant de cuisiner et nos enfants faisaient semblant de manger», dira une dame visiblement très satisfaite. «Certes, ici on achetait plus cher qu'aux autres marchés. Mais ici si on te donne un kilo de pomme de terre, c'est bien un kilo de pomme de terre, on n'en jette rien», renchérit une autre. «Un week-end, ma femme m'a demandé de lui acheter de la tomate, ce n'est pas un légume rare, cela ne devait pas poser problème d'en trouver. J'ai fait le tour du centre-ville, pendant deux heures entières, et je n'ai pas trouvé la moindre tomate», intervient un père de famille. Vers 9h00, l'électricité est enfin de retour dans cet ex-parking Ferrando, les vendeurs de poissons étaient présents, mais un seul a osé ramener de la marchandise. «Je craignais d'encaisser de nouvelles pertes, ce n'était pas sûr que l'alimentation en énergie électrique soit rétablie ce matin, le poisson n'est pas comme les fruits et les légumes, c'est très cher et on ne peut pas le garder pour demain», nous dit Berkane un poissonnier. «Aujourd'hui, je suis venu non pas pour faire des bénéfices mais pour encourager les commerçants réticents à faire pareil, je vends presque au prix de gros», nous informe un marchand de légumes. A l'arrivée des représentants de l'APC, la situation est devenue fiévreuse, «ils ne sont bons qu'à se montrer», ironise un commerçant très âgé. Tous les commerçants ne veulent qu'une seule chose, ils l'ont affirmé d'ailleurs et le plus clairement possible, «le marché Bettou ne refermera plus jamais ses portes, dorénavant».

La place «Dounia Ettaraef» toujours fermée

A. El Abci

La grande esplanade limitrophe aux hôtels Novotel et Ibis, située en plein centre de la ville des ponts et plus connue sous l'appellation de «Dounia Ettaraef», fermée pour travaux de rénovation en prévision de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe» et qui devait être réceptionnée en janvier 2015, demeure toujours close au grand dam des tributaires qui ont hâte de retrouver leurs activités commerciales.

A rappeler que la réhabilitation de l'esplanade pour l'évènement culturel arabe a nécessité la démolition de 13 locaux commerciaux qui existaient auparavant, pour la plupart des kiosques, en vue d'une reconstruction plus esthétique et en matériaux nobles, selon les services de la direction de wilaya de l'Urbanisme. Les propriétaires des anciens commerces, qui attendent les attributions des kiosques flambant neufs et dont la construction leur

semble achevée à 100%, s'interrogent pour ce qui les concerne sur les tenants et aboutissants de cette situation de non livraison officielle, qui les handicapent énormément pour le manque à gagner, d'une part, et pour «les possibles dégradations» qui peuvent les atteindre de la part de gens malintentionnés, d'autre part.

Sachant, ajouteront-ils, que «cela fait plus d'une année qu'ils sont privés de leur gagne-pain en raison des aménagements et rénovations engagés».

Questionné sur ce sujet, le chef de service chargé de ce dossier à la direction de l'Urbanisme, Samir Boutraa, fera savoir que «le retard de l'ouverture au public de ladite esplanade, revient au fait que les autorités de l'APC ont refusé d'en prendre réception», dans une première offre d'il

y a quelques temps, émettant en l'occurrence certaines réserves. Réserves, poursuivra-t-il, qui ont trait à des problèmes de toitures et de dallages qu'il a fallu revoir, mais de rassurer que les choses sont rentrées dans l'ordre maintenant. «Les réserves viennent d'être levées et la livraison aux autorités municipales sera faite au cours de la semaine prochaine», annoncera-t-il. Et d'expliquer, que «pour ce qui est des inquiétudes des tributaires, cela est du ressort de la mairie qui aura à désigner les futurs bénéficiaires, car à la direction de l'Urbanisme nous sommes chargés uniquement des travaux de réalisation de huit kiosques et de deux WC ou vespasiennes», dira-t-il. Maintenant, à qui vont revenir ces locaux, comment ils vont être gérés etc., «cela relève de l'APC», conclura-t-il.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 chaâbane 1436

El Fedjr
03h41

Dohr
12h31

Assar
16h21

Maghreb
19h41

Icha
21h15



Eclairages sur l'antique Cirta

A. Mallem

Un professeur en archéologie de l'université Mentouri de Constantine, M. Aziz Tarek Sahed, a exploré, hier, que la recherche et les écrits portant sur l'époque préhistorique de l'Algérie ont été complètement perdus de vue, ou à la limite ils ont été délaissés, et tout l'intérêt des chercheurs et des historiens s'est porté uniquement sur les monuments mortuaires. Ce qui fait que nous ne possédons pas, ou très peu, d'information sur cette période de l'histoire du pays. Ce constat qui a été relayé par d'autres conférenciers, a été fait dans le cadre du colloque national sur le thème : «Cirta et les Royaumes Numides», qui a été ouvert hier pour deux journées, les 20 et 21 mai, au musée public national Cirta de Constantine, situé dans le quartier du Coudiat Aty, dans le cadre du mois du patrimoine qui se tient cette année sous le slogan «Le patrimoine et le territoire». Selon M. Foughali, directeur de la culture, qui a présidé à l'ouverture de la manifestation, et Mme Dahou-Kitouni Keltoum, directrice du musée, ce colloque est la continuation de l'exposition qui est organisée actuellement au palais de la culture Mohamed Laid Al Khalifa.

Ce colloque a réuni d'éminents spécialistes de l'archéologie et de l'histoire venus de tout le territoire national, dont la plupart ont fait des communications intéressantes sur le thème retenu. Il en est ainsi de M. Hocine Taoutaou, docteur en archéologie et responsable de l'annexe de Ain-M'lila du centre national de recherches sur la préhistoire, qui a avancé une thèse originale et inédite sur la ville de Cirta au temps des royaumes numides et de Massinissa. Il a centré son propos sur ce qu'était la cité, son architecture, ses bâtiments et tout ce qui concerne l'organisation générale de la ville. Dans sa conférence d'une quinzaine de minutes, il s'est référé aux vestiges de l'époque et aux archives grecques et romaines. «Au cours de mes études et recherches sur cette époque, a dit M. Taoutaou, je suis parvenu à élaborer une hypothèse tout à fait personnelle, et selon laquelle ce-

lui qui veut savoir comment était Cirta à cette époque n'a qu'à regarder la ville romaine de Tiddis».

Cette cité a été construite comme Constantine, sur un rocher, et nous constatons que les habitants de ce rocher de Tiddis ont construit leur ville en taillant le rocher pour faire les rues, les canalisations ; et même les chambres des maisons étaient taillées dans le rocher. Aussi, je pense que Cirta ressemblait un peu à ce qu'à été Tiddis. Cirta était une ville cosmopolite. Ses habitants étaient composés d'un amalgame de gens venus d'ailleurs de tout le bassin méditerranéen. Le système hydraulique était assez développé et l'eau à cette époque était puisée dans les rivières. Cirta avait le Rhumel dont les eaux étaient limpides à cette époque-là qui correspond au 3ème siècle avant Jésus-Christ.

Et l'orateur de poursuivre devant un auditoire captivé par les détails et les informations inédites qu'il donnait, en disant que Cirta était, à cette époque, une cité avec ses portes, ses remparts et renfermait même un château.

Au royaume de Massinissa, dira encore M. Taoutaou, Cirta avait connu un développement énorme. Le territoire du royaume de Massinissa était immense et s'étendait des frontières de la Libye à l'Est jusqu'au royaume de Maurétanie qui correspondait globalement à l'actuel Maroc. En ce qui concerne le commerce qui était très florissant à l'époque, il s'étendait sur tout le bassin méditerranéen puisque nous avons trouvé des pièces de monnaie numides dans toute l'Europe occidentale».

A la fin de sa conférence, M. Taoutaou fut assailli de questions. Et des notabilités de la ville, parmi lesquelles nous avons remarqué l'ancien président de l'APC, M. Mohamed Tahar Arbaoui, ont reconnu l'originalité des informations apportées par le conférencier et qu'ils entendent pour la première fois. «Il a jeté une lumière crue sur une époque de l'histoire de Constantine qui comporte encore beaucoup de zones d'ombres», nous a confié, à la fin de la conférence, un ancien professeur de lycée en retraite.

Une bande de malfaiteurs neutralisée

Une bande de malfaiteurs, composée de six individus âgés entre 18 et 26 ans, dont une jeune fille, a été neutralisée ces derniers jours au niveau du quartier Daksi Abdesslem, à l'issue d'une action menée par la police judiciaire de la sûreté de wilaya sur la base de renseignements fournis par des habitants.

L'intervention des policiers a été enclenchée à 4 heures du matin, indique un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques, soulignant que l'opération s'est soldée par l'arrestation de six jeunes, dont une fille qui faisait partie du groupe. Ces malfaiteurs qui ont semé l'inquiétude et la peur au sein des habitants, et ont trouvé refuge dans un bâtiment inoccupé, se préparaient au moment de leur arres-

tation à mener des attaques contre de paisibles citoyens, souligne le communiqué de la police. Ils ont été arrêtés en possession de plusieurs armes blanches de différentes tailles, ajoute-t-on.

Présentés, avant-hier, devant le procureur de la Républiques près le tribunal de Constantine sous les griefs de «constitution d'association de malfaiteurs, port d'armes blanches prohibées et de préparation d'actions criminelles contre des personnes et les biens», les six mis en cause ont été placés en détention préventive. L'opération en question a été accueillie avec un grand soulagement par les habitants, selon des témoignages des concernés, qui ont rappelé que ces malfaiteurs avaient terrorisé la population ces derniers temps.

A. Z.

Violence, critiques contre les arbitres et suspension des dirigeants
Une fin de saison qui fait peur



Kamel Mohamed

Les deux dernières journées du championnat de Ligue 1 font réellement peur du fait de la situation de l'ensemble des équipes, mais aussi du comportement des dirigeants et supporters de certains clubs. En tout, 11 équipes sont concernées par la relégation et autant d'équipes prétendent en même temps à des places sur le podium en vue d'une qualification à une compétition africaine.

Or, il se trouve que cet enjeu dépasse le cadre sportif, au vu des déclarations intempestives de certains dirigeants et entraîneurs de clubs. La réaction de la Ligue de football professionnel ne s'est pas fait attendre dans la mesure où ces dirigeants ont été sanctionnés. Cela a directement influé sur les supporters dont le comportement reste condamnable. Du coup, on assiste à des démissions ou des fausses démissions en cascade de la part de certains dirigeants et entraîneurs. Le président de l'USMH, Mohamed Laib, a annoncé qu'il est démissionnaire. Il a informé les membres du conseil d'administration du

club qu'il ne sera plus président de l'USMH à compter du 16 juin prochain. L'annonce de Laib tend en fait à anticiper sur la grogne des supporters de l'USMH ou plutôt absorber leur ire. Ces derniers ont reproché aux joueurs et dirigeants du club d'avoir «arrangé» le résultat du match contre le NAHD. Ne pouvant pas supporter cette pression, Laib a annoncé qu'il était démissionnaire. Les présidents de la JSK, Hannachi, du CSC, Bentobal, et Amani du RC Arba ont également annoncé qu'ils sont «démissionnaires». Il en est de même pour le président du CRB, Reda Malek, qui menace de «se retirer du monde du football en signe de protestation contre la LFP». Il a indiqué qu'il ne comprenait pas les sanctions que lui a infligées la LFP. Il est reproché au président du CRB d'avoir critiqué l'arbitre du match contre l'ESS, disputé samedi dernier au stade du 20-Août. Cet arbitre a privé le CRB d'un penalty, synonyme de victoire, selon Malek, qui a estimé que cela aurait permis au Chabab de jouer le titre. Le président de l'O Médéa, Mahfoud Boukelkal, a également écopé d'une suspension pour avoir critiqué l'arbitre du

match contre l'USM Blida. Il faut relever que la fin de la saison est marquée par des critiques acerbes à l'encontre de l'arbitrage, qui ne fait pas l'unanimité. Les hommes en noir sont sévèrement critiqués par les clubs, sachant que chaque point vaut son pesant d'or en cette fin de saison. Ainsi l'entraîneur du MC Oran, Jean-Michel Cavalli, s'en est pris à l'arbitre du match contre l'ASMO. Il a estimé que ce referee a privé le MCO de prétendre jouer le titre, la formation oranaise étant à quatre points du leader. Les déclarations des uns et des autres, les erreurs d'arbitrage et les sanctions de la LFP sont autant d'éléments qui incitent les supporters à la violence. Il arrive à ces derniers d'empêcher carrément leurs équipes respectives de s'entraîner. C'est le cas des supporters de l'USMBA, du MCEE et du CSC qui ont empêché les joueurs de s'entraîner, en signe de protestation contre les mauvais résultats. C'est dire que dans le monde du football algérien, la déficience des dirigeants a affaibli les clubs et les structures de gestion de cette discipline sportive, ce qui a permis à la rue de se substituer aux dirigeants !

Ligue 2

Les derniers verdicts à Merouana et Koléa

M. Zeggai

Le sort étant déjà scellé pour les trois billets donnant accès à la Ligue 1 avec les consécutions avant terme de l'USMB, le RCR et le DRBT, le suspense plane par contre sur l'identité des deux autres clubs devant accompagner l'ABM en DNA. Le verdict tombera demain avec le déroulement de la dernière journée où l'ESMK, le WAT et l'USMMH sont les plus exposés au purgatoire et à un degré moindre le CRBAF. Une remarque : en cas d'égalité l'USMMH possède un goal-averag défavorable particulier par rapport à l'ESMK et le WAT. Toutes les hypothèses restent possibles mais c'est à Merouana que tout se décidera. Dans ce contexte, l'USMMH en cas de victoire assurera son maintien. Et l'avant-

tage des Hadjoutis réside dans le fait qu'ils ont leur destin entre les mains. Ce n'est pas le cas des deux autres mal classés, l'ESMK et le WAT, qui seront tributaires du résultat de Merouana.

C'est donc une situation trop compliquée pour les Koléens et Tlemcéniens qui seront face à face dans un match classé à hauts risques. Un nul pourrait arrangerait les affaires du WAT mais en cas de défaite de l'USMMH. Pour le CRBAF, le maintien passe impérativement par une victoire face à son hôte du jour, le RCR. Ce qui est dans les cordes du Chabab du fait que les Relizanais sont démobilisés après leur accession. Dans les autres rencontres sans enjeu, l'USC accueillera le leader blidéen dans un match sans attrait. A Saïda, le MCS tentera d'engranger les trois points face

au CAB pour terminer la saison à la cinquième place. Pour sa part, l'OM, encore sous le choc de sa visite à Bli-da, reçoit le CABBA qui n'a rien à espérer de ce challenge. Enfin, l'A Bous-saâda et la JSMB partent avec les faveurs du pronostic devant respectivement le DRBT et l'ASK dans la mesure où l'avantage du terrain risque d'être déterminant.

Vendredi à 17h00

Aïn M'lila :	.....	CRBAF-RCR
Saïda :	.....	MCS-CAB
Merouana :	.....	ABM-USMMH
O.E.Bouaghi :	.....	USC-USMB
Boussaâda :	.....	ABS-DRBT
Koléa :	.....	ESMK-WAT
Béjaïa :	.....	JSMB-ASK
Médéa :	.....	OM-CABBA

Inter-régions Est

La JS Pont Blanc joue son avenir à Barika

Décalée d'une semaine, en raison du match NRBC-ESBB (1-0), la 30e et dernière journée du championnat dans ce groupe se jouera finalement demain et s'annonce décisive pour les mal-classés. En effet, cette étape pourrait sonner le glas pour la JS Pont Blanc, condamnée à l'exploit. En déplacement à Barika, la JSPB (15e) n'a d'autre choix que de gagner face à l'ABB, qui n'est autre que son prédécesseur au classement. Cela dit, la mission du team annabi s'annonce compliquée, voire périlleuse, car l'équipe locale veut aussi se mettre

définitivement à l'abri. En tout cas, cette rencontre représente l'affiche de cette dernière journée de par son enjeu. Les autres mal-classés n'auront pas de soucis à se faire, à l'image de l'ASC Ouled Zouaia, de l'ES Bouakeul et du WM Tébesa, qui affronteront des équipes déjà en vacances. Pour ce qui est de la lanterne rouge, le MB Constantine, relégué depuis belle lurette, il tentera de tirer un dernier baroud d'honneur à domicile en accueillant le NRB Grarem. Enfin, le champion du groupe, l'UST, bouclera son parcours exemplaire par un

déplacement à El-Oued, avec l'ambition de terminer la saison sur une bonne note face à l'IRB Robbah.

M. Benboua

Vendredi à 15h00

Tébesa :	.....	WMT - NTS
Barika :	.....	ABB - JSPB
El-Hadjar :	.....	IRBEH - NRBT
Constantine :	.....	MBC - NRBG
El-Oued :	.....	IRBR - UST
Tarf :	.....	ESBB - NRBEK
Batna :	.....	ESB - NRBC
Kaïs :	.....	CRBK - ASCOZ

Semi-marathon d'Oran
Une forte participation attendue ce vendredi

Plus de 1.000 participants, essentiellement des amateurs, sont attendus au deuxième semi-marathon de la ville d'Oran qui se déroulera demain, sur 12 kilomètres à travers les principales artères de la capitale de l'Ouest, a-t-on appris auprès des organisateurs. Le départ et l'arrivée de cette course auront lieu au boulevard Commandant Ferradj, en face du théâtre de verdure Hasni-Chekroune, a indiqué, lors d'une conférence de presse, le représentant de l'agence de communication «Sport Events International», Abdelmadjid Rezkane.

Les inscriptions à cette manifestation sportive, organisée par «Sport Events International» en collaboration avec la Ligue de wilaya de sport pour tous et la direction de la Jeunesse et des Sports, ont été déjà ouvertes sur Internet et se poursuivront au niveau de la maison de jeunes Maoued-Ahmed jusqu'à ce soir à 20 heures, a-t-il fait savoir. Les retardataires en provenance de l'intérieur du pays pourront s'inscrire le jour même du marathon, soit une demi-heure avant le coup d'envoi de cette compétition, a encore souligné Rezkane notant que nombre de clubs et d'orga-

nismes ont fait part de leur participation, dont Club Running d'Oran, Groupe de médecins d'Alger, la société Lafarge d'Alger et de l'Ouest, les clubs de Sûreté d'Oran, de Mostaganem, de Sidi Bel-Abbès, de Relizane et de Mascara et de la Protection civile, a-t-il ajouté. Les organisateurs ont signalé par ailleurs qu'une dizaine d'enfants trisomiques, âgés entre 12 et 18 ans, participeront à titre symbolique à cette manifestation. Ils entreranno dans la compétition au niveau du dernier kilomètre de la course. Quatre catégories de coureurs prendront part à cette compétition. Il s'agit des 18-30 ans, des 31-40 ans, des 41-50 ans et des 51 ans et plus. Les premiers de chaque catégorie seront récompensés. La participation à cet événement sportif est ouverte uniquement aux non licenciés. Les licenciés peuvent participer mais ne seront pas classés, a-t-on ajouté. «Il n'y aura pas de chronomètre. Notre objectif est de permettre à un grand nombre de courir», a déclaré Rezkane. La première édition du semi-marathon d'Oran a eu lieu en septembre 2013 sur une distance de 21 kilomètres.

Handball - Division Excellence
Le GSP et le CRBBA en arbitres

Les deux co-leaders, le CRB Baraki et la JSE Skikda, évolueront hors de leurs bases à l'occasion de cette septième journée de la phase play-off et risquent de laisser des plumes. A Bordj El-Kiffan, le GSP, en total déclin, tentera de rebondir face à la JSES qui aura fort à faire face aux camarades de Berkous qui ont montré des signes de redressement malgré la défaite la semaine écoulée face au CRBB. Ce dernier effectuera un déplacement tout aussi problématique à Bordj Bou Arréridj où le CRBBA, qui n'a pas encore dit son dernier

mot, ambitionne d'épingler à son tableau de chasse son hôte du jour qui ne viendra sûrement pas en victime expiatoire. Pour sa part, la lanterne rouge, qui a débloqué son compteur points lors de la précédente journée, sera à rude épreuve à Aïn Touta face à l'ESAT qui a besoin de points pour améliorer son classement.

A. S.

Vendredi à 16h00

Bordj El-Kiffan :	GSP - JSES
B.B.A. :	..... CRBBA - CRBB
Aïn Touta :	..... ESAT - MCS

Judo - Championnats nationaux par équipes
Constantine abritera la compétition ce week-end



Les Championnats d'Algérie 2015 «seniors par équipes» de judo, Divisions «Une» et «Deux», se dérouleront les 22 et 23 mai courant à Constantine, a annoncé la fédération algérienne (FAJ). Douze clubs de Division «Une» seront engagés dans cette compétition, au moment où le Championnat de Division «Deux» enregistrera la participation des clubs ayant terminé aux quatre premières places de la D2 l'an dernier, plus les champions des différentes régions, cette saison.

«Certains clubs de la Division

«Une» joueront pour le titre, tandis que d'autres chercheront à éviter la descente, car les deux derniers à l'issue de ce championnat rejoindront le palier inférieur», a expliqué le Directeur technique national (DTN), Samir Sebaâ, ajoutant que «les 2 premiers classés en Division «Deux» accéderont cette année parmi l'élite», selon le nouveau système de compétition. Le DTN a conclu en indiquant que ce championnat national «servira de préparation aux athlètes, en prévision de la Coupe d'Algérie, prévue bientôt à Tizi Ouzou».

AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	08h50
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	16h25
Oran - Alger	20h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Oran - Ghardaïa	15h10
Oran - Tamenrasset	15h10
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	10h00
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	18h25
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h00
In Aménas - Oran	11h50
Adrar - Oran	12h05
Annaba - Oran	18h10

Vendredi	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	13h25
Oran - Alger	13h15
Oran - Alger	14h50
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	19h00
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	15h30
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	13h00
Alger - Oran	17h10
Alger - Oran	20h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h50
Tamanrasset - Oran	08h00
Ghardaïa - Oran	11h00

INTERNATIONAL

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alicante	07h25
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	12h10
Oran - Paris-(CDG)	14h00
Oran - Marseille	15h25
Oran - Toulouse	15h45
Oran - Jeddha	17h40

Vol	Arrivée
Alicante - Oran	10h40
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	16h10
Paris-(CDG) - Oran	20h10
Marseille - Oran	20h00
Toulouse - Oran	19h45
Jeddha(j+1)- Oran	07h05

Vendredi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Casablanca	14h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Medine	14h50

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	13h35
Casablanca - Oran	18h00
Paris(CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h15
Madrid - Oran	18h30

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15 /16h35
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



Algérie Ferries

Mai

DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Dim 24 - 18h00	Lun 25 - 07h00
Jeu 28 - 18h00	Ven 29 - 07h00

ALICANTE / ORAN	
Lun 25 - 19h00	Mar 26 - 07h00
Ven 29 - 19h00	Mar 30 - 07h00

ORAN / MARSEILLE	
Mer 20 - 12h00	Jeu 21 - 14h00

MARSEILLE / ORAN	
Ven 22 - 12h00	Sam 23 - 13h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

- Jeudi 21 mai à 21h au TR constantine
- Vendredi 22 mai à 21h et
- Samedi 23 mai à 21 au TR Constantine

«El Toufah»

Auteur : Abdelkader Alloula
Adpt et mise en scène : Samir Bouanani
(TRO à Constantine)

- Vendredi 22 mai à 10h et

- Samedi 23 mai à 15h au TRO

«El Mouharigine el Alem»

Auteur et mise en scène : Missoum Said
(Coop/Atelier/Théâtre Marionnette et cinéma)

- Mardi 26 mai à 15h et

- Vendredi 29 mai à 10h au TRO

«Wissam Ouel Malika»

Auteur : Azzedine Amari
Mise en scène : Youcef Gouasmi (TRO)

- Samedi 30 mai à 15h TRO

«Taiba oul mouchaghbine»

Auteur : Bentourkia Sid Ahmed
Mise en scène : Bougelmouna Amine
(Add/Djil Edahra Relizane)

CRASC, Technopôle USTO - ORAN

المسألة الجماعية في العالم العربي اليوم
La question du communautaire dans le Monde
arabe aujourd'hui

سندس دولي
Colloque international



2015 ماي 27 و 26
على الساعة 09 بمقر المركز

www.crasc-dz.org

INSTITUT FRANÇAIS

Conférence

Taos Amrouche,
figure d'union

► Jeudi 21 mai à 17h00 à l'IF de Constantine
A la fin des années 1940, alors qu'elle est mariée
au peintre André Bourdil, Taos Amrouche entre-
tient une liaison clandestine avec l'écrivain Jean
Giono. Lorsqu'en 1953 elle achève d'écrire
L'Amant imaginaire, inspiré de cette passion con-
trariée, elle commence un journal intime dans le-
quel, elle se raconte.

Art de la scène

Accordéons en escale

En partenariat avec la radio algérienne

► Mardi 26 mai à 19h30 à l'Auditorium de la
Radio Algérienne (Alger)

Conférence

Quelle condition humaine
face à la mondialisation ?

- Jeudi 28 mai à 18h00 à l'IF de Tlemcen

- Samedi 30 mai à 16h30 à l'IF de d'Alger

- Lundi 1er juin à l'IF constantine

Conférence animée par Hervé Juvin, essayiste et éco-
nomiste, auteur de « La grande séparation, pour une
écologie des civilisations » (Gallimard, 2014)





















Conférence

Etat des lieux sur
le changement climatique

► Lundi 01 juin à 10h Faculté des Sciences d'Oran
Par Bernard Bourlès*

Les changements climatiques qui affectent notre
planète sont désormais bien établis au sein de la
communauté scientifique internationale. Cepen-
dant, la responsabilité des activités humaines dans
ces changements climatiques récents ne semble pas
encore faire l'unanimité.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI		DEMAIN	
ORAN			
Peu nuageux Max.21-Min.13		Ensoleillé Max.23 -Min.13	
MOSTAGANEM			
Peu nuageux Max.24-Min.14		Ensoleillé Max.26 -Min.14	
TLEMSEN			
Peu nuageux Max.23 -Min.8		Ensoleillé Max.25 -Min.11	
MASCARA			
Ensoleillé Max.24-Min.10		Ensoleillé Max.25 -Min.11	
TIARET			
Peu nuageux Max.21 -Min.5		Ensoleillé Max.23 -Min.9	
CHLEF			
Peu nuageux Max.24 -Min.12		Ensoleillé Max.26 -Min.13	
BÉCHAR			
Ensoleillé Max.31-Min.16		Ensoleillé Max.29 -Min.19	
ALGER			
Peu nuageux Max.22 -Min.11		Ensoleillé Max.22- Min.11	
CONSTANTINE			
Pluie Max.16-Min.6		Peu nuageux Max.18- Min.6	
ANNABA			
Pluie Max.17-Min.12		Vent Max.19 - Min.11	

CONFÉRENCE - DÉBAT

Le jeudi 21 mai 2015 à 09h00, GRAS

Université d'Oran1, Ex-IAP, Es-Sénia



Hygiène du milieu et développement des zoonoses

CAS DE LA LEISHMANIOSE

Animée par Mahi TABEL-AOUL

Spécialiste en environnement/climat



TABLE RONDE

Le Lundi 25 Mai 2015 à 09h00 au GRAS

Trajectoires des patients et des familles dans
les soins dits "traditionnels"



Cotations hebdomadaires des billets
de banque et des chèques de voyage

	Billets	Achat	Vente
	1 USD	97,38	103,32
	1 EUR	103,32	109,66
	1 CAD	74,90	79,50
	1 GBP	143,41	152,24
	100 JPY	80,96	85,93
	1 SAR	25,82	27,40
	1 KWD	320,27	340,17
	1 AED	26,36	27,97
	100 CHF	10.141,31	10.765,21
	100 SEK	1.120,62	1.189,89
	100 DKK	1.395,97	1.481,45
	100 NOK	1.236,75	1.312,79



Interview exclusive avec le réalisateur Philippe Faucon

FATIMA SE DÉVOILE ENFIN À CANNES

Rencontre avec Philippe Faucon, réalisateur du film français «Fatima» présenté à la quinzaine des réalisateurs avec Chawki Amari dans le rôle de l'ex-mari de la protagoniste principale.

pensez pas, nous sommes «Le Quotidien d'Oran», et à Cannes on n'adresse la parole qu'aux réalisateurs. (On est fier ou on ne l'est pas, et on déteste qui vous savez).

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Comment pitchez-vous à Cannes «Fatima» votre dernier film ?

Philippe Faucon: Je dis que c'est un film sur la séparation par la langue entre les parents venus d'ailleurs qui ne maîtrisent pas le français, et leurs enfants nés en France. C'est un film qui raconte le désir obstiné d'une mère qui se bat pour soutenir ses deux filles dans leurs parcours scolaires car elle ne veut pas qu'elles soient condamnées au même itinéraire de relégation sociale.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Comment est né le désir de faire ce film ?

Philippe Faucon: C'est parti d'une proposition d'une productrice qui voulait adapter au cinéma «Prières à la lune», un livre de Fatima Al Ayoubi, recueil de pensées, de poèmes et de fragments où l'auteur parle de son expérience de femme marocaine venue en France rejoindre son mari sans parler un mot de français. Et son combat pour apprendre, entre deux ménages, toute seule cette langue. C'est en réalité en rencontrant l'auteur que j'ai eu envie de faire le film. C'est une femme extraordinaire, une battante. C'est un film plus nourri par la vie de l'auteur. Et son histoire ne pouvait pas me laisser indifférent car des «invisibles» comme Fatima j'en ai connu dans ma famille, mes grands-parents qui étaient des Espagnols d'Algérie ne comprenaient pas le français et quand j'étais petit je voyais bien dans leurs yeux à quel point ce handicap pouvait être pesant.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Fatima porte le hidjab, ce qui n'est pas anodin par les temps qui court... Si le voile dit islamique n'est pas le sujet du film, il est le débat houleux de ces dernières années, en France notamment...

Philippe Faucon: C'est une femme qui a sa croyance. Mais ce n'était pas écrit dans le scénario, d'ailleurs la vraie Fatima El Ayoubi ne porte pas de voile. Mais en cherchant la comédienne pour incarner ce rôle très dense, je me suis vite rendu compte qu'on n'allait pas la trouver en France, en tout cas pas chez les comédiennes. Une comédienne qui fait semblant de ne pas parler en français, je n'y crois pas, ce n'est pas convaincant. On est allé jusqu'à faire des auditions au Maroc. Et puis on a trouvé cette non-comédienne, Soraya Zeroual qui porte le voile. On en a beaucoup parlé ensemble, elle savait que pour les scènes dans la maison elle ne pouvait pas être avec son voile. Elle voulait incarner ce personnage malgré tout, elle en a parlé avec son mari et son père et on a trouvé un terrain d'entente. Elle a proposé de porter une perruque dans le film pour qu'elle puisse enlever son hidjab, on a fait des essais, ça a marché, on a beaucoup travaillé avec la coiffeuse canadienne pour que cela ne se voit pas.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Diriez-vous que c'est commodément raisonnable...

Philippe Faucon: C'était en tout cas la seule solution si je voulais tourner avec Soraya Zeroual. Mais elle a accepté de montrer ses bras, son cou, elle a assumé, alors que ça ne devait pas être évident pour elle.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Mais tourner avec une femme qui porte le voile c'est aussi



un positionnement par rapport aux débats qui font rage en France...

Philippe Faucon: Durant le tournage des figurants faisaient des remarques ironiques, et certains ont eu des attitudes bêtes qui témoignent effectivement des incompréhensions ou des crispations de l'époque concernant ce sujet. C'est un film qui essaie d'être en phase avec son époque, d'évoquer les aspects de la société française, qui tente de parler du présent avec ses réalités sociales et politiques. Est-ce pour autant ce film se positionne par rapport à ce genre de considérations politiques ? Sans doute, mais c'est avant tout un film de cinéma. Disons que les personnages comme celui de Fatima sont absents des écrans français, ils font partie des «invisibles», ce n'est pas normal.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Comment avez-vous choisi Chawki Amari ?

Philippe Faucon: Je l'ai vu dans le moyen-métrage de Karim Moussaoui, «Les jours d'avant». Il a une présence à l'écran, une stature même. Je lui ai envoyé le scénario, il m'a répondu très vite. A mon avis il a un potentiel en tant que comédien. Chawki a une gueule, une vraie présence physique à l'écran, il n'a pas besoin d'en faire des tonnes pour être présent dans une scène. Il est venu 4 jours pour tourner ses scènes, il a été impliqué dans ce que raconte ce film. C'est une rencontre passionnante. Chawki Amari peut avoir un côté provocateur, mais il est très incisif et pointu dans sa façon de décrypter le monde et le pays d'où il vient.

LE QUOTIDIEN D'ORAN: Comment ça, vous n'avez pas eu de problèmes avec Chawki Amari, c'est étonnant...

Philippe Faucon: Non, aucun problème. C'est naturellement un acteur mais pas un acteur de métier, donc on a un peu travaillé sur ses problèmes d'articulations et d'élocution, et il a vite progressé. Pour le reste il a tout de suite endossé le rôle et plutôt très bien...



DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À CANNES : TEWFIK HAKEM

Ce n'est pas le chef-d'œuvre du siècle, loin de là, c'est même un petit film (1H19) qui n'a d'autre ambition que de nous raconter une histoire simple (à la manière de Claude Sautet, oui) dans la société française d'aujourd'hui : le combat au quotidien d'une femme de ménage divorcée qui veut se donner tous les moyens pour l'éducation de ses deux filles (15 et 19 ans). Comme le titre le laisse clairement deviner, cette femme de ménage est, comme ils disent, d'origine maghrébine et sa bataille c'est d'arriver à rompre la barrière de la langue qui l'empêche de communiquer avec ses filles et avec les autres. Fatima n'est pas analphabète, elle parle et écrit en arabe, adore des auteurs comme Nagib Mahfouz, Khalil Gibran ou Mustapha Manfoulou, mais elle va se battre désormais pour apprendre le français, ne serait-ce que pour comprendre ce qui se dit dans les réunions profs-parents d'élèves où elle se sent larguée. Ce n'est pas spoiler le film que de raconter sa dernière et très émouvante scène : alors qu'elle sait que son aînée est admise à la fac de médecine, Fatima revient seule pour tenter de retrouver dans les listes affichées le nom de sa fille. Le sourire qui illumine son visage quand elle le trouve, c'est aussi sa victoire. Fatima est heureuse de pouvoir désormais lire en français. Happy-end. On passe au film suivant ? Non, car on a oublié un détail.

Accessoirement, et c'est vraiment le cas de le dire, Fatima porte le voile. Comme presque toutes nos mamans. Sauf que, coucou, ça se passe de nos jours et en France. Le voile ici c'est l'hystérie généralisée, les haches de guerre déterrées, la boussole idéologique détraquée. La grande qualité du film de Philippe Faucon est de ne pas sombrer dans cette hystérie, jamais le voile de Fatima ne devient le sujet de son film. Jamais, quel joli mot français quand il signifie un acte de résistance, car oui il faut bien le dire, si on aime profondément le film «Fatima» c'est parce qu'il nous venge de toutes les sottises qu'on n'a pas fini d'entendre sur les histoires de hidjab, de voile et de jupe trop longue.

L'autre qualité du film tient à sa modestie, il n'affiche pas son humanisme en bandoulière. On peut également saluer sa douceur. C'est une chronique de la France prolo sans scènes de violence, sans drame, sans mort. Si le racisme dans la splendeur de sa diversité est bien présent dans l'univers de Fatima (racisme intercommunautaire, paternalisme douteux, stigmatisations), cela n'empêche pas de vivre, d'aimer et de pleurer, et les scènes de vie sont bien rendues dans ce film. Notamment quand les deux filles de Fatima retrouvent leur père qui ne vit plus avec elles. Et nous voilà donc rendu à la question que vous vous posez tous depuis le début. A savoir comment est Chawki Amari dans le rôle du père ?

Le célèbre chroniqueur d'El Watan, l'auteur de l'excellent «L'Ane Mort» (Bazrach) a donc ajouté une corde à son arc pour mieux nous tuer (on est Algérien ou on ne l'est pas, on déteste ceux qui réussissent). El mouhim, comment il est le comédien Chawki Amari dans le rôle du père? Notre professionnalisme fait que même si ça nous trouve quelque chose dans le corps de le dire, on est bien obligé de reconnaître qu'il est plus que crédible, il est bon, tout en nuance entre le grave et le cool. Bon comédien, mais sans plus. Faut pas exagérer non plus. Interviewer Chawki Amari à Cannes? Vous n'y

LES RUMEURS DU MONDE

A Cannes, c'est aussi le festival des rumeurs les plus folles et des révélations les plus invraisemblables...

- Chawki Amari, a-t-il réellement tourné des scènes de nu très explicites dans «Fatima», le film de Philippe Faucon où il tient le rôle de l'ex-mari de la protagoniste principale? A-t-il vraiment abusé, le mot est faible, de la naïveté de Nafissa Daba-Dialou, une femme de chambre ordinaire qui travaille au Sofitel de Cannes? Est-t-il vraiment recherché par la police pour avoir souillé la moquette de la suite royale du Sofitel en chantonnant «La Marseillaise» en kabyle? A-t-il été obligé comme on le dit de prendre le dernier train pour l'Espagne pour ensuite rejoindre l'Algérie en harrag contre-courant, genre tout pour faire son intéressant ? S'est-il converti au judaïsme après avoir rencontré un rabbin roux qui lui aurait fait genre les yeux doux et avec qui il aurait décidé de couler ses vieux jours dans une baraque non loin des jardins de l'Alhambra? Il y a trop de rumeurs qui circulent à Cannes à propos de Chawki Amari. Une enquête diligente par l'envoyé spécial du Quotidien d'Oran à Cannes s'impose...

- Dans le cadre du Festival d'Oran du Film arabe (3 au 12 juin), Tewfik Hakem et le producteur Boualem Ziani ont été chargés depuis le mois de mars d'organiser un Atelier du Scénario pour les jeunes auteurs de moins de 40 ans. Après un appel à candidatures (autour de 200 projets reçus), 6 scénarios ont été retenus et des professionnels d'Egypte, de France et d'Algérie ont accepté de venir à Oran

pour des Master-Class, des conférences et pour conseiller dans des séances de tête à tête les jeunes auteurs à améliorer leurs projets et à trouver des financements. Une rumeur à Cannes qui se propage dans les recoins du stand Algérie suggère que cet Atelier aurait été annulé pour des raisons plus ou moins inavouables. Les principaux intéressés n'ont pas été mis au courant et les décideurs ne répondent plus au téléphone. Rumeur à suivre...

- Les invités de marque du Festival d'Oran seraient pour l'instant cheb Mami et Sammy Naceri. D'autres repris de justice auraient été contactés et n'ont pas encore répondu. En attendant la liste officielle, les rumeurs s'enchaînent...

- C'est un choc, une claque, un grand moment de cinéma, un grand film novateur, audacieux et totalement réussi ! «So Much Loved» du Marocain Nabil Ayouché présenté dans le cadre de la Quinzaine des Réalistes narre les mésaventures des prostituées de Marrakech, avec des scènes crues, fortes et d'un courage inouï. Le film va faire scandale, et jamais le FOFA ne le projettera. On y revient dès que possible.

- Il continue à faire beau à Cannes, ce qui n'était pas arrivé depuis des années. Et les Choukh ne sont finalement pas venus, ce qui n'était pas arrivé depuis des siècles. La bonne année pour tirer sa révérence, vous dis-je !

T. H.

CHRONIQUE

ESPRIT CRITIQUE

«Je pense donc je sue» Tewfik Hakem in

«Les raisons de mes odeurs».

livre d'introspection bientôt aux Editions SNED

LA CRITIQUE CINÉMA EST-ELLE POLITIQUE ?

Hind O est-elle de droite ou simplement très gauche? Sarah Aïder est-elle néo-marxiste ou crypto-berbériste? Azzedine Mabrouki voyage-t-il en première ou en seconde classe? Que font de leurs fonds idéologiques, nos amis les critiques ? Chronique éminemment politique...

En 1951, le sociologue Edgar Morin est envoyé à Cannes pour couvrir le Festival. A cette époque le monde encore marqué par la Deuxième Guerre mondiale est divisé en deux blocs, l'URSS et les USA. Et l'Europe n'a pas fini avec les guerres de décolonisation qui ne font que commencer. Impossible de ne pas être marqué par la question idéologique. Les films de l'époque tentent de faire oublier les traumas liés à la Deuxième Guerre mondiale, et les angoisses de celles à venir. Les films proposent des mondes meilleurs à l'écran et des fins heureuses aux histoires les plus compliquées. Des happy ends. Voilà comment Edgar Morin, envoyé à Cannes, va analyser ce phénomène:

"La happy end correspond à une mythologie du bonheur. L'image finale de chaque film est comme un microcosme de paradis, et dans un sens, cette mythologie du bonheur est extraordinairement émouvante, car elle nous révèle quelle ampleur ont pris les besoins de bonheur au XXème siècle. Si la happy end est aussi tyrannique, c'est qu'elle conjugue en elle les besoins mythiques des masses qui s'intègrent dans les modèles culturels de la civilisation petite bourgeoise et les pressions sociologiques de l'ordre établi, qui par tous les moyens veut exorciser l'absurde et le pessimisme. Ces deux ferments de la critique sociale. Heureusement il y a encore des fins malheureuses. A leur façon, elles sauvegardent la part maudite et menacée, la part corrosive qui accompagne et ronge toute culture dominante.»

A lire cet extrait, on devine aisément les idées politiques du jeune Edgar Morin. Et l'on peut se demander si l'article est excellent parce que son auteur est marxiste ou le contraire. Aujourd'hui la dictature de la happy-end n'existe plus. Et il y a entre-temps une mode des films qui ne se terminent pas bien. Cette année à Cannes force est de constater que la plupart des films ont une fin ouverte comme on dit. Ni happy, ni triste, juste une fin ouverte ou suspendue. Ou une non-fin si l'on veut. Est-ce un signe de notre incompréhension du monde tel qu'il se développe ? Est-ce un signe de la fin des idéologies ?

Mlles Hind O et Sarah H, vous avez jusqu'à la prière du vendredi pour remettre vos copies. Ce sera la dernière étape de la sélection en vue d'obtenir la place vacante et convoitée de critique de cinéma officiel de la République algérienne démocratique et populaire, poste que va enfin quitter l'envoyé spécial du Quotidien d'Oran pour cause de préretraite annoncée. Mlle Sarah, je sais que vous êtes bilingue, libre à vous d'écrire en arabe ou en français. Mlle Hind, essayez de ne choisir qu'une seule langue à la fois pour exprimer le profond sentiment que vous inspire cette question. Au travail, les filles et que ça saute !

T. H.



07.00 Sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Dessin animé
10.30 Zaman el barghouthe
Feuilleton arabe
11.10 Chahid wa chawahid
12.15 El moustahlik
12.45 Hadi el arouah
13.00 Journal télévisé
13.30 Doumoue el thaldje
Feuilleton
15.00 Mahla di aâchia
17.00 Dessin animé
17.30 Tadj el qoraan
18.00 Journal télévisé amazight
18.20 Tadar tarbah
18.55 Fi taani salama
19.20 Familtna
20.00 Journal télévisé
20.45 Khalasli kahwa - Série
21.10 Rana hana
00.30 Dafatir el cinema



19.50 L'exercice de l'Etat



Avec Olivier Gourmet, Michel Blanc, Laurent Stocker, Sylvain Deblé
Ministre des Transports de la République française, Bertrand Saint-Jean est appelé en pleine nuit. Un autocar s'est renversé sur une route de campagne. Accompagné de sa directrice de communication, il se rend sur place pour se recueillir et parler aux médias. Gilles, son fidèle et expérimenté chef de cabinet, reste, quant à lui, à Paris. D'autres sujets sensibles réclament l'attention du ministère.



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
10.05 Fi el taani salama
10.30 Haqaiq qoraania
11.00 UFC
12.00 Hadi el arouah
12.45 Journal télévisé
13.00 La prière du vendredi
14.00 Fadhaa el djoumoua
15.00 Mina el malaib
16.45 Dessin animé
17.15 Hadaïq el moustaqbel
17.45 Tadj el qoraan
18.00 Journal télévisé amazight
18.25 Chachat
18.45 Fatawa aala hawa
20.00 Journal télévisé
20.45 Khalasli kahwa - Série
21.00 Film
23.00 Ibhar
23.30 Nahwa charq



19.50 Thalassa



- Sydney : la ville pacifique
Présenté par Georges Pernoud
Terre de soleil et d'aventures, Sydney attire les étrangers du monde entier. En l'espace de quatre ans, elle est devenue la 7e ville la plus chère au monde et la seconde quant au pouvoir d'achat. Au milieu d'un monde en crise, elle apparaît comme un îlot de croissance. Raphaëlle, une jeune Marseillaise de 29 ans, tente de s'y installer comme de nombreux Français.



JEUDI



19.55 Alice Nevers, le juge est une femme



Saison 13 - Episode 3
- La loi de la jungle
Avec Marine Delterme, Ahmed Sylla, Guillaume Carcaud, Mas Belsito
Antoine Perrin, 24 ans, stagiaire dans une banque d'affaires, décède alors qu'il participe à un parcours du combattant organisé par son entreprise. Selon le médecin légiste, le meurtre ne fait aucun doute. La victime, épileptique, a succombé suite à l'absorption d'une substance excitante.



19.55 Scorpion



Saison 1 - Episode 17
- Crise d'ego
Avec Elyes Gabel, Jadyn Wong, Katharine McPhee, Ari Stidham
Walter et ses amis se lancent sur les traces de Zoé, la fille de Richard Ellia, riche propriétaire de l'entreprise Techno Moghol. Elle a été kidnappée par le cartel de la drogue, La Plaga, au Mexique. Richard a déjà versé une importante rançon. Mais le gang menace de supprimer la jeune femme s'il ne reçoit pas deux millions de dollars supplémentaires dans moins de dix heures.



19.57 Envoyé spécial



Présenté par Guislaine Chenu, Françoise Joly
Les dessous du made in china français. Près de 1 200 grossistes sont installés à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, la nouvelle capitale du textile en France. Les vendeurs sont à 95 % chinois ou d'origine chinoise, et fournissent des commerçants de toute l'Europe. Des produits pour la plupart fabriqués en Chine mais aussi à Aubervilliers par des femmes... chinoises.



19.45 Max la menace



Avec Steve Carell, Anne Hathaway, Dwayne Johnson, Alan Arkin
Maxwell Smart travaille comme analyste pour Control, une agence de renseignements. Mais il rêve de partir en mission sur le terrain. Un jour, le quartier général de l'organisation est attaqué par Kaos, un groupe terroriste. L'identité de tous les espions de Control est découverte. Max est alors promu agent secret. Il doit partir en mission avec 99, une jeune femme que la nouvelle ne réjouit guère.



20.00 Vikings



Saison 3 - Episode 1
- Mercenaires
Avec Travis Fimmel, Clive Standen, George Blagden, Kathryn Winnick
Jarl Ingrid propose à Kalf de l'accompagner à Wessex mais celui-ci préfère décliner cette offre pour surveiller ses territoires et ses intérêts. La jeune femme en profite pour l'informer qu'elle a reçu une nouvelle demande en mariage de la part d'Egill Sokkason. Jarl Ingrid apprend par ailleurs qu'Einar tente de convaincre sa famille de se soulever contre elle.



19.45 Hypertension



Avec Jason Statham, Efrén Ramirez, Amy Smart, Jose Pablo Cantillo
Chev, tueur à gages, n'a pas rempli un banal contrat qui a mal tourné : la veille, il a en effet raté sa cible. Au matin, Chev est réveillé par un coup de téléphone : à l'autre bout du fil, son commanditaire, le mafieux Ricky, lui apprend qu'il a été empoisonné dans son sommeil et qu'il ne lui reste qu'une heure à vivre. Chev se lance alors dans une course contre la montre pour retrouver l'antidote.



VENREDI



19.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 5
Présenté par Denis Brogniart
En Malaisie, une surprise de taille attend les naufragés qui vont devoir s'adapter à un nouvel environnement et tout recommencer. Une aubaine pour certains, une grande déception pour d'autres qui voient leur quotidien totalement bouleversé. Epreuve de confort : «Les Catapultes».



19.55 NCIS : Nouvelle-Orléans



Saison 1 - Episode 15
- Le carnaval de la Mort
Avec Scott Bakula, Zoe McLellan, Lucas Black, CCH Pounder
Pendant les fêtes du Mardi gras, un quartier-maître est assassiné à coups de couteau par un inconnu portant un masque de bouffon. La victime portait le tampon d'une boîte de nuit sur l'une de ses mains. Sur place, Pride, Brody et Christopher apprennent que le défunt s'était fait exclure de l'établissement peu avant sa mort à cause d'une bagarre.



19.57 Candice Renoir



Saison 3 - Episode 3
- Qui se repent, se punit soi-même
Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Gaya Verneuil, Mhamed Arezki
La police reçoit un appel anonyme affirmant qu'un crime a été commis au bord d'un étang. Mais en arrivant sur place, Candice et son équipe ne trouvent pas de cadavre ; juste des traces de sang suspectes. A proximité, la commandante de police va interroger le serveur d'une buvette. Il lui remet un beau foulard oublié par une cliente dans la nuit.



19.50 Chicken Run



Dans la campagne anglaise, des poules vivent sous la coupe d'un couple de terrifiants fermiers, les Tweedy. Elles sont surveillées nuit et jour par deux dangereux chiens. La révolte gronde chez les volatiles, menée par Ginger, une poule rebelle. Mais tout espoir de s'échapper de l'enclos semble bel et bien voué à l'échec. Bientôt, madame Tweedy projette d'exterminer tout le poulailler pour transformer Ginger et ses amies en tourtes à la volaille.



20.00 Godzilla




Avec Aaron Taylor-Johnson, Elizabeth Olsen, Bryan Cranston
En 1999, à Janjira, au Japon, Joe Brody, physicien nucléaire américain, assiste impuissant à la mort de sa femme, Sandra, au cours d'un accident dans la centrale où ils travaillent. Quinze ans plus tard, Ford, le fils de Joe et Sandra, désormais militaire, retrouve sa famille aux Etats-Unis.




19.45 Only God Forgives




Avec Ryan Gosling, Tom Burke, Kristin Scott Thomas, Yayaying
A Bangkok, Julian dirige une salle de boxe qui sert de couverture à un trafic de drogue. Lorsque son frère Billy, impliqué lui aussi, est assassiné après avoir tué une femme, sa mère Crystal arrive des Etats-Unis pour lui demander de le venger. Julian, qui entretient des rapports troubles avec cette mère castratrice, affronte alors Chang, policier thaïlandais à la retraite qui exerce sa propre justice d'une manière implacable.

 **Bélier** 21-03 au 20-04. Quelque chose de très important va survenir ce qui clarifiera certains points importants dans votre vie. Mais comme le moral est très bon vous n'aurez qu'à vous féliciter de ce qui arrive.



 **Gémeaux** 22-05 au 21-06
Ce sera l'entente parfaite si vous savez éviter les discussions inutiles. Votre persévérance sera déterminante dans une entreprise délicate.



 **Lion** 23-07 au 23-08 Vous retrouverez facilement la grande forme car les choses commencent très nettement à bouger vers le chemin du succès. Vous aurez la conviction intime qu'un événement incertain n'est pas arrivé par hasard. Vous bénéficierez de retombées très favora-



relation délicate avec quelqu'un que vous connaissez bien. Malgré certains grincement de dents vous parvenez difficilement à garder votre calme.

vous pa
der votr



te aventure que vous aurez la chance de mener à bien, il suffit d'un peu de patience. Vous n'en manquerez pas.

manqu



de la refuser malgré une envie pressante de l'accepter. Vous hésitez longtemps avant de prendre la bonne décision. Une opportunité semblable se présentera que vous saurez saisir au moment décisif.

ne décis
blable se
rez saisir

quelques mouvements. Vous avez besoin de vous sentir bien dans votre corps. Bougez, ne restez pas statique, vous ressentirez d'ardents desirs de vous déplacer dans le temps et dans l'espace.

OISEAUX « ELLES SONT ARRIVÉES ! ELLES SONT DE RETOUR ! »								
				TRANSPIRA PAR ICI LA MONNAIE !				
		BLÉCA OU CHÈBRAN COUPE DE LA LIGUE		VALEUR REFUGE PRIX		POINTS OPPOSÉS BONNE MENTION		
			JOYEUX MOIS POSSESSIF			DECROCHA IL LIVRE L'ŒUVRE CLÉS EN MAIN !		
		INFINITIF LOUPENT						
			LA TOILE GIFFLES		CHANCE VOIE			
		TRADITIONS MATIÈRE DE COURS			CORPS GRAS « LES CUPIDES LE VEULENT LUI ET SON ARGENT »		MINEE, TORPILLÉE TRADITIONS	
	ROULEAUX DE TABAC À FUMER							
		FRANGINS PRONOM						
	SOCIÉTÉ INDEFINI		BECOT SCIENCE-FICTION		AU DÉBUT DO, RE, MI...	NOUNOUS CHIFFRE		
BAISSE BIEN VENUS			ALLURE DE CHEVAL					

FLÉCHÉS N° 5626

FOUILLIS N° 5626

B	R	E	R	A	G	N	A	S	S	I	A	M	E	E
M	R	U	A	N	A	T	O	M	I	E	R	R	I	I
T	E	O	G	O	I	N	I	F	N	I	E	I	T	H
N	N	T	S	I	N	O	I	T	C	A	S	O	R	P
E	O	R	R	S	R	E	D	A	R	B	S	L	A	A
M	I	E	A	O	E	E	T	S	O	P	I	R	P	R
E	T	I	L	L	E	U	Q	R	A	B	T	A	E	G
P	C	T	E	C	R	M	A	R	E	E	A	P	R	O
U	N	O	R	E	R	G	A	I	N	R	R	I	T	T
O	O	P	M	E	B	T	R	T	U	M	O	R	N	O
R	F	I	S	O	R	E	A	E	E	N	U	A	O	H
G	R	I	U	U	G	T	T	T	R	O	B	T	C	P
F	N	R	I	R	I	U	I	U	J	O	R	E	T	O
E	S	T	E	O	A	E	O	R	U	E	V	R	E	F
E	E	V	N	H	R	T	N	E	E	E	V	R	O	C

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est à mizigue.
- Mon 2e se fend la pipe.
- Tant d'années font mon 3e.

Mon tout, c'est l'union pour le meilleur et pour le pire.

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

CROISÉS N° 5626

1. Disposition à se montrer, en un mot, complaisant.
2. Frisées ou pommelées.
3. Pinté.
Ratiches.
4. Pouic, pouic... Au monde.
5. Il s'adonne à la boisson bêtement !
6. Massue.
Personnel.
7. Grugé.
Bout de chemin.
8. En suite.
Sandwich en Polynésie.
Vieilles habitudes.
9. Dit en braille.
Marqué.
10. Ne demande qu'à grandir.

A. Susceptible.
B. Mauvais café !
C. Compris.
Voie trouble.
Passage à l'acte.
D. Tracé.
E. Casse-tête chinois. Bas de carte.
En effets, il est très fleur bleue.
F. Un coeur à prendre !
Objectifs.
G. Fleurs sans corolle.
H. Pas du tout vieux !
Attire l'attention.
I. A titre indicatif.
Règles d'ensemble.
J. Quête musicale. Alerte.

FLECHES N°5625

P	R	E	S	T	E	S	S	E	
A	I	N	E		G	E	I	N	T
N	E	G	A	T	O	N		C	A
T	N	A		R		T	R	E	S
O		G	E	O	L	I	E	R	S
U	S	E		T	E	N	A	C	E
F	E	R		T	S	E		L	S
L	U		U	E		L	E	E	
E	L	A	N		A	L	L	E	R
R	E	L	I	G	I	E	U	S	E

C	A	L	E	M	B	O	U	R
H	V		B	O	L		N	E
R	A	D	O	T	E	R		V
O	R		U		U	S	E	E
N	E	F	L	E	S		N	
O	S		E	R		R	A	P
M		A	M	E	N	E		A
E	P		E		I		C	R
T	O	N	N	E	A	U		T
R	E	S	T	A		N	E	O
E	T		S		L	I	E	U
	E	U		T	I	R		T

CODÉS N° 5625

[illegible]

1 P	2 R	3 O	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

9	3	4	17	10	18	12	11	17	8
8	1	10	16	5	8	11		10	1
3	18	12	18	8		11	10	5	12
7	12	8	8	11		16	18		8
18	3		2	8	1	8	2	8	11
3	7	8		2	16		3	6	
5		7	11		2	12	6	14	8
3		6	10	17	8	5	8	3	7
4	2	10	13	12	18	8	11		13
12	9	12	3	18	8			1	12
8		11	7	8		4	10	2	8
	10	11	11	16	2	8		8	11
1	2	8		15	8	2	8	11	
12	8		11		13	8	7	18	8
8	11	18	12	17	8	2		8	18

CODÉS N° 5626

7 ERRORS



Communiqué Société Générale Algérie lance la 3ème édition de son concours jeune artiste peintre

Société Générale Algérie organise l'édition 2015 de son concours «Jeunes artistes peintres» et lance un appel à candidatures en direction des jeunes artistes peintres algériens. A travers cette initiative qu'elle organise pour la troisième année consécutive, Société Générale Algérie continue à œuvrer pour l'émergence de nouveaux talents dans l'art plastique contemporain et s'applique à contribuer à l'épanouissement de la créativité dans le domaine de l'art plastique en Algérie. Ce concours est ouvert du 15 mai au 15 Août 2015 aux candidats répondant aux conditions suivantes : Etre âgé de 45 ans maximum au 31 décembre 2015, Etre amateur ou étudiant en art, Résider en Algérie. L'œuvre présentée doit être entièrement conçue et réalisée par l'artiste lui-même. Les candidats désirant participer doivent envoyer leurs CV ainsi qu'une photo (JPG 200 DPI) de leurs toiles avant la date du 15 Août 2014 à l'adresse suivante : sga.art@socgen.com Le règlement de ce concours est disponible sur le site: www.societegenerale.dz Un jury composé de personnalités et d'experts du monde artistique désignera les trois (03) meilleures œuvres lors d'un vernissage organisé à cet effet. Pour donner un maximum de visibilité aux artistes qui vont prendre part au concours, les 13 meilleures œuvres vont illustrer l'agenda et le calendrier de l'entreprise pour l'année 2016 et une exposition collective sera organisée pour présenter les réalisations des jeunes peintres. Comme pour l'édition 2013, celle de 2014 a connu un franc succès où plus d'une centaine de photos de toiles ont été envoyées par les jeunes artistes plasticiens. 13 d'entre elles ont été choisies pour la sélection finale. Le jury de l'édition 2014 a récompensé trois lauréats : Première position, Zohra SAIBI, de Azzagga, pour sa toile intitulée, «Témoignage». Deuxième position, Hakim AKHENAK, de Béjaïa pour son œuvre «Mémoire». Troisième position, Djaber HARBOUCHE, de Sétif pour sa toile «Rêve et rencontre des âmes».

La Corée du Nord peut produire des ogives nucléaires



La Corée du Nord, qui prétend déjà maîtriser le lancement d'engins balistiques, a assuré mercredi être désormais en mesure de produire des ogives nucléaires, étape indispensable à l'armement de missiles. Le régime nord-coréen avait auparavant fait savoir à Ban Ki-moon, qui devait effectuer la première visite d'un secrétaire général des Nations unies depuis plus de 20 ans, qu'il annulait son invitation à se rendre sur le complexe industriel intercoréen de Kaesong, situé sur son territoire. «Cela fait longtemps que nous avons commencé à miniaturiser (les charges nucléaires) et à diversifier nos capacités en termes de frappes nucléaires», a déclaré la puissante Commission nord-coréenne de défense nationale (CDN) dans un communiqué rendu public par l'agence officielle KCNA. «Nous sommes également parvenus au point où le degré de précision le plus élevé est garanti, pas seulement pour les missiles de courte et moyenne portée, mais également pour les missiles de longue portée», ajoute le communiqué. «Nous ne cachons pas cet état de fait».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Attentat de Tunis : un Marocain arrêté à Milan

Un Marocain soupçonné d'avoir participé à l'attentat sanglant du musée Bardo en Tunisie, qui a fait 22 morts à la mi-mars, a été arrêté à Milan, dans le nord de l'Italie, a indiqué mercredi la préfecture de police locale à l'AFP. «Un ressortissant marocain, recherché au niveau international, a été arrêté hier soir (mardi) dans une commune de la région de Milan. Les autorités tunisiennes le soupçonnent d'avoir participé à l'attentat du Bardo», a indiqué un porte-parole de la préfecture. L'arrestation a été effectuée par des policiers de la Digos, un département de la police qui s'occupe des opérations spéciales et du terrorisme, sur la base d'un mandat d'arrêt international. Le 18 mars, une attaque terroriste contre le célèbre musée Bardo de Tunis, à proximité du Parlement, avait fait 22 morts, 21 touristes étrangers et un policier tunisien. Parmi ces 22 morts figurent quatre touristes italiens, tandis que cinq autres ont été blessés au cours de l'attaque revendiquée par le groupe Etat islamique (Daech).



Deux chefs djihadistes tués par l'armée française au Mali

Deux des principaux chefs djihadistes au Sahel, Amada Ag Hama alias «Abdelkrim le Touareg» et Ibrahim Ag Inawalen dit «Bana», ont été tués dans le nord du Mali dans la nuit de lundi à mardi par les forces spéciales françaises, a annoncé mercredi le ministère français de la Défense. Les deux hommes sont parmi les

principaux chefs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et d'Ansar Dine, deux groupes responsables «de nombreuses attaques terroristes contre les forces internationales, ainsi que d'exactions répétées à l'encontre des populations maliennes», précise le ministère dans un communiqué. Abdelkrim le Touareg avait

notamment revendiqué l'enlèvement et l'assassinat de deux journalistes français de la radio RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, en novembre 2013 à Kidal, dans le nord du Mali. En tout, quatre djihadistes ont été tués dans l'opération des forces spéciales françaises, a précisé le ministère.

Grève générale dans les villes du bassin minier en Tunisie



Les villes du bassin minier tunisien ont observé une grève générale mercredi pour réclamer des emplois et le développement de cette région du centre du pays, productrice de phosphate mais parmi les plus pauvres de Tunisie. A Mdhilla, Redeyef, Om Larayes, Méthlaoui ainsi qu'à Sened, dans le gouvernement de Gafsa, commerces, éco-

les et institutions publiques étaient fermés à l'appel de syndicats régionaux et d'associations de la société civile, selon un correspondant de l'AFP. «L'emploi est une priorité», «O gouvernement, c'est la honte, les prix ont flambé» ou encore Nous voulons «20% des revenus du phosphate», ont scandé des manifestants. «L'Etat doit trouver

aujourd'hui des solutions d'urgence. Il y a des familles qui vivent dans une grande pauvreté, il faut les aider», a dit à l'AFP Naoufel Maayoufa, un responsable local du syndicat UGTT à Mdhilla. Le bassin minier a été le théâtre d'une insurrection réprimée en 2008 dans le sang par le régime de Zine El Abidine Ben Ali.

Mila : un camion se renverse, 2 morts

Le renversement d'un camion hier matin à proximité de la station Saâdani à l'entrée de la ville de Mila a fait 2 morts, apprend-t-on auprès de la Protection civile. A cause de la violence du choc, le chauffeur, 41 ans, et son fils de 13 ans ont été tués sur le coup. Les débris ont été évacués vers la morgue de l'hôpital des Frères Maghlaoui. **B. B.**

Oum El Bouaghi : 2 morts et 10 blessés dans un carambolage

Deux personnes sont mortes et 11 autres ont été blessées hier mercredi dans un accident de la route à Oum El Bouaghi, apprend-on du directeur de wilaya de la santé. L'accident, un carambolage entre quatre véhicules (un camion et trois voitures), s'est produit sur la RN-88 près de la commune de Berrich, daïra d'Ain Beïda, précise-t-on à la protection civile dont les agents sont intervenus pour évacuer les victimes à l'hôpital de la ville d'Ain Beïda. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de l'accident.

Tiaret : un mort et deux blessés dans un incendie

Un homme de 29 ans est mort, et 2 autres grièvement brûlés, dans l'incendie d'un parc avicole, hier, après-midi, à Sougueur, dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris de source hospitalière. Selon les informations recueillies, un employé, en voulant réparer une panne électrique, a provoqué l'explosion d'un disjoncteur, qui a ensuite pris feu. Des centaines de poules ont péri dans l'incendie. Brûlé au 3ème degré, un employé de la ferme avicole et décédé lors de son évacuation à l'hôpital d'Oran. Deux autres personnes, brûlées au visage et aux mains, ont été transférées à l'hôpital du chef-lieu de wilaya. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet incendie. **El-Houari Dillmi**

Nouvelle avancée des djihadistes en Syrie

Les djihadistes du groupe Etat islamique (Daech) se sont emparés mercredi de la partie nord de la ville antique de Palmyre, dans le centre de la Syrie, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). De son côté, la télévision d'Etat syrienne a indiqué que «l'armée faisait face aux groupes terroristes qui se sont infiltrés dans les périphéries du nord de Palmyre». «Les combattants de Daech ont pris la totalité du nord de Tadmor (Palmyre) et les soldats du régime se sont enfuis de cette partie qui représente un tiers de la ville», a déclaré à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. L'avancée des djihadistes est intervenue après la prise en matinée du bâtiment de la sécurité de l'Etat (renseignements généraux) et d'un barrage dans le même secteur, près d'un bâtiment administratif abritant les registres civils des habitants de Palmyre.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

DE BOUIRA À RYADH

L'Algérie championne de la guerre contre le terrorisme. L'Algérie coupable d'«insuffisances stratégiques» dans sa lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Deux affirmations qui s'entrechoquent, se contredisent et nous renvoient aux errements de la communication institutionnelle.

Que nous dit l'information sur l'élimination de 25 islamistes par les services de sécurité près de Bouira alors qu'ils s'apprétaient, selon l'ANP, à commettre des attentats à Alger et en Kabylie ? Que les groupes armés, affiliés à Aqmi, ça c'est une certitude, et à l'Etat islamique (Daech), ce qui reste à vérifier, ont décidé de frapper de grands coups médiatiques à quelques jours du ramadhan. Pour l'appartenance, et au cas où les hommes abattus font vraiment partie de Daech, il est fort à parier que l'information faisant état de l'allégeance d'El Mourabitouna à Baghadi, malgré le démenti de Belmokhtar, soit vraie.

Le nombre d'islamistes tués renseigne également sur un redéploiement des troupes et un regain d'effectifs probablement venus des

frontières Est et Sud. Une lecture des événements évidemment en absence de données vérifiables sur le terrain. On peut aussi y lire un changement dans le modus operandi des groupes armés qui tendent à privilégier des actions d'envergure pour marquer les esprits. Mais on y décèle aussi la vigilance des services de sécurité qui continuent à faire le job alors que le discours officiel tente d'éluder le sujet. L'impression d'un terrorisme résiduel cher à Ouyahia est toujours aussi pesante que fatalement trompeuse.

Au diapason, et alors que le monde du renseignement reconnaît à l'Algérie sa grande expérience dans la lutte contre le terrorisme, voilà que le ministère saoudien des Affaires étrangères accuse Alger de ne pas lutter suffisamment contre le financement du terrorisme. Une attaque, pour le moins inattendue, qui met Alger dans une short-list de mauvais élèves au

même pied d'égalité que la Syrie, l'Iran ou le Yémen, trois pays traditionnellement perçus comme ennemis par Ryadh. L'Arabie saoudite accuse, en se cachant derrière les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), et recommande aux institutions locales une plus grande «vigilance» dans le traitement des opérations financières avec l'Algérie et les autres pays ciblés.

Dire que notre pays est un exemple de la transparence financière c'est exagéré, mais que le royaume wahhabite se permet de donner des leçons au reste du monde sur ce point précis c'est là que le bât blesse. C'est un peu l'hôpital qui se fout de la charité connaissant le passif des Saoudiens dans le financement occulte du terrorisme international. Wikileaks rapportait une note de l'ambassade US à Ryadh datée de 2009 affirmant que «les donateurs en Arabie saoudite demeurent la principale source mondiale de financement de groupes terroristes sunnites», alors que Dominique de Villepin, l'ancien Premier ministre français, relevait que Daech bénéficiait de flux financiers venant du Royaume. Alors de grâce !